

## DOSSIER

# L'AGRICULTURE REGAGNE DU TERRAIN DANS ET AUTOUR DES VILLES

15

14	ILLUSTRATION TOM TIRABOSCO
15	<b>ÉDITORIAL DU DOSSIER</b>
16	Situation de l'agriculture urbaine LRD
19	Réinstaller la campagne en ville LRD
20	Tokyo, mégalopole agricole NELLY NIWA
24	Pour s'alimenter, Paris a le choix entre se tourner vers ses terres ou vers la mer GILLES BILLEN, SABINE BARLES, PETROS CHATZIMPIROS ET JOSETTE GARNIER
28	Le grand potentiel alimentaire de Rennes Métropole LRD
30	A Genève, la planification énergétique territoriale inclut les serres agricoles LRD
33	Les politiques agricoles périurbaines gagnent le cœur des agglomérations françaises SERGE BONNEFOY
37	Les potagers se fraient une place en ville LRD
42	Les jardins d'insertion pacifient le paysage urbain : exemple à Sevran XAVIER GUIOMAR
44	Montréal, porte d'entrée des jardins partagés en terres francophones ERIC DUCHEMIN
47	Des lapins et des poules mettent de la vie en ville LRD
52	Genève et Lille tissent la ville agricole CAROLINA SOLAR
55	Guide LRD

La rédaction est responsable des titres,  
des intertitres et des introductions aux articles

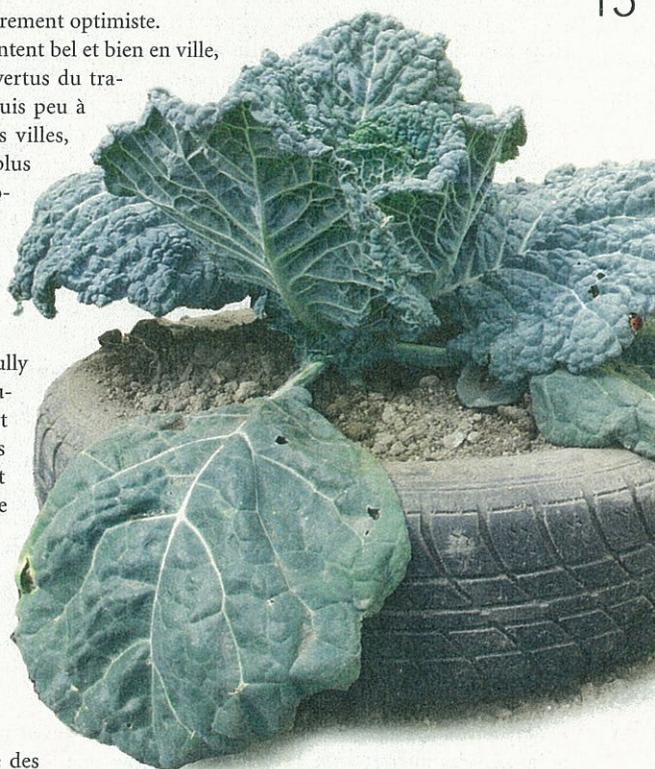
Le titre de ce dossier est volontairement optimiste. Car si les pratiques agricoles augmentent bel et bien en ville, si les extraordinaires et multiples vertus du travail de la terre recommencent depuis peu à être reconnues au cœur même des villes, y compris des plus grosses et des plus denses, le fait est que les terres disponibles continuent de diminuer dans et autour d'elles, comme partout ailleurs dans les campagnes, de manière dramatique.

A la cour d'Henri IV, le duc de Sully répétait à l'envi : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mines et trésors du Pérou. » C'était au début du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque l'entière dépendance des humains à l'égard de la terre était une évidence pour tous. Autre temps autres mœurs : aujourd'hui, bétonnage et goudronnage sont les deux mamelles de la modernité inconsciente.

Cette artificialisation frénétique des sources de la vie, qui conduit la ville à tourner le dos à la campagne, part de l'idée fallacieuse, exacerbée de-puis le XX<sup>e</sup> siècle, qu'il est sensé de couper les uns après les autres les cordons ombilicaux qui relient les humains à leur terre nourricière. Heureusement, les signes de reconnaissance de ce fourvoisement – de cette erreur fatale – se multiplient depuis quelques années.

Il ne tient qu'aux urbains, désormais majoritaires sur Terre, de renforcer la tendance à reconquérir les liens vitaux qui les attachent à l'agriculture, en commençant dans et autour des villes, sûrs trempants vers une revalorisation globale de cette activité. Ce quarante-troisième dossier de LaRevueDurable atteste qu'en plus de fournir des quantités très significatives à manger, et à condition d'adopter les pratiques de l'agriculture biologique, l'agriculture intra et périurbaine a des retombées énormes en termes d'emploi, de qualité de vie, d'équilibres des cycles du carbone et de l'azote, de convivialité, de solidarité, de résilience et de pacification.

En forçant le trait, on peut dire que jardinage et compostage sont les deux mamelles d'une vie citadine réconciliée avec les racines de la vie humaine.



Prochains dossiers de LaRevueDurable :

Novembre - décembre 2011  
Mouvements sociaux et écologie

Janvier - février - mars 2012

Consultez notre site

[www.larevuedurable.com](http://www.larevuedurable.com)

ou appelez le + 41 (0)26 321 37 11

pour connaître le point de vente de

# Situation de l'agriculture urbaine

16

L'agriculture urbaine se définit comme la culture, la transformation et la distribution de différents produits agricoles (alimentaires et non alimentaires) à l'intérieur (intra-urbaine) ou à la périphérie (périurbaine) d'une ville ou d'une métropole (Luc Mougeot, Agropolis, 2006). De la culture d'herbes aromatiques sur un balcon à l'élevage d'animaux en ville, de fermes situées dans la ceinture maraîchère des villes aux potagers publics ou privés qui poussent au pied ou sur les toits des immeubles, l'agriculture urbaine couvre de multiples modalités d'exploitation de la terre.

Autour des villes, la production agricole est souvent intensive et commerciale. Dans les villes, l'activité agricole a plutôt lieu à petite échelle et sert avant tout à l'autoconsommation. Souvent, il s'agit d'une activité informelle, parfois même illégale.

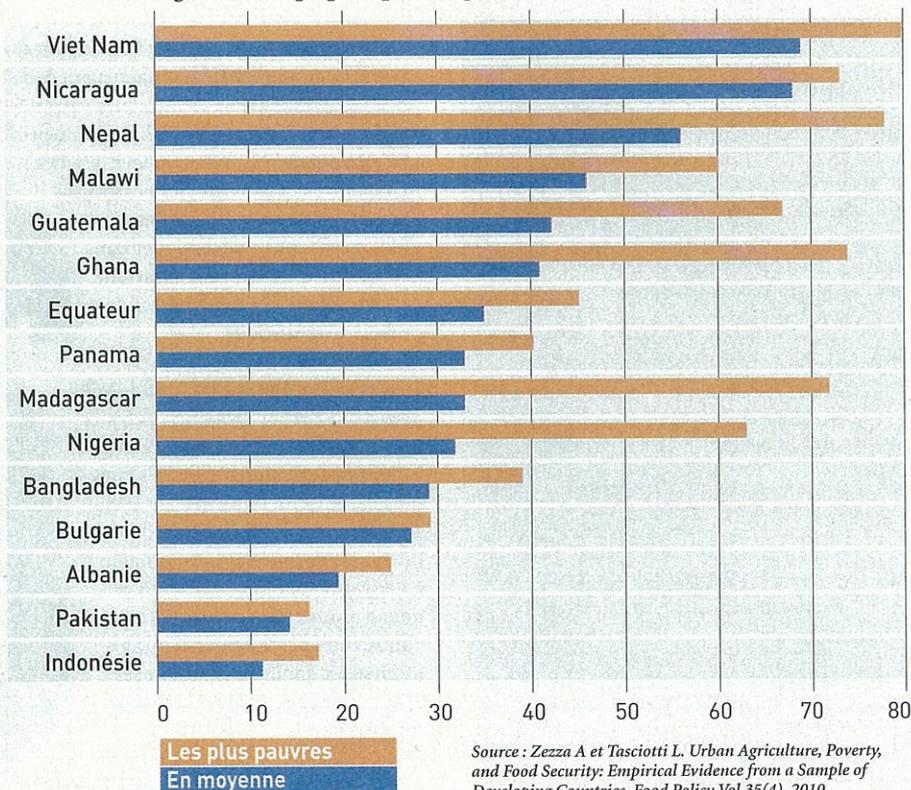
Dans les très rares statistiques disponibles, un chiffre revient souvent : 800 millions de personnes, dont 200 millions à titre professionnel, pratiquent l'agriculture urbaine à l'échelle mondiale. Elles produiraient un tiers de toute la nourriture consommée en ville (Jac Smit et collègues, Urban agriculture, Food, Jobs and Sustainable Cities, 2001).

L'agriculture urbaine ne se limite pas aux pays du Sud. Elle est très prégnante en Europe de l'Est : en Russie, 65 à 80 % des urbains pratiquent une forme d'agriculture. En France, en 2002 (dernière statistique disponible), 35 % des exploitations agricoles sont situées en zone périurbaine, 9 % en zone urbaine (Agreste, Primeur n°117, 2002). En outre, un ménage sur trois cultive des légumes pour la consommation familiale, dont une bonne partie en zone urbaine.

## Nouveaux visages

L'agriculture a toujours été très présente dans et autour des villes. Les mondes urbain et agricole ont longtemps entretenu des liens symbiotiques. Sabine Barles les décrit pour la Ville Lumière : jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, Paris fournit un débouché de taille pour toute la production maraîchère, céréalière et animale locale. Et est en retour un formidable gisement d'engrais organiques : crottin de

Part des ménages urbains qui pratiquent l'agriculture



Source : Zezza A et Tasciotti L. Urban Agriculture, Poverty, and Food Security: Empirical Evidence from a Sample of Developing Countries. Food Policy Vol.35(4), 2010.

cheval, poubelles, eaux usées, etc. (Le siècle d'or de l'écologie industrielle dans les villes françaises : 1790-1880, LaRevueDurable n°25, juin-juillet 2007).

Ce n'est que dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, sous les effets conjugués de l'explosion des transports, de l'étalement urbain et de l'internationalisation des marchés que le divorce ville-campagne est consommé (Christine Aubry et Yuna Chiffolleau, Le développement des circuits courts et l'agriculture périurbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles, présentation à l'Inra, 2010).

Depuis une dizaine d'années, l'agriculture urbaine vit toutefois un timide, mais significatif retour de flamme. L'aspiration des citoyens à retrouver une alimentation saine, gustative et plus écologique alliée à la volonté de tisser des liens avec ceux qui la produisent font la joie des circuits courts.

Aux Etats-Unis, de 1994 à 2007, le nombre de marchés de producteurs est passé de 1785 à 4500. Au Japon, la diversification de la demande des consommateurs favorise depuis quelques décennies l'essor de circuits alternatifs de commercialisation des produits alimentaires. Les grossistes y distribuent 82 % des fruits et légumes frais en 1990, seulement 65 % en 2005 (Groupe de travail Circuits courts de commercialisation, Ministère de l'agriculture, Paris, 2009).

En Suisse 21 % des exploitations pratiquent la vente directe, chiffre stable depuis une dizaine d'années.

En France, en l'absence de statistiques fiables – un éclaircissement est attendu avec le recensement agricole 2010-2011 –, le chiffre emblématique est celui de l'évolution des fermes membres de l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap).

La première Amap naît à Aubagne en avril 2001. Dix ans plus tard, elles seraient autour de 1200 qui nourriraient près de 200 000 personnes (Miramap, en ligne, 2011).

Marchés, paniers divers et variés, points de vente que gèrent des collectifs d'agriculteurs regroupés en coopérative, restauration collective : les formes des circuits courts s'étoffent et se diversifient.

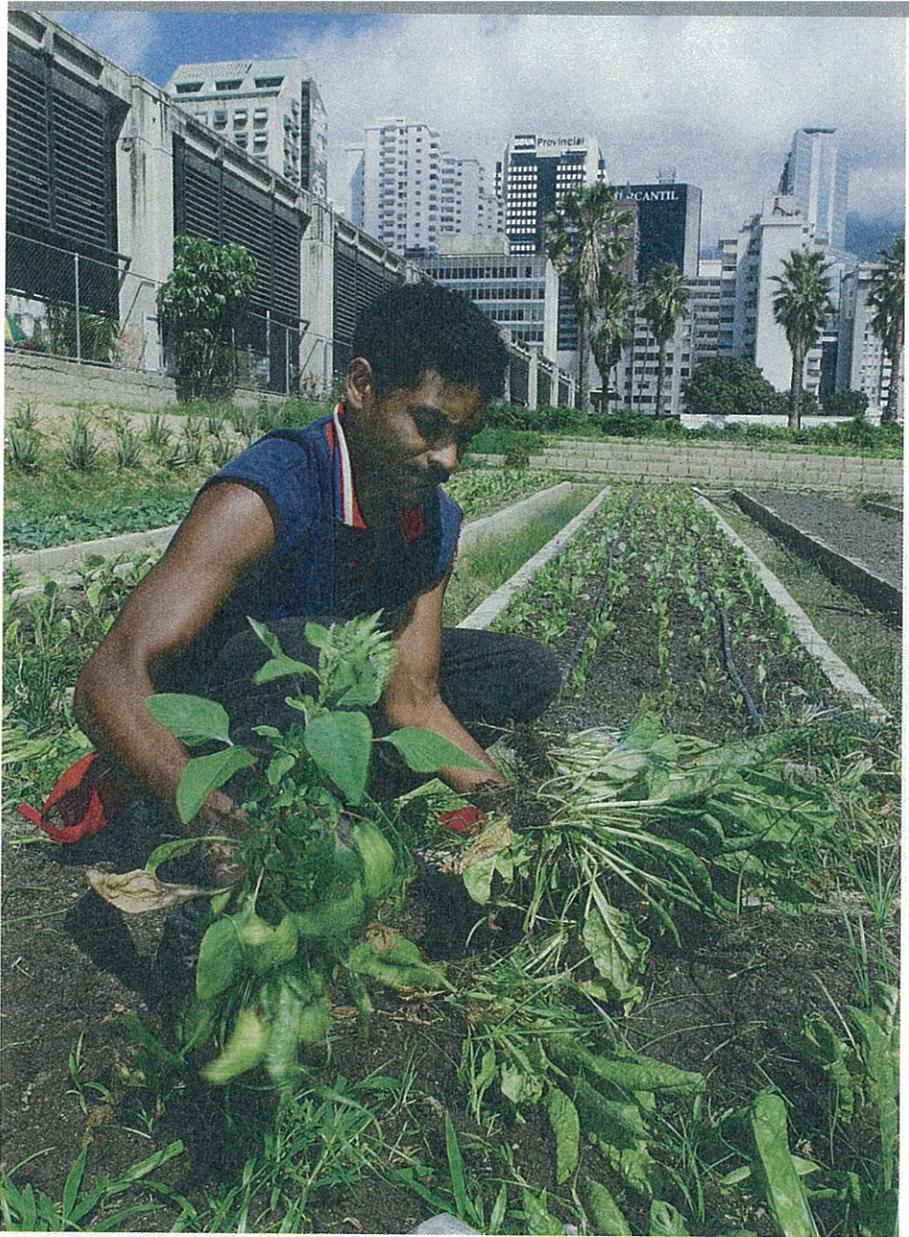
L'engouement pour l'agriculture contractuelle n'est pas en reste en Suisse romande. Alors qu'il y existe, en 2003, deux groupements d'acheteurs, ils sont 26 en 2011 qui totalisent 6030 contrats de livraison régulière, dont au moins 3600 contrats de paniers hebdomadaires ou mensuels (Uniterre, liste des initiatives d'agriculture contractuelle, juin 2001). Au moins 10 000 Suisses romands tirent une partie de leur alimentation par ce biais.

Ces initiatives ont beau être anecdotiques statistiquement, elles exercent un très fort impact qualitatif. D'abord sur les pratiques agricoles. En Suisse romande, 60 % des paysans en agriculture contractuelle sont biologiques, contre 11 % pour la moyenne nationale. Dans l'agglomération de Rennes, 30 % des producteurs qui pratiquent la vente directe sont certifiés bio, contre 3 % pour la moyenne nationale. En Ile-de-France, tous les maraîchers bio – ils sont 80 – écoulent leur production via des Amaps.

Ces initiatives ont ensuite un gros impact sur l'emploi. Toujours dans l'agglomération rennaise, une enquête sur les circuits courts révèle un résultat étonnant. Malgré leur faible part dans le marché alimentaire – environ 1,5 % –, ces circuits génèrent autour de 260 emplois. Un score très élevé au regard des 1000 emplois agricoles du territoire (Les circuits courts en Bretagne, Projet Salt, Civam Bretagne, 2008).

## Tous jardiniers

Deuxième tendance saillante de l'agriculture urbaine : l'apparition des jardins appelés, non plus simplement familiaux ou ouvriers mais, au choix, collectifs, communautaires, partagés ou potagers urbains. L'étiquette diffère, mais l'idée fondamentale est la même :



Potager urbain au centre de Caracas, que gère une coopérative de sept membres sans aucune expérience agricole ; des techniciens cubains payés par le Gouvernement vénézuélien les ont formés

construire un projet agricole collectif sur un lopin de terre en ville ou en bordure de ville. Amsterdam, Londres, Stockholm, Berlin en Europe, New York, Philadelphie, Cleveland, Detroit, Chicago, Montréal, Toronto, Vancouver en Amérique du Nord sont quelques-unes des capitales de cette tendance majeure.

A Berlin, 80 000 personnes donneraient vie à cette pratique. New York inclurait 1000 jardins communautaires en terres publiques. A Boston, 150 jardins communautaires regrouperaient plus de 10 000 jardiniers (Eric Duchemin et collègues. Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers, Vertigo (10), n°2, 2010).

Le maire de Londres, Boris Johnson, a lancé un pari : mettre 1200 parcelles à l'intérieur de la ville en culture d'ici la fin 2012. En août 2011, 1200 jardins communautaires accueillent déjà plus de 35 000 jardiniers ([www.capitalgrowth.org](http://www.capitalgrowth.org)).

En France, aucun chiffre officiel sur le nombre de jardins et de jardiniers n'est disponible. L'un des fondateurs du mouvement des jardins partagés et animateur du réseau « Le jardin dans tous ses états » Eric Prédine les estime à des dizaines de milliers. « La dynamique est particulièrement forte dans les zones urbanisées les plus touchées par la crise économique », explique cet ingénieur qui suit ces jardins depuis vingt ans. Il constate les croissances les plus fortes de cette pratique dans le Nord-Pas-de-Calais, en Rhône-Alpes et dans le Finistère.

## Plus de vitamines, moins d'argent

L'autoproduction alimentaire est depuis toujours une stratégie de lutte contre la pauvreté. Les avantages en termes de sécurité alimentaire que procure l'agriculture urbaine se matérialisent surtout par un meilleur accès à de la nourriture et à une alimentation plus nutritive. Les foyers qui s'y adonnent tendent à manger plus, parfois jusqu'à 30 % plus.



Vente de produits maraîchers bio à Cuba

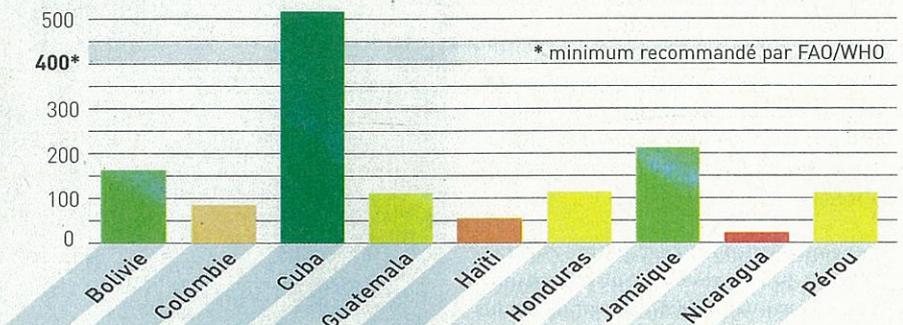
Ces ménages profitent également d'une diète plus diversifiée, ce qu'indique l'accroissement des groupes d'aliments consommés. Une consommation relativement plus importante de légumes, de fruits et de viande se traduit par une prise calorique globale plus élevée. A Cuba, pays leader de l'agriculture urbaine, la consommation de fruits et légumes est bien supérieure à celles de ses voisins (Growing Greener Cities, FAO, 2010).

La crise économique et l'augmentation des prix agricoles et du pétrole affectent les ménages modestes partout dans le monde. Le nombre de personnes qui souffrent de la faim a fait un bon de 100 millions de 2008 à 2009 pour dépasser le milliard. Fait inédit, la plupart des nouvelles victimes de la faim habitent en ville alors que les victimes de la faim ont toujours été très majoritairement des paysans ou des ruraux pauvres.

A la faveur de la légère embellie économique en 2010, le nombre de personnes qui souffrent de la faim est retombé à 925 millions, mais la flambée récente des prix des aliments pourrait inverser à nouveau la tendance. En décembre 2010, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires a dépassé son pic de 2008. Sucre, huiles et matières grasses affichent la plus forte hausse (Initiative sur la flambée des prix des aliments, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

En France, 12 % des adultes vivent en situation d'insécurité alimentaire : faute d'argent, ils n'ont pas assez à manger ou pas assez à manger de certains aliments. En 2010, trois

### Consommation journalière de fruits et légumes dans quelques pays d'Amérique latine en grammes/personne/jour



Source: Growing Greener Cities, FAO, 2010.

millions de Français ont eu recours à l'aide alimentaire. Les demandeurs sont souvent « fragilisés dans leur budget [et] recourent à l'aide alimentaire pour conserver leur logement ou leur voiture » (L'insécurité alimentaire pour des raisons financières en France, Observatoire nationale de la pauvreté et de l'exclusion sociale, 2010).

Dans ces circonstances, l'autoproduction constitue une option pour beaucoup de familles. Le réseau « Le jardin dans tous ses états » estime qu'un ménage français modeste qui produit ses propres fruits et légumes économise l'équivalent d'un mois de salaire. A Genève, une étude sur les jardins familiaux montre que les jardiniers les plus ambitieux peuvent en retirer jusqu'à l'équivalent de 1200 francs (1100 euros) par an en fruits et légumes (Vincent Gigon. Etude de la productivité des jardins familiaux, Hepia, 2011).

Seuls 12 % des Français mangent en moyenne cinq portions de fruits ou légumes par jour. La moitié de ceux qui ne mangent pas assez de fruits et légumes avancent l'obstacle financier pour expliquer cet état de fait (Baromètre Santé Nutrition, 2008).

### Le terrain, denrée rare

En France, le béton et le goudron engouffrent tous les jours 35 hectares de terres agricoles. En Suisse, 7 hectares succombent chaque jour à cette artificialisation massive et accélérée. L'urbanisation fait reculer la frontière agricole chaque jour un peu plus

alors que les espaces verts urbains régressent eux aussi (Ministère de l'écologie, statistique sur l'occupation des sols, 2010 et Office fédéral de la statistique).

Les prix du foncier en ville et aux alentours favorisent les exploitations les plus grandes et les plus intensives. En Ile-de-France, on compte 187 fermes en arboriculture en 1987, 110 en 2000, moins de 60 en 2007. Quant à la production biologique, elle est chroniquement déficitaire au regard de la demande.

Les écarts entre les salaires agricoles et les salaires en ville détournent du travail de la terre. Un salarié d'une exploitation de maraîchage ne gagne pas de quoi se loger en Ile-de-France « sauf lorsque l'agriculture ou la commune mettent en œuvre des politiques actives d'aide au logement », précise Christine Aubry, spécialiste de l'agriculture urbaine à l'Inra.

Signe de ces difficultés, la moitié des adhérents des Amaps franciliennes en sont réduits à trouver « leur » fermier au-delà des frontières de la région. Beaucoup d'entre eux le déplorent, car les kilomètres que parcourt leur alimentation sont anti-écologiques par excellence. Mais du coup, ils font pression sur le Conseil régional et les agriculteurs de la région pour encourager les conversions au bio (Christine Aubry et collègues, Short Supply Chains in Periurban Zones : a Way to Maintain Rurality near the City? Some Examples Taken from the Ile-de-France Region, Conférence Ruralité near the City, 2008). ■

# Réinstaller la campagne en ville

Washington DC, Maison-Blanche, mars 2009. Le printemps prodigue ses premiers rayons bienfaiteurs sur les rues, les bâtiments et les places publiques. La vie reprend dans les parcs et les jardins. Fièremment équipée d'une pelle, entourée d'écoliers attentifs et sans doute très honorés d'être là, Michelle Obama s'emploie à bêcher le gazon du jardin de l'illustre propriété qu'elle occupera au moins jusque fin 2012, afin d'y semer un potager bio.

C'est le premier potager qui sort de terre en cette auguste résidence depuis celui qu'Eleanor Roosevelt et sa fille y cultivèrent pendant la Seconde Guerre mondiale, à l'époque des « Jardins de la victoire » : au Royaume-Uni et en Amérique du Nord, les canaux habituels d'approvisionnement alimentaire étant disloqués, jardins privés et publics devaient nourrir en partie les populations.

Mais le potager d'Eleanor Roosevelt était lilliputien, son rôle purement symbolique. Celui de Michelle Obama est d'une tout autre dimension : elle veut vraiment en voir les fruits quotidiens servis à la table de sa famille. Pour en trouver un de taille équivalente en ce lieu, il faut remonter au XIX<sup>e</sup> siècle.

Plus de soixante ans après la Seconde Guerre mondiale, la fonction nourricière anticrise des potagers urbains et, plus largement, de l'agriculture urbaine revient en force dans les pays « riches » aux fondements matériels et à la cohésion sociale ébranlés. Longtemps réservée aux pays du Sud et d'Europe de l'Est, l'agriculture de survie se répand dans les quartiers populaires des villes du premier monde.

Et il faut insister : l'agriculture urbaine – intra-urbaine et périurbaine – n'est pas condamnée à jouer un rôle symbolique ou purement d'appoint : elle a une vraie fonction nourricière à remplir. Le potentiel vivrier des agglomérations, par exemple à Rennes Métropole où il a été calculé, est très substantiel.

De plus, Michelle Obama le souligne fort justement, cette agriculture doit aider à – se – nourrir *sainement*. Par son action, la first Lady invite et incite un maximum de familles à préparer et à partager des produits frais et pleins de vitamines. En plus de souhaiter voir les gens manger à leur faim, elle aimerait changer la culture culinaire des Etats-Unis.

Cette aspiration à retrouver le plaisir de produits sains et goûteux partagés en famille tra-

verse les pays riches. La première motivation des consommateurs des circuits courts et biologiques en Occident est de manger des aliments qui ont du goût. Il serait toutefois réducteur de limiter l'agriculture urbaine à cette « seule » fonction nourricière, quantitative et qualitative, même en y ajoutant la dimension qualité de vie.

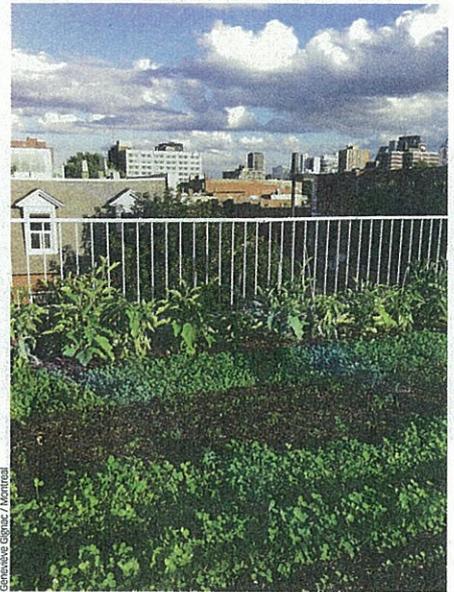
## Résilience

Plus profondément encore, l'agriculture urbaine est vectrice de résilience territoriale : ses vertus écologiques et sociales en font un atout décisif pour aider villes et territoires à inverser la tendance à la dégradation des écosystèmes, à s'adapter au pic pétrolier et au changement climatique, et à contenir la menace permanente de déstabilisation économique et de désagrégation sociale.

Ce dossier explore les modalités par lesquelles l'agriculture urbaine obtient tant de résultats positifs. D'abord en examinant la place des villes dans l'organisation générale de la production et de la consommation agricoles. Ensuite en évoquant plusieurs moyens pratiques de concrétiser cette organisation. Et finalement, en phase avec l'action de Michelle Obama, en décrivant et en décryptant le rôle humain pivot des potagers et des petits élevages urbains.

Un territoire résilient produit assez dans la durée pour répondre aux besoins de ses habitants et, en même temps, respecte les équilibres écologiques locaux et globaux. Il se fonde sur une sortie progressive des énergies fossiles et fissiles, l'arrêt de l'étalement urbain et de l'imperméabilisation des sols et, sur le plan plus strictement alimentaire, la relocalisation des sources d'approvisionnement, le renforcement des circuits courts et des filières locales, le rééquilibrage de la production (céréales, produits animaux, fruits et légumes), l'adoption de l'agriculture biologique (pour la production) et d'une diète quotidienne à plus faible teneur en produits animaux (pour la consommation).

En accord avec toutes ces options, l'urbanisme doit mêler intelligemment ville et campagne, milieu urbain et production alimentaire. A cet égard, Tokyo offre un modèle très intéressant. Et des ébauches d'agroécoquartiers apparaissent ici et là. En outre, en entretenant un paysage varié, une riche biodiversité et des espaces de loisirs et de délasserment, les corridors agroenvironnementaux en périphérie des agglomérations sont essentiels au bien-être des citoyens.



La présence de la ville près des champs permet aussi de profiter des flux de chaleur qu'elle génère pour chauffer des serres. Ce qui fait définitivement pencher la balance du bilan énergétique des tomates, par exemple, en faveur de la production locale sur les importations du Sud de l'Europe ou de plus loin encore.

Troisième grand volet de ce dossier : l'explosion des jardins potagers et, à un moindre égard, des petits élevages en ville. Dans ce registre, en mutualisant les compétences, en reliant fortement les uns aux autres, en tirant les pratiques communes vers l'écologie, les jardins communautaires relancent complètement la pratique du jardinage en ville. Partis d'Amérique du Nord, ces jardins ont pris racine à Montréal, d'où ils ont gagné la France en prenant le nom de jardins partagés qui, à leur tour, inspirent les potagers urbains romands.

D'une manière générale, l'agriculture urbaine est un terrain de créativité et de recherche permanente. Il s'y tisse des liens très importants entre producteurs et consommateurs, entre jardiniers amateurs qui échangent conseils et outils, et dans la convivialité qui règne sur les marchés.

Pourvoyeuse d'emplois, vectrice d'insertion, d'intégration, d'apprentissage du vivre ensemble, éducative, l'agriculture urbaine est une école de civisme, de construction collective de sens et d'un idéal, une préparation technique, humaine et sociale à relever les défis à venir. ■

Nelly Niwa\*

# Tokyo, mégalo-pole agricole

**20** Tokyo a beau être une des plus denses mégalo-poles au monde, elle abrite un fort taux d'activités agricoles dans son périmètre : 2 % de sa surface sont utilisés à cette fin. Issue de traditions millénaires, l'agriculture dans la capitale nipponne prodigue de multiples avantages aux Tokyoïtes : outre de l'alimentation, elle fournit du bien-être, du lien social, de la fraîcheur l'été et une protection inestimable à l'égard de diverses catastrophes dont ce pays est coutumier.

La présence de l'agriculture en plein cœur de Tokyo, ville où l'occupation de l'espace est l'une des plus intenses au monde, et dont l'agglomération atteint le chiffre record de 35 millions de personnes, a de quoi surprendre. Aujourd'hui, les 23 préfectures de Tokyo comptent 671 hectares en surfaces agricoles, soit environ 2 % de la surface totale de la ville (TMG, 2005).

Les 1916 exploitations de Tokyo forment une véritable mosaïque agro-urbaine. Moins nombreuses dans l'hypercentre, elles y élaborent des stratégies très innovantes pour se maintenir. En périphérie, elles sont de type plus traditionnel.

## L'héritage d'Edo

Du temps où Tokyo s'appelle encore Edo, c'est-à-dire jusqu'en 1868, l'agriculture perdure sur 40 % du territoire de la ville. Ses principaux occupants sont les samouraïs (ils occupent 77 % de la superficie de la ville en 1644). Originaires des autres provinces du Japon, ils soutiennent l'agriculture urbaine afin de perpétuer les cultures de leur région. Plus généralement, les habitants d'Edo plébiscitent cette activité pour assurer leur approvisionnement alimentaire et pour leurs déchets urbains.

Sur cet arrière-fond traditionnel, Tokyo présente depuis lors un dispositif de croissance original, qui insère et intègre l'agricul-

ture au tissu urbain : la ville se développe à partir d'une trame agricole qui persiste dans le temps.

Ce développement urbain contraste avec celui qui a lieu en Occident où, le plus souvent, la croissance des villes avance depuis un point central vers la périphérie. La ville urbanise peu à peu la campagne en rayonnant autour de son centre. Si des poches agricoles subsistent parfois, elles finissent, à terme, par être construites. Longtemps, la limite ville-campagne a même été si stricte qu'elle se matérialisait par un mur : le rempart.

Au contraire, ni bâtiments ni murs n'ont jamais marqué la frontière de la ville japonaise. A Tokyo, la limite entre l'urbain et le rural s'étire de manière tellement graduelle sur une si grande distance qu'elle n'est jamais claire. Pour s'en convaincre, il suffit de s'approcher d'une agglomération européenne, celle de Lausanne par exemple, et de comparer sa limite tranchée avec les bords très diffus de Tokyo.

Au Japon, la ville mange la campagne comme un ver à soie mange une feuille de

mûrier. De petites zones urbanisées prennent place sur une trame que forment des parcelles agricoles. La rizière (culture majoritaire) est la trame de base sur laquelle des opérations immobilières prennent place aléatoirement. A Tokyo, 90 % des exploitations font moins de 1 hectare ; 35 % des exploitations moins de 0,3 hectare.

Cependant, les mécanismes de développement et de planification de la ville n'expliquent pas à eux seuls la permanence de l'agriculture à Tokyo. D'autres facteurs s'y ajoutent pour rendre compte de ce phénomène.

## Pilier culturel

Du temps d'Edo, l'agriculture près des villes nourrit les citadins et traite une partie de leurs déchets organiques. Cette pratique a aussi cours dans les villes européennes, par exemple à Paris (Barles, 2007a ; 2007b). A Tokyo, divers types de contrats relient les fournisseurs (la population urbaine) aux consommateurs (les agriculteurs).

Cette synergie ville-agriculture est très efficace, et c'est sans doute cette efficacité qui retarde la mise en place de réseaux d'égouts à Tokyo. La récolte des déchets urbains s'y prolonge jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle dans sa partie centrale ; jusqu'aux années 1960 à sa périphérie.

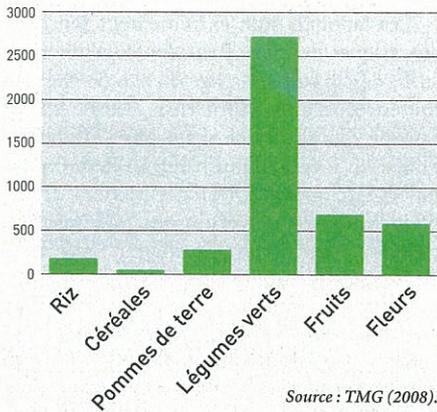
Au XIX<sup>e</sup> siècle et pendant une partie du XX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture urbaine a donc besoin de la ville pour fertiliser ses sols et la ville dépend de l'agriculture urbaine pour se nourrir et pour gérer ses déchets. Aujourd'hui, la situation a changé : Tokyo importe la majori-



A gauche, frontière champs-ville nette à Lausanne ; à droite, mélange agriculture-ville à Tokyo

\* Nelly Niwa prépare une thèse sur l'agriculture intra-urbaine à l'Institut de politiques territoriales et d'environnement urbain (Ipteh), à l'Université de Lausanne, en Suisse.

### Principales productions en ha à Tokyo



Arrondissement de Nerima, Tokyo

té de sa nourriture et les centrales d'épuration traitent les eaux des égouts.

Cependant, la nourriture reste un des grands piliers sur lesquels la société japonaise repose. C'est une chose précieuse qu'on offre aux divinités dans les temples, à ses collègues quand on rentre de voyage, à sa famille lors des fêtes de fin d'année. Dans la cuisine japonaise, fruits et légumes tiennent le haut du pavé. Leur qualité gustative, esthétique et sanitaire doit dès lors être irréprochable. A tous ces égards, par sa proximité, l'agriculture intra-urbaine occupe une position avantageuse.

La cuisine japonaise a pour particularité de très peu transformer les produits de base qui composent le plat. Comme le constate Roland Barthes (1970), les aliments arrivent naturels sur la table. Pour seule véritable transformation, ils ont été découpés. Souvent très peu cuits, ils sont peu assaisonnés. Sushis et sashimis sont des exemples très connus de plats sans cuisson et sans assaisonnement.

Cette presque crudité des aliments implique qu'ils soient de grande qualité gustatives et qu'ils aient une belle apparence. La fraîcheur des produits est fondamentale et l'agriculture en ville tire avantage de cette culture culinaire. L'agriculture tokyoïte produit surtout des légumes verts (2696 hectares), des fruits (699 ha) et des fleurs (648 ha) (TMG, 2008).

### Industrie et santé

Autre avantage de l'agriculture urbaine : la qualité sanitaire des produits. Les Japonais sont très sensibles à leur santé. Le Japon est

le pays où l'on vit le plus longtemps dans le monde, ce qui ne relève nullement du hasard.

Cette préoccupation se retrouve dans le rapport à la nourriture. Des accidents sanitaires majeurs, comme la contamination au mercure dans la baie de Minamata, ont conduit les Japonais à prendre conscience de leur vulnérabilité face aux grandes pollutions industrielles et à la nécessité de s'en prémunir.

Cette prise de conscience a trois conséquences principales : la naissance et l'essor de l'agriculture biologique ; la volonté étatique d'augmenter l'autosuffisance du pays ; la mise en place de systèmes de coopération entre urbains et agriculteurs.

Les « tekkei », qui établissent un contrat qui engage l'agriculteur et les consommateurs (Amemiya, 2007), sont les ancêtres de l'agriculture contractuelle de proximité en Suisse ou de l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) en France

### De bons rapports de voisinage

A Tokyo, l'essentiel du travail agricole se fait à la main, ce qui limite les nuisances sonores : la petitesse des parcelles favorise le travail manuel. Pour les nuisances olfactives, une ferme de vaches laitières située en plein Tokyo a trouvé une solution originale pour les atténuer en répandant autour de la ferme des tonnes de marc de café qui absorbent les mauvaises odeurs.

De même, les agriculteurs cherchent à instaurer des liens privilégiés avec les urbains et à

faire de leurs exploitations des centres sociaux de quartier. La pratique de réserver certains espaces sur l'exploitation à des fins d'agriculture de loisir pour citadins (taiken noen) se généralise de plus en plus. L'agriculteur accompagne les urbains tout au long de la production, leur donne consignes et conseils tout en gardant le contrôle de l'exploitation.

En échange, les utilisateurs apportent une petite contribution financière et les agriculteurs touchent des subsides de

l'arrondissement. Souvent, de petits espaces collectifs sont mis en place dans les exploitations et agriculteurs, professionnels et amateurs se retrouvent autour d'une table pour déguster leur production.

Les avantages de ces initiatives sont multiples : elles maintiennent de bons rapports entre agriculteurs et urbains, permettent aux premiers de toucher un petit revenu, et aux seconds d'expérimenter l'agriculture et de s'approprier ces espaces. Elles

sont aussi un bon apprentissage pour les agriculteurs amateurs qui ont tendance à trop utiliser de produits phytosanitaires. Des études montrent en effet que les jardins communautaires font partie des gros pollueurs de l'eau en ville.

En outre, elles augmentent les liens sociaux entre habitants, ce qui favorise l'entraide en cas de catastrophe.

NN



### Vente directe

Les agriculteurs tokyoïtes innovent beaucoup sur le plan commercial. La vente à la ferme, en particulier, est très bien organisée : l'union des coopératives agricoles édite une carte qui situe géographiquement les exploitations qui vendent leur production sur place. Les noms des agriculteurs et les différents produits qu'ils vendent sont répertoriés sur

un tableau qui accompagne la carte. Sur place, un drapeau vert signale les lieux de vente.

Les dispositifs de vente sur les exploitations sont très simples (une étagère avec une tirelire) ou plus complexes (des consignes automatiques de gare recyclées comme distributeurs de légumes) et mobiles (des chariots ambulants). Dans les arrondisse-

ments, on trouve aussi des magasins liés à la coopérative qui vendent les productions environnantes, dans lesquels un agriculteur renseigne sur les produits. Un panneau montre les photos de tous les agriculteurs qui approvisionnent le magasin et une étiquette sur chaque produit identifie l'exploitation dont il provient.

NN

(LaRevueDurable, 2003). En outre, comme à l'époque d'Edo, les citadins japonais expriment une claire volonté de soutenir l'agriculture urbaine.

La croyance que ce qu'« on voit est plus sûr que ce qui est caché » est ancrée dans la culture japonaise. Lorsque le cuisinier travaille sous les yeux des convives d'un restaurant luxueux ou populaire, l'idée n'est pas tant de donner en spectacle la préparation d'un plat que de permettre aux clients d'observer les ingrédients et la manière dont ils sont préparés. Si l'on peut voir les cuisines, le

cuisinier ne peut pas tricher sur la qualité de ses produits ni sur la propreté de ses locaux et équipements.

L'agriculture en ville présente le même avantage : produite sous les yeux – et donc sous le contrôle – des urbains, elle serait plus sûre pour la santé. C'est en tout cas ce que révèlent les entretiens menés sur place avec des Tokyoïtes. Néanmoins, la question de la pollution par la ville sur les productions agricoles se pose. Mais à Tokyo, agriculteurs et autorités sont très discrets à son sujet. Elle reste donc entièrement ouverte.

### Cyclones, tsunamis, canicules

Les Japonais sont extrêmement sensibles aux risques naturels. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter la page du site de l'agence météorologique japonaise. Alors qu'en Europe, l'essentiel de cette page énonce le temps qu'il fera aujourd'hui et demain, au Japon, cyclones tropicaux, tsunamis, tremblements de terre, éruptions volcaniques, typhons, événements de chaleur extrêmes, etc. occupent l'essentiel des titres.

Cette omniprésence quotidienne des risques naturels conduit à concevoir la ville autour de la protection de ses habitants. C'est notamment pourquoi des normes sismiques strictes régissent les constructions. Et qu'il est nécessaire de laisser un espace d'un mètre environ entre chaque bâtiment.

Lors du séisme du Kanto, en 1923, 150 000 personnes ont perdu la vie ou ont été portées disparues, notamment suite à l'incendie qui a ravagé Tokyo. Depuis, la volonté de construire des villes résistantes au feu a conduit à séparer les zones urbaines denses les unes des autres grâce à des espaces ouverts végétalisés, qui servent aussi de zones de refuge en cas de catastrophe.

Leurs sols non imperméabilisés sont précieux pour absorber les trombes d'eau qui se déversent sur les villes japonaises à la saison des pluies et en cas de typhon. Les surfaces végétalisées aident aussi à lutter contre les îlots de chaleur urbains qui frappent très fortement la capitale nipponne (Dhakal, 2005).

Pour tenter de limiter ce phénomène, la municipalité prend diverses mesures, dont l'essor des surfaces vertes en ville. Son plan préconise, entre autres actions, de végétaliser les toitures. Depuis 2000, une réglementation stipule que les bâtiments ayant une toiture de plus de 1000 m<sup>2</sup> doivent être végétalisés sur au moins un quart de leur surface. Si le bâtiment est public, la règle s'applique aux toitures de plus de 250 m<sup>2</sup>.

Nippon Telegraph and Telephone Corporation, leader du marché des télécommunications au Japon, a ainsi aménagé une culture



hydroponique de patates douces sur la toiture d'un bâtiment situé en plein cœur de Tokyo. D'après ses mesures, ce Sweet Potato Roof fait descendre la température de la toiture de 27°C aux heures les plus chaudes de la journée.

### Contact visuel

A Tokyo, l'agriculture remplit un autre rôle essentiel : fournir des espaces verts. Avec seulement 5 % de sa surface consacrée aux parcs, c'est une ville très minérale. Par contraste, les parcs couvrent plus d'un quart de la surface à New York. Les 2,9 m<sup>2</sup> de parcs que Tokyo propose par personne sont à comparer aux 27m<sup>2</sup> de Berlin et aux 35 m<sup>2</sup> d'Amsterdam.

L'agriculture constitue 10 % des espaces verts de Tokyo. La préserver, c'est garder une meilleure qualité de vie en ville dans un contexte de pression urbaine et de maîtrise foncière en majorité privée, qui rend difficile la possibilité d'utiliser des surfaces pour y accueillir des parcs.

Dans les cultures japonaise et occidentale, le rapport à la nature est très différent, a

fortiori l'usage des espaces naturels en ville. Le contact avec la nature dans un jardin japonais est essentiellement visuel. Il se fait depuis un cheminement que des gravillons ou des pierres délimitent et au travers de points de vue fixés comme des cadrages. La relation à la nature est avant tout contemplative, l'appropriation des espaces verts se fait par le regard.

En Europe, l'appropriation de ces espaces est physique. Ce qui engendre leur détérioration incompatible avec l'activité agricole. Dans la pratique des Japonais de l'espace naturel, la contemplation est permise sur des cheminements autour des exploitations agricoles. Les Japonais étant très disciplinés, le voisinage urbain, même proche, n'est pas vecteur de nuisances pour l'exploitation agricole.

Tokyo démontre que l'agriculture en ville n'est pas une aberration et répond à un besoin réel. L'agriculture en ville est ainsi possible et viable même dans une mégapole de pays développé où la pression urbaine est intense. L'exemple tokyoite révèle aussi qu'un tissu urbain mixte, où l'agriculture prend place, rend les villes plus durables. ■

### BIBLIOGRAPHIE

AMEMIYA H. *Le Tekkei: la référence japonaise de la vente directe de produits fermiers locaux*. Dans: *L'agriculture participative. Dynamiques bretonnes de la vente directe*, Presse Universitaire de Rennes, pp. 21-48, 2007.

BARLES S. *Le siècle d'or de l'écologie industrielle dans les villes françaises : 1790-1880*, *La Revue Durable* n°25, juin-juillet 2007a, pp. 21-24.

BARLES S. *L'invention des déchets urbains dans les villes françaises : 1790-1880*, *La Revue Durable* n°25, juin-juillet 2007b, pp. 25-28.

BARTHES R. *L'empire des signes*, Éditions du Seuil, Paris, 1970.

DHAKAL S. *Ça chauffe à Tokyo*, *La Revue Durable* n°14, février-mars 2005, p. 19.

LA REVUE DURABLE. *Des initiatives tentent de rapprocher paysans et consommateurs*, *La Revue Durable* n°6, juillet-août-septembre 2003, pp. 54-59.

TOKYO METROPOLITAN GOVERNMENT (TMG). *Bureau of General Affairs, Statistic Division Management and Coordination Section*, Tokyo statistical yearbook, 2005.

### POUR ALLER PLUS LOIN

ASHIHARA Y. *The Hidden Order: Tokyo through the Twentieth Century, translated and adapted by Lynne E. Riggs*, Tokyo, New York: Kodansha International, 1989.

DIMOUDI A, NIKOLOPOULOU M. *Vegetation in the Urban Environment: Microclimatic Analysis and Benefits*. *Energy and Buildings* n°35, pp. 69-76, 2003.

NIWA N. *La nature en ville peut-elle être agricole? De la Suisse au Japon*, *Urbanisme* n°8. Urbanisme végétal et agriurbanisme, 2009.

[www.unil.ch/ouvdd/page74948.html](http://www.unil.ch/ouvdd/page74948.html)

SHELTON B. *Learning from the Japanese City: West Meets East in Urban Design*. Routledge, New York, 1999.

# Pour s'alimenter, Paris a le choix entre se tourner vers ses terres ou vers la mer

**24** Les Parisiens dépendent de territoires ruraux pour s'alimenter. Deux options majeures se présentent à eux pour poursuivre leur approvisionnement alimentaire : privilégier leur hinterland, c'est-à-dire leur arrière-pays nourricier, ou préférer des terres lointaines, aux produits accessibles par voie maritime. La première solution, qui prolonge une longue tradition, a l'immense mérite de protéger les sources d'eau des Parisiens, de même que le climat global. Elle répond également à une aspiration locale de plus en plus populaire.

François Ascher (2001) définit une ville comme « un regroupement de populations qui ne produisent pas elles-mêmes leurs moyens de subsistance alimentaire ». Selon cette définition, le développement des villes est donc lié à la capacité d'un territoire rural extérieur, proche ou lointain, à produire un surplus alimentaire, et des moyens des villes à mobiliser et à acheminer ce surplus.

La croissance de la Rome impériale, forte de près d'un million d'habitants à son apogée (Morley, 1996), s'est faite en exploitant les ressources céréalières de tout l'empire, de l'Égypte en particulier. Londres, métropole industrielle, a accompagné son essor démographique d'un élargissement considérable de son aire d'approvisionnement en nourriture, dans une très large mesure via l'importation maritime de céréales issues d'Europe orientale et du Nouveau Monde.

Toute autre est la situation de Paris, qui s'est toujours nourri des terres qui l'entourent. Or, l'agglomération parisienne est passée d'environ 600 000 habitants à la veille de la Révolution française à plus de 10 millions aujourd'hui, soit une multiplication par presque vingt de sa population.

En outre, la ration alimentaire par habitant a augmenté de 80 % depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et la part des produits animaux et, dans une moindre mesure, celle des fruits et légumes se sont accrues au détriment des produits céréaliers. La consommation de protéines (ce qui compte vraiment dans l'alimentation avec le contenu calorique, et s'exprime en kg d'azote (N) par habitant et par an) a presque doublé depuis deux siècles.

## Deux siècles de transformations

Malgré ces changements majeurs de la demande des Parisiens, la zone d'approvisionnement de la capitale française est restée locale. A la veille de la Révolution, ses habitants tirent leur alimentation des fermes situées dans un rayon moyen de 150 km. L'Île-de-France, la Champagne et la Brie sont les greniers des Parisiens. Aujourd'hui encore, la distance moyenne d'origine des céréales reste inférieure à 500 km.

### Evolution de la population de l'agglomération parisienne et de son régime alimentaire de 1786 à 2006

	Population (nb d'habitants)	Consommation de protéines (kgN/hab/an)
1786	Environ 600 000	4,6
1896	3 300 000	6,5
2006	10 200 000	8,2

\* Gilles Billen et Josette Garnier sont chercheurs à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI) ; Sabine Barles et Petros Chatzimpiros sont chercheurs au Laboratoire techniques, territoires et sociétés (Latts), à l'Université de Marne-la-Vallée, à Champs-sur-Marne, en France.

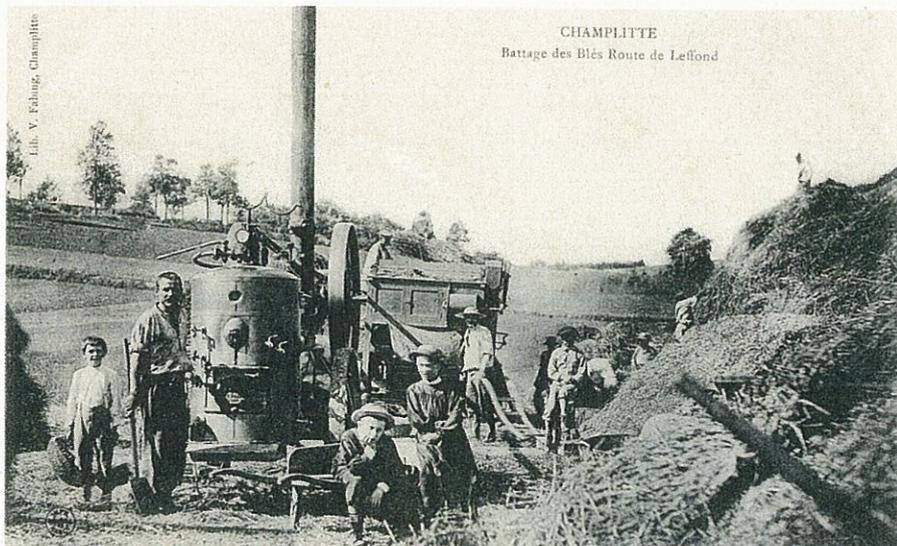
A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les fruits et légumes sont issus de régions très proches, distantes en moyenne de 87 km. Aujourd'hui, l'hinterland traditionnel joue toujours un rôle majeur dans la production de fruits et légumes, même si des produits exotiques sont importés d'Italie, d'Espagne et d'Afrique. La distance pondérée d'approvisionnement en fruits et légumes est passée à 790 km.

Il y a deux siècles, la viande et les produits laitiers proviennent de Normandie, des Monts de la Marche et du Limousin, où les animaux sont souvent engraisés avant de rejoindre à pied la capitale : la distance moyenne d'approvisionnement était de quelque 250 km. Désormais, le Grand Ouest et le Nord de la France fournissent majoritairement la capitale en viande et en lait. Et la distance moyenne d'approvisionnement pour ces produits s'étend à 600 km.

En moyenne, l'alimentation de Paris s'est donc éloignée depuis deux siècles, pour les fruits et légumes en particulier. Mais son sort est très loin des « Food-Miles » de plusieurs milliers de kilomètres qui caractérisent l'approvisionnement des villes britanniques (Smith et coll. 2005).

## Les campagnes dans la mondialisation

Cependant, l'alimentation du cheptel dans les deux régions spécialisées en élevage provient pour moitié environ d'aliments importés, dont un peu plus d'un quart de soja brésilien. Ainsi, compte tenu du rendement de conversion en lait des protéines du fourrage,



chaque gramme de protéines consommé à Paris avec le fromage ou le lait a donné lieu à l'importation d'un gramme de protéines de soja brésilien et d'un gramme de tourteaux de soja issus d'autres régions françaises, tandis que la région d'élevage a produit localement deux grammes de protéines végétales sous forme de fourrage (voir Mouchet, 2006 et LaRevueDurable 2010).

Le constat est le même pour l'alimentation des porcs bretons, dont l'engraissement nécessite d'importantes importations de protéines végétales. Prendre en compte ces circuits longs qui caractérisent l'alimentation du bétail augmenterait considérablement les distances d'approvisionnement en produits animaux de la capitale, qui atteindraient alors plusieurs milliers de kilomètres.

Depuis une cinquantaine d'années, le monde rural a totalement modifié son système agricole. Les engrais de synthèse ont remplacé la fertilisation animale, ce qui a conduit

à abandonner la complémentarité millénaire entre agriculture et élevage et ouvert la voie à une spécialisation inédite des territoires vers la céréaliculture ou vers l'élevage.

Le résultat est la multiplication par dix du potentiel d'exportation commerciale des territoires agricoles. Du coup, la production des régions qui forment l'hinterland nourricier traditionnel de Paris dépasse maintenant de beaucoup la demande urbaine locale, qui ne s'est accrue dans le même temps « que » d'un facteur trois.

Ainsi, le paradoxe parisien est celui d'un marché alimentaire direct somme toute assez circonscrit localement, inséré dans un système de production agricole largement ouvert sur le monde et pour lequel Paris ne représente pas un marché privilégié. La ville est largement restée tournée vers sa campagne, mais la campagne s'est détournée de la ville pour s'insérer très largement dans la mondialisation.

## L'eau et le climat

### Le monde en un clic

Pour envisager l'avenir de l'approvisionnement alimentaire de Paris, deux tendances s'opposent. Elles correspondent à deux visions diamétralement différentes du futur de la ville et de l'agriculture. Pour Jacques Attali (2010), « le développement de l'Île-de-France devra être, dès demain, tiré par le commerce maritime ». Et « l'essor de l'e-commerce permettra à chacun de voir livrés à son domicile des produits achetés à l'autre bout du monde en un clic. Quel est l'avenir d'une métropole qui n'est pas connectée aux autres ? »

D'où cette conclusion de Nicolas Sarkozy lors de son discours du Havre, le 16 juillet 2009 : « Nous devons reconstruire une politique et une ambition maritimes pour la France, autour des nouveaux enjeux [...] d'une planète mondialisée qui respire par le commerce international. »

Selon cette vision, Paris doit se développer vers la mer. Ce qui conduit à poursuivre le développement de l'agglomération parisienne vers l'ouest, en aval de la Seine, vers le port du Havre, et à conforter le bassin agricole en amont de la Seine – la Brie, la Beauce, la Champagne – dans son rôle de producteur de céréales pour l'exportation internationale. Le risque est cependant grand d'accroître les tensions, déjà bien réelles, pour approvisionner Paris en eau potable.

Car on oublie souvent que l'eau, au même titre que la nourriture, est produite par un « terroir » : l'eau de pluie n'est potable qu'après s'être chargée en sels minéraux lors de son infiltration dans le sol. Mais l'agriculture est aujourd'hui la cause principale d'altération des ressources en eau souterraines et superficielles. Nitrates et pesticides atteignent dans beaucoup de captages des niveaux supérieurs aux normes de potabilité. La contamination nitrique provient du surplus de fertilisation apportée aux terres arables par rapport au prélèvement effectif exercé par la récolte.

Faute de précision dans les apports d'engrais, ce surplus augmente inévitablement

avec la dose de fertilisant apportée, et l'agriculture conventionnelle, même avec le secours des mesures agro-environnementales classiques (calcul de la fertilisation plus rigoureux, absorption des excédents post-récolte par des intercultures pièges à azote, etc.) peine à produire une eau de teneur inférieure à 100 mgNO<sub>3</sub>/l, alors que la norme de potabilité est de 50 mgNO<sub>3</sub>/l.

#### Moins d'azote, moins de CO<sub>2</sub>

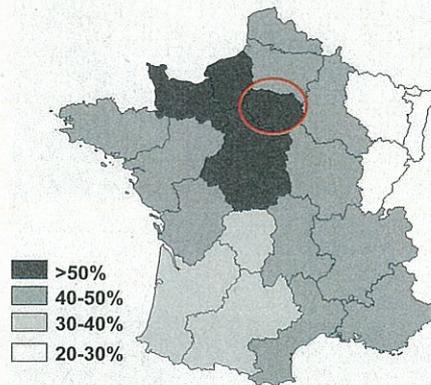
Le Schéma directeur de la région Ile-de-France (Sdrif) a une vision diamétralement opposée des objectifs à atteindre. Ce document d'aménagement du territoire et d'urbanisme définit une vision globale, à vingt-cinq ans, de ses territoires, dans laquelle il estime que « l'Ile-de-France saura conserver son rang de première région agricole française, ce qui lui permettra de conserver sa fonction nourricière sur une majeure partie de son territoire ».

Le Sdrif poursuit (2009) : « Dans les campagnes et aux lisières des villes, une agriculture de proximité se développera et prendra une part croissante dans l'alimentation du marché métropolitain. Les circuits de distribution seront raccourcis, diminuant coûts de transport et de stockage, et émissions de gaz à effet de serre. »

Cette vision d'une agriculture de proximité est la seule compatible avec une agriculture réconciliée avec l'écologie, en particulier grâce à une reconversion massive vers l'agriculture biologique. En s'interdisant tout recours aux engrais azotés de synthèse, cette agriculture immobilise une partie des terres arables pour la fixation symbiotique d'azote atmosphérique. Elle représente donc globalement un système moins productif, mais que caractérise des pertes d'azote nettement plus faibles vers les aquifères et les cours d'eau (généralement inférieures à 25 mgNO<sub>3</sub>/l) que l'agriculture conventionnelle.

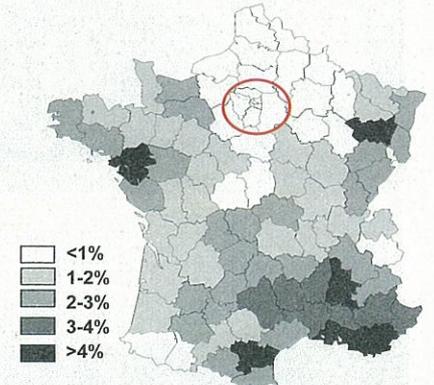
Autres avantages d'une réorientation de l'arrière-pays vers l'approvisionnement local : la lutte contre le changement climatique. La limitation des distances de transport conduit à baisser les émissions de CO<sub>2</sub> ; cet effet est cependant mineur devant les gains en émissions de gaz à effet de serre qui résulteraient

### Décalage entre l'offre et la demande en produits biologiques en France



Pourcentage de la population qui déclare consommer des produits biologiques

Source : Observatoire de l'agriculture biologique, 2005.



Pourcentage de la surface des exploitations biologiques dans la SAU départementale

Source : Agreste, 2005.

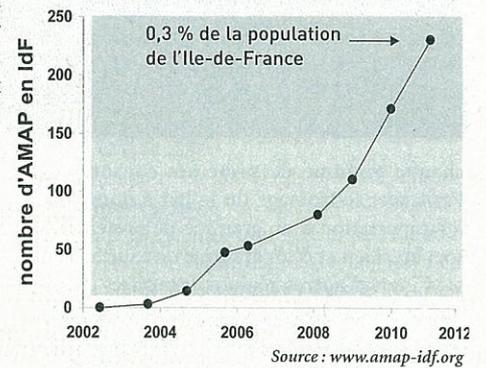
de la conversion à l'agriculture biologique. La synthèse industrielle d'engrais azotés est grosse consommatrice de gaz naturel et leur usage sur les sols agricoles conduit à des émissions plus importantes d'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), puissant gaz à effet de serre.

#### Aspirations croissantes

L'évolution de l'activité agricole que préconise le Sdrif correspond aux aspirations d'une partie significative de la population. C'est en Ile-de-France et dans les régions voisines qu'on trouve le plus de consommateurs de produits de l'agriculture biologique, alors que c'est justement là que cette forme d'agriculture est la moins développée.

Signe de l'aspiration des Parisiens et des banlieusards à une désintensification de la production de nourriture et à une relocalisation conjointe des circuits de distribution alimentaire, les Amaps (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) connaissent une multiplication extrêmement rapide en Ile-de-France. Ce système alternatif de distribution alimentaire délié du marché conventionnel repose sur le contact direct et solidaire entre producteurs et consommateurs (LaRevueDurable, n°40, 2010-2011).

#### Essor des Amaps en Ile-de-France



Source : www.amap-idf.org

Ce type de circuit court ne concerne aujourd'hui que 0,3 % de la population, mais son essor rapide révèle une volonté profonde de maîtriser la vie quotidienne et de recherche de relations économiques nouvelles entre production et consommation.

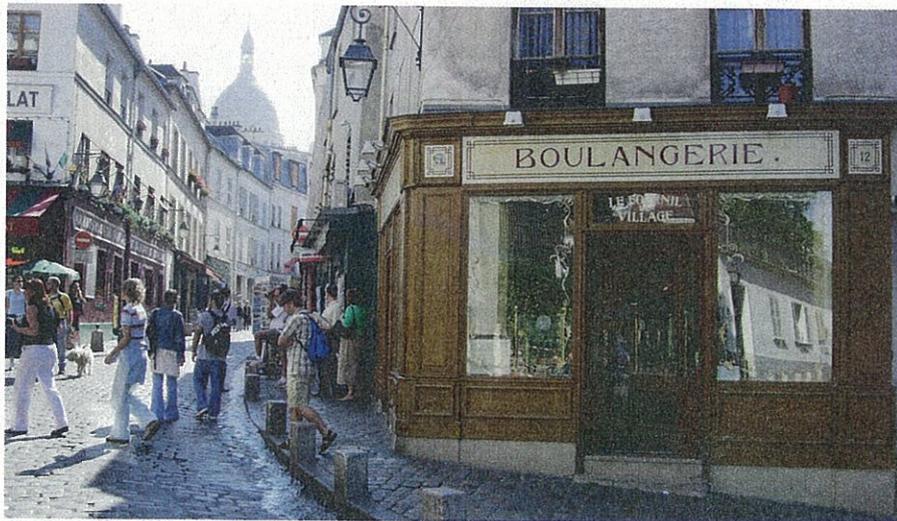
#### Deux scénarii extrêmes

Un scénario de relocalisation de l'agriculture et de la consommation alimentaire dans le bassin parisien est-il viable sur le plan technique : l'agriculture biologique suffirait-elle à nourrir la population ? La réponse peut être abordée à partir de l'examen du cycle actuel de l'azote dans le territoire du bassin de

la Seine considéré comme l'hinterland nourricier traditionnel de Paris.

Actuellement, avec une production agricole que soutient majoritairement l'utilisation d'engrais de synthèse, le bassin exporte 80 % de sa production céréalière, mais il importe les trois quarts des besoins de sa population en produits animaux. Au final, en termes de protéines, ce territoire, dont on entend parfois dire qu'il a vocation à « nourrir le monde », n'exporte qu'un peu plus de 600 kgN/km<sup>2</sup>/an.

Un scénario dans lequel l'agriculture du bassin de la Seine ferait exclusivement appel à une fertilisation endogène fondée sur la culture de légumineuses et l'élevage, mené sans importation de protéagineux extérieurs, et où de surcroît le régime alimentaire des habitants serait « demitarien » (Nine, en ligne), c'est-à-dire comporterait la moitié de la proportion de produits animaux actuels, couvrirait entièrement les besoins de la population de l'Île-de-France et permettrait d'exporter 40 % de la production céréalière, soit 2000



kgN/km<sup>2</sup>/an, plus de trois fois les exportations nettes actuelles (Thieu et coll., 2011), tout en produisant une eau de qualité.

Un tel scénario est sans doute extrême et utopique. Tout comme l'est celui d'une région parisienne oubliant les profondes ra-

cines qui la relient depuis des siècles à son hinterland traditionnel pour se tourner vers une consommation entièrement mondialisée. Le mérite de ces deux images opposées est de donner une idée de l'ampleur du champ des (techniquement) possibles et de montrer quels arbitrages entre deux tendances opposées décideront finalement de ce que deviendra le plus emblématique du fonctionnement d'une ville : son mode d'approvisionnement alimentaire. ■

## BIBLIOGRAPHIE

ASHER F. *Les nouveaux principes de l'urbanisme. La fin des villes n'est pas à l'ordre du jour*. Editions de l'Aube, 2001.

ATTALI J. *Paris et la Mer : 50 propositions pour réussir le Grand Paris par son ouverture jusqu'à la mer*, Fayard, 2010.

LA REVUE DURABLE. *Le Limousin rend ses élevages moins nocifs pour le climat*, La Revue Durable n°37, mars-avril-mai 2010, pp. 39-41.

LA REVUE DURABLE. *Heureux épargnants engagés*, La Revue Durable n°40, décembre 2010-janvier 2011, pp. 44-47.

MORLEY NDG. *Metropolis and Hinterland. The City of Rome and the Italian Economy, 200 B.C.-A.D. 200*. Cambridge University Press, Cambridge, UK, 1996.

MOUCHET C. *Dans l'Ouest français, le Réseau Agriculture durable apporte des solutions*,

La Revue Durable n°20, avril-mai-juin 2006, pp. 48-51.

Nitrogen in Europe (Nine), *Current Problems and Future Solutions*. [www.nine-esf.org/Barsac-text](http://www.nine-esf.org/Barsac-text)

SDRIF. *Schéma directeur de la Région Ile-de-France : Si l'Ile-de-France 2030 m'était contée*, septembre 2009.

SMITH A, WATKISS P, TWEDDLE G, MCKINNON A, BROWNE M, HUNT A, TRELEVEN C, NASH C, CROSS S. *The Validity of Food Miles as an Indicator of Sustainable Development: Final report*. Defra ED50254, 2005.

THIEU V., BILLEN G, GARNIER J, BENOÎT M. (2011). *Nitrogen Cycling in a Hypothetical Scenario of Generalised Organic Agriculture in the Seine, Somme and Scheldt watersheds*. Regional Environmental Changes. 11: 359-370.

## POUR ALLER PLUS LOIN

ABAD R. *Le Grand Marché : l'approvisionnement de Paris sous l'Ancien Régime*, Fayard, Paris, 2002.

BILLEN G. *Une recherche pour comprendre et anticiper l'évolution de la Seine*. La Revue Durable n°7, octobre-novembre 2003, pp. 30-33.

BILLEN G, BARLES S, GARNIER J, ROUILLARD J, BENOÎT P. *The Food-Print of Paris: Long term Reconstruction of the Nitrogen Flows Imported to the City from its Rural Hinterland*. Regional Environmental Change 9: 13-24, 2009.

LA REVUE DURABLE. *Neuf frontières à respecter*, La Revue Durable n°41, mars-avril 2011, pp. 20-21.

PEET JR. *The Spatial Expansion of Commercial Agriculture in the Nineteenth Century: a Von Thunen Interpretation*. Economic Geography 45: 283-301, 1969.

# Le grand potentiel alimentaire de Rennes Métropole

**28** L'agriculture urbaine n'a pas la prétention de nourrir les villes. Toutefois, une récente recherche sur le cas de l'agglomération rennaise décoiffe : les surfaces à l'intérieur du périmètre urbain pourraient, dans un scénario idéal, couvrir la bagatelle de 38 % des besoins alimentaires des Rennais. Il faudrait pour cela sortir d'une production et d'une consommation animales excessives, mettre en culture alimentaire une petite part des parcs, jardins et toits plats, et réorienter l'agriculture locale vers les circuits courts. En prime, l'impact sur le climat et les rivières serait majeur, le tout sans perte d'emploi.

« Il ne se passe pas une semaine sans qu'on me demande ces données », se réjouit Catherine Darrot. Cette sociologue-enseignante-chercheuse au Laboratoire de développement rural d'Agrocampus-Ouest, à Rennes, coordonne une recherche sur le potentiel de production alimentaire de Rennes Métropole. Seize candidats au titre d'ingénieur agronome sont les auteurs d'un premier rapport, *Rennes, ville vivrière ?*, paru en janvier 2011.

Ce travail a vocation à faire réfléchir tous les habitants de l'agglomération rennaise sur leur agriculture. Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du territoire de Rennes Métropole (37 communes, 402 000 habitants) suit une logique de « ville archipel », c'est-à-dire d'une ville centre, Rennes même, 207 000 habitants, avec des centres-bourgs denses entourés d'espaces agricoles. Conséquence : l'agglomération dispose de surfaces agricoles importantes et s'interroge sur leur devenir.

## Scénario vertueux

Premier constat : le déséquilibre est flagrant entre la production du territoire et la demande de ses habitants. La production végétale est déficitaire pour toutes les grandes catégories d'aliments : elle ne couvre que 70 % des légumes, 51 % des céréales et... 3 % des fruits consommés sur place. Par contraste, les productions animales sont fortement excédentaires : le taux de couverture des besoins locaux atteint 146 % pour les viandes, 182 % pour les produits laitiers, 187 % pour les œufs.

Les auteurs ont ensuite calculé que, dans un « scénario utopique », Rennes Métropole pourrait se nourrir entièrement de ses terres, auxquelles il faudrait ajouter une couronne de seulement 6,3 kilomètres de rayon autour de l'agglomération. C'est le deuxième constat fort de cette étude : les surfaces à l'intérieur de Rennes Métropole représentent 38 % des 97 402 hectares nécessaires pour nourrir sa population.

Catherine Darrot juge ce scénario « vertueux » tant les hypothèses de travail lui semblent fondées. Le régime alimentaire serait plus sain avec une légère diminution de la quantité de calories consommées (1900 kcal en moyenne au lieu de 2150 actuellement) et une réduction de la part de protéines. La consommation de viande chuterait de moitié tout en restant dans la norme des recommandations nutritionnelles.

Ce point est essentiel : dans la situation actuelle, il faut 0,35 hectare pour nourrir un habitant de Rennes Métropole. Dans le scénario « vertueux » et son régime moins carné, cette surface tombe à 0,18 hectare, soit pratiquement la moitié. C'est donc pour beaucoup là que se joue l'autonomie alimentaire de l'agglomération rennaise.

Ce n'est pas tout. Les pertes au long de la chaîne alimentaire passeraient de 30 à 20 % grâce à un gaspillage moindre à la faveur

d'une évolution positive des mentalités, l'exploitation suivrait les pratiques de l'agriculture biologique et l'autoproduction battrait son plein en plus du travail des agriculteurs professionnels qui écouleraient leur production via des circuits courts.

## A tous les coins de rue

Troisième temps fort de cette étude, elle apporte un chiffrage inédit du potentiel des surfaces cultivables au sein de l'agglomération. Les auteurs formulent l'hypothèse que, grâce à des plantations d'arbres fruitiers à coque (châtaigner, noyers...) et à l'agroforesterie, 30 % de ses forêts contribueraient à la production alimentaire.

Ils retiennent la mise en culture de 35 % des surfaces des parcs publics. La moitié des surfaces des jardins de quartiers, plus proches des habitations et donc plus simples à entretenir, seraient aussi mises à contribution. Jardins d'enfants, terrains d'écoles, centres de loisirs et équipements sportifs accueilleraient au moins des arbres fruitiers.

Le bord des routes présente un fort potentiel, en particulier si l'on considère la plantation d'arbres et la valorisation de

l'herbe. Mais les voitures y opposent deux freins à main : la pollution et le danger lors de l'entretien. Les auteurs optent pour un compromis avec 30 % de cette surface dans leur scénario.

Une enquête sociologique conjointe indique la forte adhésion des habitants de Rennes Métropole à l'idée de voir des potagers fleurir tous azimuts : 84 % des personnes interrogées sont favorables aux potagers dans les espaces verts, 57 % se disent intéressées à participer à ces cultures.

De plus, 60 % des toits plats seraient aménageables en jardins d'agrément productifs et/ou avec des serres. Et 40 % de l'espace des jardins privés deviendrait des potagers. Une fois toutes ces surfaces ratissées, il ressort 2368 hectares de nouvelles surfaces productives grappillées sur le béton. De quoi nourrir

Un rapprochement avec le Plan climat



Récolte et calibrage manuels de pommes de terre en Bretagne

1,5 ou 3 % des habitants de l'agglomération, selon leur régime alimentaire.

C'est modeste, mais l'implication des habitants dans la production agricole apparaît essentielle pour réaliser ce scénario « utopique » : un jardinier au fait de la somme de travail derrière les fruits et les légumes de son potager apprécie mieux la valeur des aliments, est plus attentif à ne pas gaspiller la nourriture, plus reconnaissant du travail des agriculteurs et plus conscient de l'importance extrême qu'il y a à préserver les fonctions productives du sol.

### Bon plan

Les élus et les fonctionnaires des services concernés de Rennes Métropole ont réservé un accueil très favorable à ce travail. « La principale remarque porte sur la méthode, jugée très rigoureuse », se félicite Catherine Darrot.

Il faut dire que cette étude arrive en terrain déjà bien labouré. La recherche sur les systèmes alimentaires territorialisés (Salt) a livré peu à peu depuis 2007 des données précieuses sur les circuits courts en Bretagne, plus précisément à Rennes. Leur nombre, leur typo-

logie, les motivations des producteurs et des acheteurs, l'empreinte écologique et énergétique des différents modes de commercialisation, leurs impacts économiques : toutes ces informations devraient servir à mieux coordonner des initiatives locales qui, nées de manière spontanée, gagneraient en efficacité à s'insérer dans une stratégie globale.

*Rennes, ville vivrière ?* apporte une vision et un horizon possibles. Catherine Darrot nourrit l'espoir de voir cette vision se réaliser, du moins en partie, notamment grâce à un rapprochement avec le Plan climat de Rennes Métropole. « Les synergies seraient nombreuses », relève la sociologue.

La première, élémentaire, est que les cultures captent plus de carbone de l'atmosphère que les sols non cultivés. En outre, l'agriculture biologique augmente considérablement le potentiel de stockage de carbone du sol (Niggli, 2010), se passe de gaz naturel pour produire ses engrais et émet moins d'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), puissant gaz à effet de serre (Niggli, 2010 ; Billen et coll., page 24 de ce dossier). Une politique de boisement des espaces verts en ville impliquerait également une très forte capacité supplémentaire à stocker du carbone (voir page 6).

Au passage, l'agriculture biologique présente un autre intérêt extraordinaire : elle contribue directement à purifier l'eau en s'interdisant tout recours aux engrais azotés et aux pesticides (Niggli, 2010 ; Billen et coll., page 24). Autre synergie évidente pour le climat : l'évolution des habitudes alimentaires vers des régimes moins carnés (LaRevueDurable, 2006). Et bien sûr, les circuits courts ont le potentiel de réduire les transports, même s'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'efficacité logistique des petites filières (voir l'encadré avec Christine Aubry, page 31).

Plusieurs responsables du Plan climat de Rennes Métropole, du Programme local de l'agriculture et du service Prospective et développement durable ont assisté à la présentation des résultats en janvier 2011. Ce qui est de bon augure. De plus, les agriculteurs en circuits courts dépendent moins des subventions de Bruxelles. De quoi offrir une vraie marge d'action à l'agglomération pour orienter sa politique agricole. Les signes positifs sont donc nombreux. Mais les rythmes de renversement de perspective sont lents. Catherine Darrot s'attend à en voir les premiers effets d'ici une dizaine d'années. ■

### BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *Il faut manger moins de viande*, LaRevueDurable n° 20, avril-mai-juin 2006, pp. 52-53.

NIGGLI U. *L'agriculture biologique est parée pour affronter le XXI<sup>e</sup> siècle*, LaRevueDurable n° 37, mars-avril-mai 2010, pp. 32-35.

DARROT, C., BOUDES, P. (DIR.), *Rennes Métropole, ville vivrière ?* Agrocampus Ouest, Laboratoire de Développement Rural, 2011.

Le projet Systèmes alimentaires territoriaux (Salt) est une initiative de la Fédération régionale des Civam Bretagne : [www.civam-bretagne.org](http://www.civam-bretagne.org)

### POUR ALLER PLUS LOIN

Pour accéder au rapport : [www.adt-rennes.com](http://www.adt-rennes.com)

# A Genève, la planification énergétique territoriale inclut les serres agricoles

30

Produire des tomates en serres chauffées est très coûteux en énergie. Mais à Genève, le potentiel en économies d'énergie, en énergies renouvelables indigènes et en écologie industrielle identifié sur le territoire est tel que la possibilité de chauffer ces serres de manière optimale et durable ne relève plus de la science-fiction. Les autorités genevoises explorent ainsi toutes les synergies territoriales envisageables pour maintenir, dans la durabilité, cette activité essentielle pour l'emploi, l'économie et la vie locale.

La culture maraîchère est un secteur phare de l'agriculture genevoise. Près de 300 personnes y travaillent. C'est beaucoup pour un canton où ne subsistent que 450 exploitations agricoles. La production maraîchère locale couvre 64 % des besoins genevois. Un exploit. Une tomate sur cinq produite en Suisse est genevoise (Opage, en ligne).

Revers de la médaille, cette production est très gourmande en énergie. Hormis les mois d'été, presque la totalité de la production a

lieu sous serres chauffées. Au point que le chauffage des 46 serres agricoles sur le canton représente près de 2 % de ses besoins totaux en chauffage, près de 5 % si l'on tient compte des projets et développements en cours. Enorme !

## Réfléchir, regarder, analyser

Une solution : ne manger que des produits locaux et de saison. Et donc assumer de se passer des serres chauffées du canton de Genève. Mais cette option radicale est hors-jeu pour les autorités genevoises. Aussi les services de l'agriculture et de l'énergie sont-ils engagés à aider les maraîchers à s'affranchir du fioul et du gaz pour chauffer leurs serres.

« Notre objectif est triple : leur apporter des solutions plus économiques, stabiliser leurs coûts de production pour les aider à planifier sereinement leur activité et réduire leur impact écologique », résume Emmanuel Ansaldi, ingénieur à la Direction générale de l'agriculture.

L'étude du métabolisme agricole de l'agglomération genevoise montre que l'activité maraîchère importe 80 % de l'énergie qu'elle utilise (LaRevueDurable, 2007 ; Canton de Genève, 2010). « Notre but est de relocaliser ces cultures du point de vue de l'énergie, de faire en sorte que l'énergie qu'elles consomment provienne en majorité du territoire », relève Rémy Beck, directeur adjoint du Service cantonal de l'énergie.

Pour des raisons notamment paysagères, le canton de Genève a concentré ces zones de production sous abris en frange de l'agglomération en tant que zones agricoles spéciales

(ZAS). Elles se situent dans les secteurs maraîchers historiques au sud du canton : zones de Veyrier/Troinex, de la Plaine de l'Aire/les Prés de Genève (entre Lancy et Saint-Julien-en-Genève, en France) et de Bardonnex/Planles-Ouates.

Ces sites sont intégrés à la planification énergétique du territoire (LaRevueDurable, 2010). En clair, les services compétents cherchent des solutions optimales de chauffage compte tenu des ressources énergétiques locales et de tous les agents économiques susceptibles d'en avoir besoin.

Sur Veyrier/Troinex, une entreprise doit remplacer sa grande chaudière à bois. Il s'agit de construire un équipement plus puissant, capable d'approvisionner en chaleur les serres de trois exploitations maraîchères et horticoles du secteur et, par cogénération, de fournir en électricité le réseau cantonal. A Bardonnex, la source d'énergie envisagée pour chauffer les serres d'une exploitation maraîchère est la méthanisation.

A la Plaine de l'Aire/les Prés de Genève, une solution en vue est de raccorder les serres de six à sept exploitations maraîchères au réseau de chauffage à distance qui valorise notamment la chaleur que génère l'usine d'incinération. Ce réseau est en passe d'être élargi afin d'y intégrer une centrale à biomasse et de la géothermie profonde (Faessler et Lachal, 2010). Un autre réseau, encore au stade de l'étude, valoriserait entre autres des rejets thermiques de stations d'épuration des eaux usées. C'est une option alternative, à terme, pour brancher les maraîchers concernés.



## Tomate d'ici et d'ailleurs

A Genève, les tomates poussent en pleine terre de juin à septembre. Durant cette saison, la tomate genevoise décline ses concurrentes en matière d'écobilan : son impact écologique est de 100 écopoints, contre 450 pour le même fruit importé du Maroc

et 550 pour la tomate achetée des Pays-Bas (moins il y a de points, mieux cela vaut).

Les serres chauffées allongent dans le temps la production locale qui, dès lors, s'étend d'avril à novembre. Pendant ces quatre mois supplémen-

taires, l'écobilan de la tomate genevoise rejoint celui de la tomate marocaine, à 450 points. Et nul doute que lorsque les énergies renouvelables chaufferont les serres, l'écobilan de la tomate genevoise sera bien meilleur.

LRD

## Synergies habitations-serres

« Il y a une complémentarité intéressante entre les besoins en chauffage des habitations et ceux des serres », relève Emmanuel Ansaldo. Les premiers sont plus élevés le jour, les seconds sont plus importants la nuit. Or, les grosses chaudières à bois ou la géo-

### L'agriculture de proximité, plus écologique par la force des choses

C'est en vivant à Tananarive, à Madagascar, lors d'une mission de trois ans, que Christine Aubry découvre l'agriculture urbaine. Dans cette ville hyperpeuplée, les rizières côtoient routes et zones d'habitation. « L'agriculture urbaine malgache remplit deux missions fondamentales : produire de la nourriture et protéger contre les inondations », témoigne cette agronome française.

Retour sur le site de Paris-Grignon, dans la banlieue ouest, Christine Aubry constitue un groupe de recherche sur l'agriculture de proximité en lien avec l'École supérieure du paysage de Versailles. L'Île-de-France offre à ce groupe un formidable terrain de questionnement : 25 % des exploitations écoulent tout ou partie de leur production via des circuits courts. Un record alors que la moyenne nationale tourne autour de 15 %.

La raison ? « Une tendance à l'œuvre partout en Europe où les consommateurs urbains – ils sont plus de dix millions à Paris et en banlieue – veulent savoir d'où vient ce qu'ils mangent. Et la volonté de la région de préserver une ceinture agricole et de lutter contre l'urbanisation désordonnée », explique la chercheuse.

En regardant de près les procédés agronomiques des maraîchers autour de Paris, elle constate qu'ils se rapprochent des critères biologiques pour des raisons pratiques. Ceux qui vendent des paniers doivent cultiver une très grande diversité de légumes. Conséquence : la très forte rotation des cultures qui en découle les protégerait des attaques des nuisibles, d'où le recours à moins de traitements.

De plus, avec une cinquantaine de cultures différentes présentes à un même moment sur l'exploitation, il relève du casse-tête de gérer des applications de fongicides ou d'insecticides alors que chaque culture a, en théorie, ses propres agresseurs et ses produits spécifiques, doses et moments optimaux d'application. En fait, pour de nombreuses cultures en maraîchage, notamment de variétés anciennes, l'arsenal chimique n'existe tout simplement pas. Du coup, bien que n'étant pas certifiés bio, beaucoup de maraîchers d'Île-de-France déclarent s'en tenir au contrôle manuel des feuilles ou des plantes attaquées (Aubry et coll., 2010).

Et au moins certains d'entre eux comptent sur la « tolérance » des adeptes des circuits courts aux défauts d'aspect de certains fruits et légumes dus aux attaques parasitaires. La fertilisation organique, réalisée une ou deux fois par an sur un à deux groupes de cultures, est conçue en outre comme une alternative partielle ou totale aux

apports d'engrais nécessaires en cours de cycle, moment de forte charge de travail. « Il manque toutefois des études pour confirmer l'effet de ces pratiques », complète Christine Aubry.

### Grande marge d'amélioration

Autre zone d'ombre : le bilan énergétique de l'agriculture de proximité. Plusieurs études récentes tendent à montrer que la proximité n'est pas forcément un atout pour les petites filières locales face à la logistique bien rodée des filières internationales (Schlich, 2010). Les Londoniens, par exemple, auraient, de ce point de vue, intérêt à consommer des tomates espagnoles plutôt que locales (Williamis, 2008).

« Ce que ces études montrent avant tout, pondère Christine Aubry, c'est que l'agriculture de proximité a de grandes marges d'amélioration de son bilan énergétique en organisant mieux sa logistique. »

LRD





thermie profonde fonctionnent en continu. Il pourrait se révéler pratique d'exploiter ces sources de chaleur pour chauffer les uns et les autres de manière différenciée le jour et la nuit.

De plus, les serres ont besoin de hautes températures – de l'eau à 80°C circule dans de gros tuyaux – alors que les logements nécessitent de l'eau à 40°C seulement. Une synergie complémentaire consisterait à réinjecter de l'eau chaude qui sort des serres dans le réseau de chauffage des habitations.

« Nous sommes encore loin d'envisager des manières concrètes d'exploiter ces synergies potentielles, précise Rémy Beck. Ces constats sont toutefois très importants pour planifier nos infrastructures à mettre en chantier dans une région qui prévoit d'accueillir 200 000 nouveaux habitants d'ici 2035 », poursuit l'expert.

En collaboration avec les Directions de l'aménagement du territoire et de l'eau, la Direction de l'agriculture planche aussi sur des synergies possibles dans la gestion de l'eau. Les zones agricoles spéciales font l'objet d'une planification territoriale qui intègre le potentiel de constructions de serres en lien avec des trames vertes (réseaux de continuum biologique et intégration paysagère) et bleues (réseau de gestion des eaux pluviales à ciel ouvert).

Ces secteurs maraîchers pourraient notamment, dans la continuité du tissu urbain, être

un bon exutoire à l'eau de pluie récupérée depuis les toitures des logements. Ils contribueraient ainsi à une gestion globale des eaux à ciel ouvert : passage par les trames vertes et bleues et rétention des eaux pluviales par les zones maraîchères. Toutes ces démarches visent à minimiser l'impact écologique d'une agriculture diversifiée destinée à satisfaire le plus possible les estomacs locaux.

## S'affranchir du fioul et du gaz

« Car tous ces efforts pour améliorer l'impact écologique des serres n'ont de sens que si la production est consommée localement », souligne Emmanuel Ansaldi. C'est pourquoi la Direction générale de l'agriculture soutient en même temps la profession sur un projet de plate-forme d'approvisionnement local d'une multitude de produits pour la restauration collective. « Nous recevons toujours plus de demandes de communes, de l'université, de l'hôpital pour manger genevois », indique le fonctionnaire.

Aujourd'hui, la demande de la restauration collective est telle qu'elle dépasse l'offre en produits locaux. Ce qui pousse la profession à travailler sur une organisation capable d'approvisionner Genève en produits genevois, y compris la restauration collective, en quantité et en diversité suffisantes. Il est prévu de rendre active une configuration pilote de cette plate-forme dans le courant 2012.

En parallèle, la gamme Genève Région-Terre Avenir s'élargit sans cesse. Ce label

distingue les produits du terroir genevois qui satisfont à des critères de prestations écologiques (notamment pas d'organismes génétiquement modifiés), de traçabilité et de conditions de travail équitables. Même du lait, et bientôt de la farine bio arborent ce label. Ce qui réjouit la population : un récent sondage révèle que 78 % des Genevois interrogés déclarent vouloir manger davantage de produits genevois. ■

## BIBLIOGRAPHIE

AUBRY C, BRESSOUD F, PETIT C. *Les circuits courts et le fonctionnement technique des exploitations agricoles : quels acquis et quelles recherches en cours*, Séminaire Etat des lieux des recherches sur les circuits courts, RRF, Paris, AgroParisTech, 2010.

ETAT DE GENÈVE. *Le métabolisme agricole de la région franco-valdo-genevoise*, Genève, 2010.

ETAT DE GENÈVE. *Ecobilans de la tomate et du vin rouge*, Genève, 2010.

FAESSLER J, LACHAL B. *Pistes pour valoriser de façon intensive les énergies renouvelables sur un territoire*, LaRevueDurable n°38, juin-juillet-août 2010, pp. 43-45.

LA REVUE DURABLE. *Connaissant leur métabolisme territorial, Lille et Genève prennent de l'avance en écologie*, LaRevueDurable n°25, juin-juillet 2007, pp. 29-32.

LA REVUE DURABLE. *A Genève, on planifie l'avenir énergétique du canton*, LaRevueDurable n°38, juin-juillet-août 2010, pp. 40-42.

Office de promotion des produits agricoles de Genève (Opage), [www.opage.ch](http://www.opage.ch)

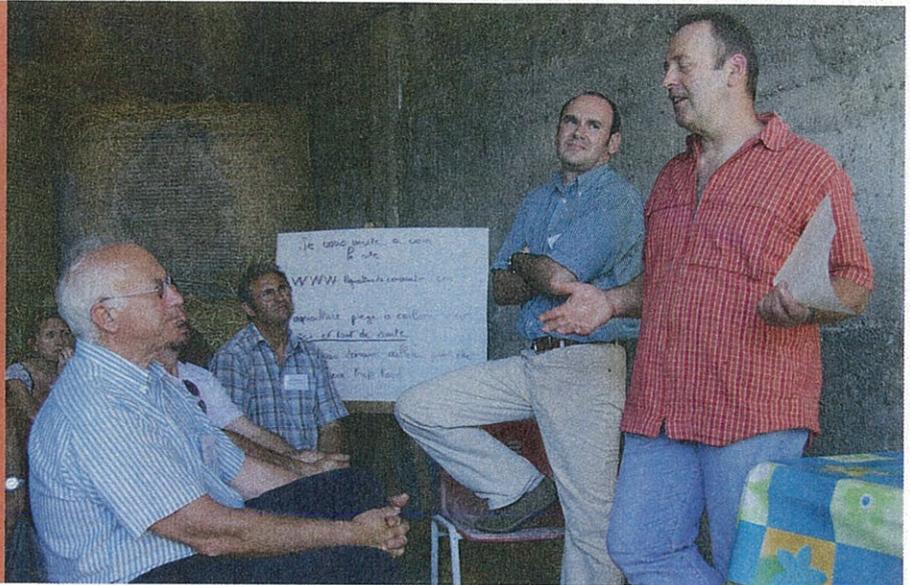
SCHLICH E. *Scale Aspects of the Environmental Balance of Food Supply Chains*. Présentation à l'Institut national de recherche agronomique (INRA), Paris, mars 2010. [www.uni-giessen.de/fbr09/pt](http://www.uni-giessen.de/fbr09/pt)

WILLIAMS A ET COLL. *Comparative Life-Cycle Assessment of Food Commodities Procured for UK Consumption through Diversity of Supply Chains*, Londres, Defra, 2008.

Serge Bonnefoy\*

# Les politiques agricoles périurbaines gagnent le cœur des agglomérations françaises

Entre planification et projet agricole local, urbanisme et agronomie, Etat et collectivités, la question agricole périurbaine a fini par se frayer un chemin en France. Il aura fallu une cinquantaine d'années pour qu'elle devienne une préoccupation commune de ses agglomérations et de ses métropoles. Et occupe ainsi une place de plus en plus honorable dans l'ensemble des politiques urbaines.



33

L'agriculture est désormais un domaine assez courant de la politique des collectivités françaises. En témoigne l'essor du réseau Terres en villes passé, en dix ans, de six à vingt-trois membres. Et les adhésions annoncées pour 2011 vont faire doubler ce chiffre. Neuf des douze aires métropolitaines françaises (zones de plus de 500 000 habitants et plus de 20 000 cadres) sont membres du réseau, de même que neuf des vingt-neuf grandes aires urbaines. Et d'autres agglomérations ont investi la question agricole en dehors de ce réseau.

L'activité agricole n'est pas une compétence officielle des intercommunalités. Elles se sont autosaisies de ce thème devenu incontournable pour les villes et les zones urbaines : en 2000, 44% des exploitations françaises se situaient en zone urbaine ou périurbaine. L'agriculture périurbaine contribue à l'organisation de l'agglomération ou de la métropole, à la structuration des ruralités périurbaines et à la lutte contre l'étalement urbain non maîtrisé.

L'agriculture rend la ville économiquement plus attractive et participe à la quali-

té de vie des citoyens via nombre d'aménités vertes (voir l'article de Carolina Solar, page 52). Elle soutient l'économie locale par le dynamisme de ses exploitations et de sa filière agroalimentaire, valorise les déchets urbains, favorise la cohésion sociale et contribue à l'identité locale.

L'activité agricole périurbaine acquiert depuis quelques années une place de plus en plus centrale du fait de la plus grande attention portée à la durabilité du système urbain. Le modèle dominant de la ville hors-sol apparaît de moins en moins soutenable et souhaitable. Et il est clair que l'agriculture périurbaine a notamment un rôle à jouer dans la préservation de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement du climat.

Pièce centrale de l'approvisionnement et de la gouvernance alimentaire des grandes villes, elle est aussi une ressource de biomasse. Sa prise en compte facilite la coopération entre les différents territoires de la métropolisation. Et les inquiétudes alimentaires, énergétiques et climatiques conduisent à profondément revaloriser sa fonction économique.

L'essor des politiques agricoles locales découle aussi de la place que les communautés d'agglomération et toutes les communautés

urbaines ont prise dans l'organisation territoriale d'un pays qui se décentralise peu à peu. L'élargissement du périmètre des intercommunalités d'agglomération, encore encouragé par la réforme territoriale votée en 2011, intègre toujours plus de communes rurales périurbaines et d'espaces agricoles.

L'affichage d'une politique agricole est ainsi un gage donné aux communes les plus rurales et à leurs élus. La généralisation des SCoT (Schémas de cohérence territoriale) accentue cette territorialisation de la politique agricole bien au-delà du périurbain.

Sur le plan administratif, l'agriculture est parfois une compétence spécifique de l'intercommunalité, animée par un vice-président souvent issu de la mouvance écologique et un service dédié. Mais le plus souvent, elle est rattachée à l'aménagement du territoire, à l'environnement ou encore au développement économique.

## Cinq grands domaines

Malgré leurs limites dans un pays encore centralisé et très dépendant de la politique agricole commune européenne, les politiques agricoles périurbaines locales ont un effet de levier important sur la ville et l'agri-

\* Serge Bonnefoy est secrétaire technique de l'association Terres en villes, à Grenoble, en France.



culture locale. Les 400 fiches d'expériences de la banque de données de Terres en villes révèlent la prédominance de cinq grands domaines : gestion de l'espace agricole et naturel périurbain, circuits de proximité, filières locales, installation et diversification, dialogue entre agriculteurs et citoyens.

#### Gestion de l'espace

Ce domaine regroupe les actions en faveur de la conservation des espaces agricoles et la gestion concertée d'espaces agricoles multifonctionnels stratégiques, souvent situés en front urbain. Les outils phares pour mener ces actions relèvent de l'aménagement du territoire : SCoT et plans locaux d'urbanisme (PLU).

Un autre outil efficace est l'approche planificatrice francilienne, qui introduit une innovation majeure dès les années 1970 : les périmètres régionaux d'intervention foncière. Dans ces périmètres, qui doivent être compatibles avec les dispositions du Schéma directeur de la région Ile-de-France (Sdrif), l'Agence des espaces verts est autorisée à acquérir des espaces naturels à l'amiable, par voie de préemption ou, dans certains cas, par

expropriation, afin de les protéger. Longtemps forestiers, ces espaces naturels sont, depuis les années 1990, souvent agricoles.

Aujourd'hui, les actions de compensation de perte de terrain agricole, les opérations d'aménagement agricole (schéma de circulation des engins agricoles, etc.) et celles qui visent à définir un mode d'aménagement et de gestion multifonctionnelle se popularisent. La Communauté urbaine de Lyon, par exemple, mène depuis 1992 des projets « nature » : un inventaire identifie les espaces naturels, agricoles et forestiers à préserver en priorité.

Les sites les plus sensibles sont protégés par acquisition, convention amiable ou via les documents d'urbanisme. Une série d'actions sont menées pour maintenir leur potentiel écologique, paysager et aussi agricole, comme sur le plateau céréalière de Feyzin. Les agriculteurs sont rémunérés pour l'entretien des parcelles peu rentables et des chemins, ou pour des restaurations paysagères. Un des buts de ces espaces est d'accueillir le public : dans le cadre de ses projets nature, le Grand Lyon a créé vingt-quatre sentiers de promenade.

Dans la même veine, le Pays de Rennes a inventé, dans son SCoT adopté en 2007, la notion de champs urbains. Situés à l'interface de plusieurs communes proches, ces espaces agricoles sont destinés à être protégés pour garder leur fonction de production agricole, à mieux être reliés entre eux pour contribuer à préserver la biodiversité, tout en y ajoutant des chemins de promenade pour les Rennais (voir l'article page 28).

#### Circuits courts

Emblématiques de toute politique agricole périurbaine, les actions d'appui aux circuits de proximité progressent fortement et se renouvellent. Les objectifs initiaux étaient d'encourager la diversification, de conforter un réseau de petits producteurs professionnalisés qui jouent la carte de la qualité et souvent de la production biologique, des exploitations en Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) et des démarches citoyennes (LaRevueDurable, 2003 ; 2006).

Désormais, il s'agit de plus en plus d'approvisionner de manière significative le mar-

ché urbain grâce à l'impulsion de la commande publique et au rôle leader ou d'appui de la collectivité dans la mise en place d'une logistique adaptée : rénovation des marchés de gros et des halles de marché, création de plates-formes, légumeries, etc.

L'arrivée d'entreprises de bonne taille, sociétés anonymes ou coopératives, et l'essor d'innovations privées en matière de vente de produits fermiers ou de services agricoles témoignent de l'évolution en cours.

#### Pôles de compétitivité agricole

Il est assez nouveau de valoriser les filières agricoles et agroalimentaires. C'est le pendant agricole des pôles de compétitivité industrielle. Un pôle de compétitivité, c'est l'association, sur un territoire donné, d'entreprises, de centres de recherche et d'organismes de formation qui collaborent pour mettre en œuvre une stratégie commune de développement. Toulon et ses fleurs coupées, Angers et son pôle végétal, Dijon et l'agronomie et la grande culture, Perpignan et son maraîchage d'expédition attestent que l'économie territoriale agricole est en plein renouveau.

#### Aide à l'installation

Ce domaine est un de ceux qui évoluent le plus. L'intervention d'acteurs de la société civile, notamment la foncière Terres de liens (LaRevueDurable, 2010-2011) en est un premier signe. Mais le développement des actions en faveur des filières, de la restauration collective et des systèmes alimentaires locaux, ainsi que la lutte contre les friches agricoles ont conduit les collectivités à investir plus fortement et de manière plus complexe en faveur de l'installation agricole.

Certaines agglomérations comme Besançon, Perpignan et Toulon commencent même à mettre en œuvre une politique d'accueil en faveur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

#### Dialogue

Avant 2003, date de création de la première Amap, les enjeux d'aménagement du territoire, de paysage, de patrimoine et de pollutions agricoles sont au centre des dé-



### Le Pays d'Aubagne, terreau fertile aux bonnes idées

Pays d'Aubagne. Les amateurs de bons produits savent qu'on y trouve des fruits et des légumes de qualité. Les amateurs de bonnes idées, eux, se souviennent que c'est là qu'est née la toute première Amap de France. Là aussi qu'a fleuri la première politique locale en faveur de l'agriculture périurbaine. Dès 1992, la ville s'engage dans une veille foncière : lorsqu'un terrain agricole en vente ne trouve pas d'agriculteur pour le reprendre, elle l'achète et cherche un exploitant pour l'y installer.

Elle incite et accompagne aussi les propriétaires de parcelles non cultivées à les remettre à la disposition de l'agriculture. L'installation d'un réseau d'irrigation, la mise en place d'un conseil technique et la création de la marque « Jardins du pays d'Aubagne » pour promouvoir une production de qualité

complètent cette authentique politique agricole périurbaine. Elle concerne aujourd'hui l'agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile, soit douze communes où logent plus de 100 000 habitants et travaillent 68 agriculteurs professionnels qui cultivent 460 hectares.

Pour réactualiser sa charte, l'agglomération a convié la profession agricole, ses partenaires et tous les habitants à une série de forums et d'ateliers. Cet exercice de démocratie délibérative, qui a eu lieu de 2008 à 2010, a fait remonter deux priorités : sauver à tout prix les terres du bétonnage et de l'engazonnement (le béton vert) et s'adapter au changement climatique.

Sur le premier volet, la nouvelle charte préconise de « sanctuariser » les terres agricoles dans les documents d'urbanisme. Et

de remettre en culture les 600 hectares de terres sous-exploitées ou en friche. Notamment en faisant en sorte que propriétaires et demandeurs de terres se rencontrent et via des jardins collectifs.

Sur le climat, la charte vise à aider les agriculteurs à réduire au minimum leur dépendance aux énergies fossiles et leurs besoins en eau, et à entretenir la biodiversité. Au chapitre réseaux de proximité et de solidarité entre agriculteurs et consommateurs, elle envisage de structurer les initiatives existantes dans un système alimentaire territorial afin de décupler leur potentiel. Pas de doute, à Aubagne, le terreau humain est très fertile.

LRD

bats entre agriculteurs et habitants. Depuis, les acteurs de la société civile renouvellent profondément la question agricole périurbaine. L'alimentation et, par voie de conséquence, l'agriculture sont au cœur des préoccupations des couches sociales urbaines : elles prônent la mise en œuvre d'autres pratiques qui éliminent ou réduisent très fortement les intrants chimiques et l'invention de partenariats originaux entre « consommateurs » et agriculteurs, acteurs et collectivités locales.

Cette préoccupation alimentaire justifie les actions pour résoudre les conflits et faciliter les démarches citoyennes globales, forums et autres échanges participatifs sur l'alimentation, la biodiversité, le changement climatique et l'adaptation des pratiques agricoles. D'autres thèmes, bien que très populaires dans certains pays limitrophes, sont curieusement peu présents ou confinés à la sphère de l'agriculture urbaine (jardins partagés, murs végétaux, etc.) : l'agriculture sociale et thérapeutique, par exemple (voir pages 37, 42 et 44) ou encore l'écologie industrielle (voir page 30).

Les moyens financiers et d'ingénierie affectés à toutes ces actions restent cependant fort modestes au regard des grandes politiques locales de l'habitat, des transports ou économiques (hors agriculture). Les agglomérations qui investissent dans le foncier agricole, l'installation de jeunes agriculteurs et les grands équipements structurants de l'agriculture locale mobilisent les financements les plus importants. Elles bénéficient en général d'aides régionales ou européennes.

Pour d'autres, le budget agricole annuel reste modeste, autour de 50 000 euros : il est consacré à l'animation, à l'agri-environnement et à la communication en faveur des produits locaux de qualité. Ces budgets augmentent ou se maintiennent malgré la crise économique.

### Tensions et défis

Trois grandes catégories d'acteurs sont au cœur des politiques agricoles urbaines et périurbaines : les élus, les agriculteurs et les ci-

toyens. Un dispositif clef de la gouvernance des politiques agricoles urbaines et périurbaines est l'élaboration de chartes agricoles locales qui arrêtent un projet politique et la signature de conventions entre intercommunalités et chambres d'agriculture.

Elles définissent des orientations communes pour l'activité agricole, avec à la clef un financement de la collectivité. Terres en villes a popularisé ce dispositif en proposant une charte nationale qui affiche les valeurs de la coconstruction et du développement durable, et une démarche en six étapes qui sert souvent de référence aux intercommunalités.

En parallèle, les élus intercommunaux impliquent de plus en plus les acteurs de la société civile dans la coconstruction de ces politiques selon des modalités diverses : saisine des conseils de développement, implication dans une démarche participative comme les forums d'Aubagne, appel à une expertise alternative, soutien d'actions spécifiques, etc.

Quelques associations mettent en œuvre des politiques agricoles périurbaines ou projets agri-urbains, en particulier en Ile-de-France, où le mouvement intercommunal est moins structuré qu'ailleurs. Mais la montée en puissance des intercommunalités et la nouvelle posture des chambres d'agriculture laissent de moins en moins de place à cette gouvernance associative territoriale.

En revanche, la gouvernance associative se développe dans des domaines sectoriels militants : développement de la production biologique et de « l'agriculture paysanne », achat citoyen de foncier agricole, agriculture urbaine (jardins partagés en particulier), sensibilisation des élus aux enjeux agricoles périurbains, etc.

La gouvernance des politiques agricoles périurbaines soulève plusieurs questions importantes. La première concerne l'intégration de la politique agricole dans le projet d'agglomération et la planification, et sa

mise en cohérence avec les autres politiques intercommunales sectorielles.

La seconde souligne la difficulté d'établir une bonne cohérence entre communes et intercommunalité : le développement de l'approvisionnement en produits biologiques de la restauration collective communale a souvent ignoré la politique intercommunale des circuits de proximité. La crise financière devrait dorénavant favoriser une plus grande mutualisation.

Enfin, la représentation des agriculteurs périurbains locaux aux profils si divers et leur implication dans la coconstruction de la politique agricole intercommunale questionnent d'autant plus fortement les chambres d'agriculture et les autres organisations professionnelles que le syndicalisme agricole périurbain tend à se déliter. C'est grâce à cette coconstruction qu'une agglomération comme celle d'Aubagne et sa chambre d'agriculture ont pu tester des solutions originales.

Mais toutes ces avancées restent traversées par de vives controverses qui ne manquent pas d'éclater entre les tenants d'une vision d'une agriculture rêvée – petite agriculture biologique de proximité – et les contraintes de l'agriculture réelle – agriculture intensive de production de masse –, entre visions écologiste, territoriale et sociétale. ■

## Tester des solutions originales

### BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *Des initiatives tentent de rapprocher paysans et consommateurs*, La Revue Durable n° 6, juillet-août-septembre 2003, pp. 54-59.

LA REVUE DURABLE. *Des réponses au « Cauchemar de Darwin » : agriculture locale et commerce équitable*, La Revue Durable n° 20, avril-mai-juin 2006, pp. 14-65.

LA REVUE DURABLE. *Heureux épargnants engagés*, La Revue Durable n° 40, décembre 2010-janvier 2011, pp. 44-47.

LRD

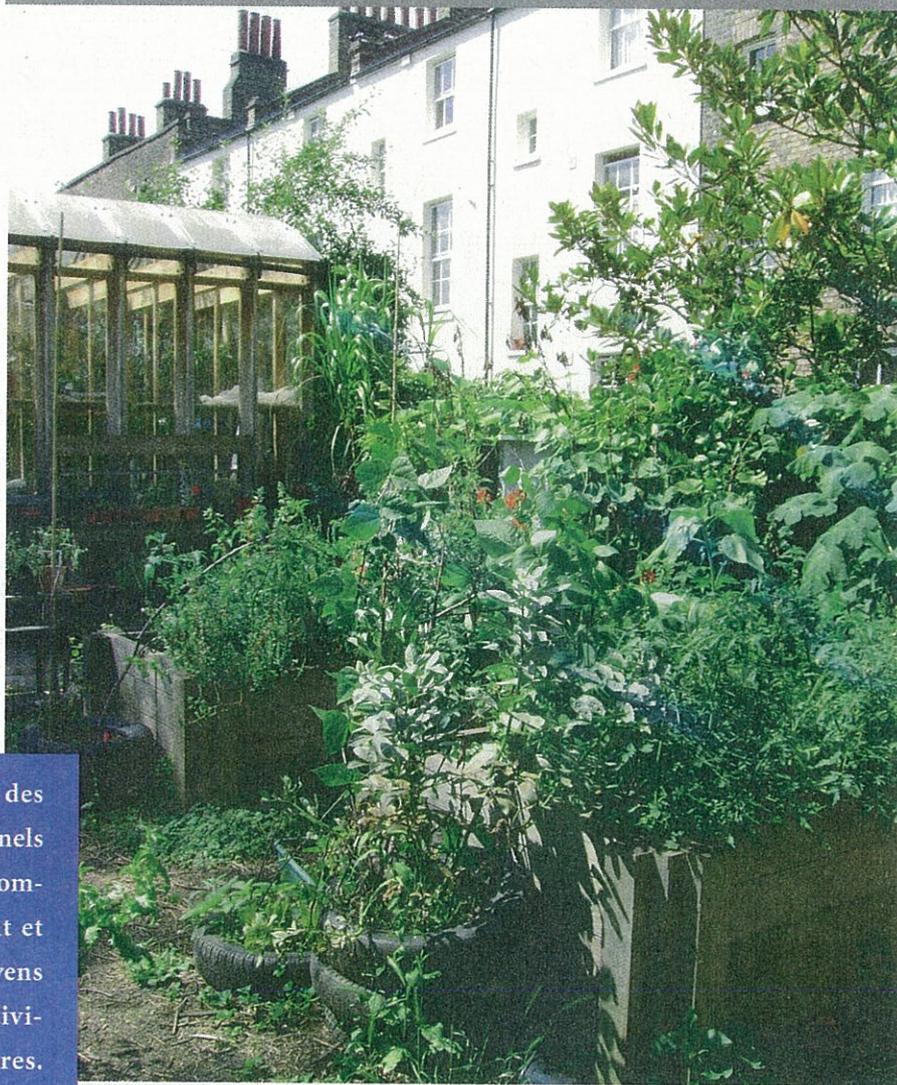
# Les potagers se fraient une place en ville

L'agriculture urbaine a la cote auprès des citadins. Des citoyens et des professionnels qu'intéresse le vivre ensemble en ville commencent à le comprendre et proposent et parfois mettent déjà en œuvre des moyens innovants d'associer vie urbaine et activités agricoles, en particulier maraîchères. En Suisse, une recherche explore le potentiel de cette approche de la ville aux multiples vertus sociales et culturelles.

Une majorité de Lausannois – 51 % – se déclarent favorables à la production de fruits et légumes en ville ; 46 % seraient prêts à payer jusqu'à 20 % plus cher des tomates qui auraient poussé en pleine ville. Et 70 % jugent même que les « plantages » – ces potagers collectifs aménagés au pied d'immeubles d'habitation – augmentent la qualité de vie en ville.

Ce sont là les résultats les plus saillants d'un sondage réalisé au printemps 2011, à Lausanne, sur l'agriculture urbaine. Le taux de retour – 36 % des 2500 personnes sollicitées ont rempli le questionnaire de... quinze pages ! – est un indice supplémentaire de l'intérêt des Lausannois pour le sujet.

A Genève, les différentes opérations de potagers urbains que l'association Equiterre pilote dans le canton connaissent un franc succès : « En moyenne, nous obtenons 10 % de retour à nos invitations aux conférences d'information dans les quartiers, ce qui est beaucoup », témoigne Hélène Gaillard, bien connue à LaRevueDurable, qui a initié le pro-



jet Potagers urbains à Equiterre, dont elle est responsable.

A Zurich, la liste d'attente pour accéder à une parcelle dans un jardin ouvrier est telle qu'il faut attendre plusieurs années avant de l'obtenir. En France, les jardins partagés font partout un tabac. Bref, tout révèle une forte demande sociale pour une présence agricole significative en ville.

## Permaculture

Cette demande en plein essor rencontre une offre qui elle aussi s'étoffe. Le bureau d'études Terranergie, basé à Moyenmoutier, dans les Vosges, par exemple, multiplie les expériences de mariage entre agriculture et habitat. L'un de ses fondateurs, Vincent Pierré, accompagne depuis 2008 Ecolline, projet d'habitat groupé en permaculture à Saint-Dié-des-Vosges.

Ecolline, ce sont dix maisons passives mitoyennes en paille immergées dans 1,5 hectare de verdure : jardins privatifs, potager collectif avec possibilité d'installer des poules et de petits ruminants, haies avec arbres fruitiers et production de bois, bassins de phytoépuration pour les eaux usées, toits

végétalisés. Le tout dans un quartier proche de la gare, à cinq minutes en voiture du centre-ville et ses près de 22 000 habitants.

L'association des dix familles d'Ecolline souhaite artificialiser le moins de surface possible et maximiser son autonomie énergétique et alimentaire. Pour Vincent Pierré, la permaculture répond parfaitement à cette attente : « Tout comme une maison bioclimatique, cette méthode optimise la captation du flux solaire », résume-t-il.

« Au départ, nous étions un groupe de familles attirées par l'idée d'habiter dans une maison saine », raconte Anne Burgeot, future habitante d'Ecolline. Peu à peu, le groupe s'embarque dans une démarche très ambitieuse pour échapper autant que possible à la consommation marchande : « La plupart d'entre nous souhaitent cesser de travailler plus pour gagner plus et dépenser plus », lance Anne Burgeot.

Plutôt que d'être plus riches et d'acheter plus de nourriture bio, les familles d'Ecolline aspirent à travailler moins pour pouvoir prendre le temps de faire pousser leurs végétaux bio elles-mêmes. Pour le reste, elles comptent sur des achats groupés pour gérer



Chantier Ecolline

une épicerie commune et ne plus avoir à aller à la Biocoop de Saint-Dié-des-Vosges.

Cette quête d'autonomie traverse tout le projet : les maisons seront passives, les toilettes sèches, les voitures partagées, et l'assainissement aura lieu sur place. Quant au chantier, il mise sur l'autoconstruction. « Depuis deux

ans, nous passons toutes nos vacances et tous nos week-ends à tout faire nous-mêmes », lâche, un peu fatiguée, Anne Burgeot. Après avoir creusé les tranchées pour tous les raccordements et les cuves, les artisans du projet sont en train de bâtir les dix maisons. « Un travail énorme. Heureusement, à ce jour, environ 200 bénévoles nous ont aidés. »

## Histoire d'une passion

Arrivé à Rougemont depuis son Boston natal, aux Etats-Unis, Craig Verzone découvre les joies du potager dans cette commune rurale des Préalpes vaudoises. Au point d'en cultiver deux et d'élever des poules. Depuis 1998, il infuse cette passion pour les activités agricoles dans des projets de concours, des travaux d'ateliers pour ses étudiants et des mandats professionnels. L'agriculture est pour lui une composante fondamentale du paysage.

En 2010, il parvient à traduire cet enthousiasme en un projet de recherche, la Food Urbanisme Initiative (FUI), retenu dans le cadre du Programme national de recherche suisse sur la nouvelle qualité urbaine.

Trois ans durant, l'équipe de Verzone Woods Architectes et ses partenaires des deux Ecoles polytechniques fédérales et du programme des stations de recherche fédérales agronomiques Agroscope Proficrops vont analyser le tissu urbain suisse pour évaluer son potentiel d'intégration d'initiatives d'agriculture urbaine et proposer des stratégies de déploiement.

En prenant la ville de Lausanne comme étude de cas, FUI va cartographier très précisément les espaces disponibles pour y accueillir des activités agricoles.

Et définir les modèles viables qui pourraient convenir aux diffé-

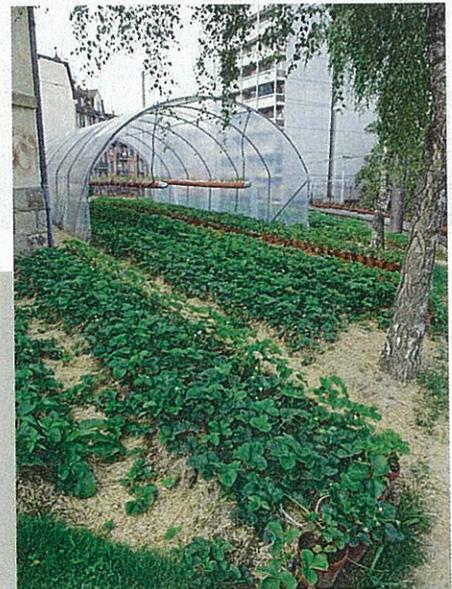
rents types de parcelles : toitures, bas d'immeubles, espaces résiduels, pelouses, etc. Pour chaque modèle, il s'agit de cerner les plantes cultivables selon les caractéristiques de la parcelle – sol, ensoleillement, etc. – et le type d'exploitation optimale : professionnelle, associative, pour personnes handicapées, écoliers, etc. Il s'agit aussi de concevoir des projets pilotes démonstratifs de ces différents modèles.

FUI élabore en outre un Atlas de l'agriculture urbaine dans le monde. Elle a identifié environ 200 cas dans 21 pays, sur les cinq

Mais pourquoi, si le but est l'autonomie, notamment alimentaire, s'installer en zone périurbaine ? « Nous sommes tous des citadins et avons tous une vie sociale très intense », répond cette femme qui a quitté son emploi à l'association Eco-quartier Strasbourg afin de se consacrer entièrement à ce chantier.

## Modèle urbanistique

La petite maison familiale avec jardin potager semblait la forme idoine de l'urbanisme résidentiel à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Patrons d'entreprise et hommes d'Eglise y voyaient un moyen d'améliorer le sort des familles ouvrières et de les détourner des tentations de l'alcool et de l'oisiveté. De cette utopie naquit



Fraisiers à Lausanne

continents. Les plus nombreux sont aux Etats-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Suisse et à Cuba. Reste à les documenter pour les rendre disponibles en ligne d'ici la fin 2011. Car FUI aspire aussi à être un lieu d'échanges pour la recherche en agriculture urbaine.

LRD

le cauchemar écologique de l'urbanisme pavillonnaire, peu dense et énergivore. Comment éviter que l'engouement pour la production maraîchère au pied de chez soi ne donne lieu à une nouvelle cause d'étalement urbain et, dès lors, à une dépendance accrue aux transports ?

De fait, Ecolline, dix maisons sur 1,5 hectare de terrain, n'est pas un modèle d'urbanisme dense. « Sur cette parcelle, il n'y avait pas de contrainte de densité. Un promoteur traditionnel y aurait construit des pavillons », pense Vincent Pierré. Au moins Ecolline préserve-t-il l'essentiel des fonctions productives du sol. » Mais il est possible de concilier habitation et agriculture de manière beaucoup plus dense. Et Vincent Pierré de citer un concours d'idées que Terranergie a remporté pour construire ce qui serait sans doute le premier écoquartier en permaculture à voir le jour en Europe francophone.

A Staffelfelden, au nord-ouest de Mulhouse, en Alsace, 400 logements sont prévus. Répartis sur 8 hectares, ils produiraient, si les élus retiennent les propositions de Terranergie, une partie de leur alimentation et la totalité de leur énergie. C'est bien plus dense qu'Ecolline : 50 à 60 logements à l'hectare (contre 6,5 à Ecolline). Pour y arriver, les espaces verts seraient réduits au minimum, en grande partie remplacés par des parcelles de maraîchage et de haies productives.

« Tout est envisageable. On pourrait installer un maraîcher professionnel, faire un projet d'insertion sociale par la production de fruits et légumes, laisser une partie en autoproduction », énumère Vincent Pierré. Ou combiner toutes ces options.

Pour cet ingénieur, cette stratégie présente de nombreux avantages : réduire le coût d'entretien des espaces verts puisqu'il n'y en a presque pas, recréer du lien entre les habitants et le territoire dans cette ville-dortoir, stimuler le commerce local là où il n'y a plus d'épicerie. Tous ces avantages accompagnent la production alimentaire urbaine.



Motivation et travail récompensé dans ce potager à Londres

Terranergie a aussi gagné un concours d'idées à Tourcoing, dans le département du Nord, où il s'agit de rénover une barre HLM de 170 logements. Le bureau consacrerait une partie du toit aux cultures potagères. Fraises et tomates partageraient la surface avec des capteurs solaires thermiques. « Nous ne sommes pas les seuls à avoir eu cette idée. Un autre bureau envisageait carrément d'y installer une ferme urbaine. C'est une surface de taille symbolique, mais qui suffit à changer la culture d'un lieu, à lui donner un nouveau départ », insiste-t-il.

### Espaces de qualité

Que l'agriculture en ville ne soit pas qu'une affaire de calories, c'est aussi la conviction de Cristina Woods, qui codirige le bureau de paysage et d'urbanisme Verzone Woods Architectes, à Rougemont, dans les Préalpes vaudoises. Depuis cette région enchanteresse, elle et son associé Craig Verzone pilotent la Food Urbanisme Initiative

(FUI), recherche sur les apports de l'agriculture urbaine à la qualité de vie en ville.

Car il ne faut pas s'y tromper : malgré tous ses atouts et son immense pertinence sociale, « l'agriculture en milieu urbain est très vulnérable, et doit se battre pour subsister », constate Cristina Woods. D'où l'idée d'identifier tous les arguments qui plaident pour son maintien.

C'est à cette fin qu'a eu lieu l'enquête réalisée en ville de Lausanne citée en ouverture de cet article. Bonne nouvelle : les répondants ont clairement exprimé leur souhait de voir des activités agricoles en ville, de préférence ouvertes et en interaction avec la population. Des réponses pleinement cohérentes avec les apports des sondages sur la biodiversité en ville : les citoyens apprécient la nature en ville à condition, là aussi, de pouvoir en profiter (LaRevueDurable, 2010).

« L'ouverture et l'accessibilité des espaces agri-urbains sont les premiers critères à remplir pour que l'agriculture urbaine soit vectrice de qualité urbaine », conclut Cristina

*Au lieu  
du fitness,  
on peut aller  
déssherber*

Woods. Ensuite, ces espaces ont un fort potentiel esthétique, ils sont capables d'embellir la ville. Et ils ont une haute valeur sociale et culturelle.

« La prolifération des bacs à fleurs et des plates-bandes décoratives, ce n'est pas ça qui va améliorer la qualité de vie en ville », sourit l'architecte. Pas plus que les alignements de thuyas qui servent à boucher la vue des passants. En revanche, un lieu bien conçu où l'on peut admirer et suivre l'évolution d'une plante depuis le semis jusqu'à sa récolte et poser des questions aura une indéniable va-

leur esthétique, culturelle et sociale. Un lieu promoteur de liens avec la nourriture saine, le territoire, les autres citoyens.

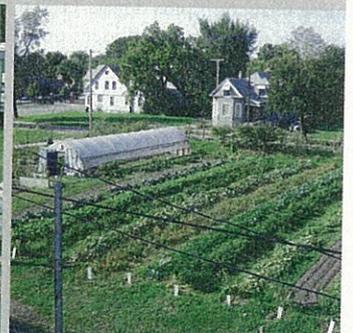
Pour concilier ville dense et activités agricoles ouvertes aux urbains, Cristina Woods plaide pour une panoplie plus diversifiée d'espaces publics. « Il y a une tendance à privilégier les pelouses et les équipements de sport, déplore-t-elle. Il est certes important de garder des espaces verts « non programmés », mais il y a également un grand potentiel à mettre à profit certains de ces espaces pour y intégrer une activité productrice en ville. »

Ainsi salue-t-elle l'initiative de la ville de Lausanne d'entretenir certaines pelouses avec des moutons. La Ville est aussi pionnière en matière de plantages : convertir des pelouses en potagers urbains. « On peut imaginer planter des haies d'arbres fruitiers qui attireront les oiseaux, diffuser les toitures végétales productrices, etc. »

### Usages associés

Partager, mutualiser et beaucoup d'imagination. Voilà les maîtres mots d'un urbanisme dense qui accueille l'agriculture. « La

### Sous les parkings de Détroit, des potagers



Le symbole est puissant comme un moteur de grosse 4x4 en panne d'essence. Jadis capitale mondiale de l'automobile, Détroit est devenu en quelques années leader mondial de l'agriculture urbaine. La ville a perdu plus de la moitié des 2 millions d'habitants qu'elle comptait au pic de la plus belle époque des rutilantes Cadillac, Dodge et Chrysler. Résultat : 200 000 parcelles de terres à l'abandon en plein centre-ville. A elle seule, la Ville possède 2000 hectares de friches.

La crise de 2008 a enfoncé un nouveau clou dans les pneus de cette industrie ravagée par un manque obstiné et patent de vision. Le taux de chômage atteint 28 %, trois fois la moyenne nationale.

Le revenu moyen par ménage – 26 000 dollars par an – est aux deux tiers du revenu moyen de 2000. Un tiers des familles avec enfants vit sous le seuil de pauvreté. Le taux d'obésité atteint des sommets faute d'argent pour acheter de la nourriture saine et de magasins pour vendre des fruits et des légumes frais. En 2009, pour freiner les dépenses et s'adapter à l'évaporation de la population, les autorités ont fermé... 25 écoles.

Foin de jérémiades ! Des terres d'excellente qualité et des bras en pagaille, le nouveau modèle économique de Détroit s'est imposé avec la spontanéité d'un jardin laissé à lui-même : le maraîchage urbain ! L'agriculture a émergé comme une stratégie de survie et

un nouvel horizon économique et social. Des potagers individuels, communautaires, professionnels. Toutes les formes d'exploitation bourgeonnent, fleurissent et essaient dans cette ville qui s'efforce de trouver de quoi rebondir et se nourrir.

Ainsi, de dix-huit en 2003, les jardins communautaires ont explosé, atteignant 1300 en 2010. La Earthworks Urban Farm, seule ferme certifiée bio de la ville, a mobilisé 6000 bénévoles au cours de l'année 2010. Le groupe financier Hantz planifie d'investir des millions pour lancer sur Détroit la plus vaste ferme urbaine du monde. Les diverses modalités de distribution de cette production forment un joli bouquet multico-

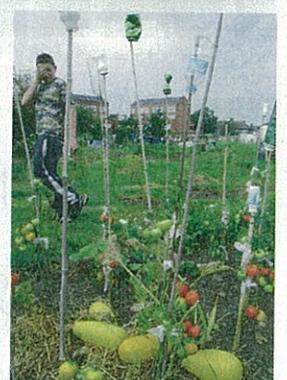
lore : marchés de producteurs, plate-forme pour que les épiceries puissent s'approvisionner auprès des producteurs locaux, paniers de produits locaux vendus à des prix subventionnés, vente de fruits et légumes dans des magasins auparavant spécialisés dans la vente d'alcool.

C'est ainsi que le rêve des écologistes des années 1970, qui espéraient voir un jour reflurir les autoroutes, devient réalité à... Motor City, la gueule du monstre. Une vraie renaissance !

LRD



41



Chicago, Londres, Zurich : les cultures potagères fleurissent entre les immeubles et sur les toitures

ville actuelle se construit toujours sur le principe du zonage : une zone pour l'habitat, une zone pour le sport, une zone pour l'agriculture, une zone pour l'emploi », s'insurge Léna Abi Chaker. Jeune diplômée de littérature, petite-fille d'horticulteur (maraîcher à ses heures), elle préside l'association Agro-quartiers-autogérés, à Genève.

« Ce saucissonnage est complètement dépassé. Pour récupérer de la place et de la qualité en ville, il faut des espaces multifonctionnels », s'exclame cette jeune conseillère municipale verte à la commune de Chêne-Bourg. Justement, l'agriculture urbaine est capable de répondre à plusieurs besoins à la fois : être un espace productif, de socialisation, de loisir. Pourquoi pas un potager urbain qui fonctionnerait comme centre de loisirs pour les jeunes ? Ou une ferme professionnelle traversée de chemins piétons ?

Dans sa vision pour aménager les Cherpines – terrain agricole de 58 hectares à la plaine de l'Aire, au sud du canton, qui sera déclassé suite à une votation populaire en mai 2011 –, Agro-quartiers-autogérés proposait de construire 3000 logements sur 20 hectares – 150 logements à l'hectare ! – et d'installer une trentaine de coopératives sur les 38 hectares restants.

Dans ce quartier, les loisirs auraient décoiffé : « Au lieu du fitness, on aurait pu aller désherber ou cueillir une salade fraîche, courir ou faire du cheval aux bords des champs », rêve Léna Abi Chaker, qui déborde d'idées. Les parcelles agricoles laissent aussi envisager de nouveaux partenariats avec des associations de réinsertion, d'intégration ou culturelles. Et pour l'éducation, des cycles de formation en agronomie avec les écoles proches, des visites, des ateliers tout public, etc.

Mais contrairement à ce que laissent entendre l'enquête d'opinion publique réalisée à Lausanne et le mouvement de fond en faveur de l'agriculture urbaine, les électeurs genevois en ont décidé autrement. Nul doute, toutefois, que les initiatives en phase avec les préconisations et les rêves d'Agro-quartiers-autogérés sont destinées à progresser : elles vont dans le sens de l'histoire et se multiplient. ■

**BIBLIOGRAPHIE**  
 LA REVUE DURABLE. *La Biodiversité en ville est source de bien-être*, LaRevueDurable n° 39, septembre-octobre 2010, pp. 42-43.

#### BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *La Biodiversité en ville est source de bien-être*, LaRevueDurable n° 39, septembre-octobre 2010, pp. 42-43.

#### POUR ALLER PLUS LOIN

[www.agroquartier.ch](http://www.agroquartier.ch)  
[www.foodurbanism.org](http://www.foodurbanism.org)  
[www.vwa.ch](http://www.vwa.ch)  
[www.nfp65.ch](http://www.nfp65.ch)



Cultures sur la plaine de l'Aire



Jardins de Sevrans avec la cité du Pont-Blanc en arrière-plan

Xavier Guiomar\*

## Les jardins d'insertion pacifient le paysage urbain : exemple à Sevrans

**42** A Sevrans, en Seine-Saint-Denis, le quartier socialement difficile du Pont-Blanc accueille un Jardin d'insertion par l'activité économique. Avec de fortes retombées : emploi, écologie, embellissement paysager, brassage multiculturel et entre générations, pacification des relations de quartier. Des améliorations notables sont encore à apporter au dispositif, mais l'expérience fait d'ores et déjà tache d'huile.

A Sevrans, le terreau est plus fertile en conflits sociaux que propice à la culture de tomates et de pommes de terre. Dans cette commune de 50 000 habitants située à 10 km au nord-est du périphérique de Paris, 41 % des moins de 25 ans sont au chômage. Dans le département de Seine-Saint-Denis, près d'un quart – 22 % – des habitants vivent sous le seuil de pauvreté, contre 13 % en France.

Au quartier du Pont-Blanc, classé en zone urbaine sensible, c'est-à-dire prioritaire pour l'intervention publique, 72 % de la population habite en HLM (habitation à loyer modéré). Devant une barre d'immeubles,

\* Xavier Guiomar est chercheur à l'équipe Proximités, à l'Unité mixte de recherche Sadapt, AgroParisTech, à Paris.

l'association Aurore gère un jardin d'insertion par l'activité économique. Cette association œuvre depuis... 140 ans à l'insertion et à l'hébergement d'urgence.

Dans ce jardin, les personnes en insertion travaillent dans un cadre proche de celui du marché de l'emploi avec un accompagnement social. Elles sont salariées de l'association Aurore via un « contrat unique d'insertion ». La production est écoluée sous la forme de paniers que 70 adhérents-consommateurs paient à l'année. Ces revenus ne couvrent cependant que 7 % des charges. Les pouvoirs publics et des fondations complètent le budget.

Logirep, bailleur social, a mis à disposition et aménagé le terrain, 1,4 hectare que cultivent

seize apprentis jardiniers. Le jardin est certifié AB (agriculture biologique) et a rejoint en 2010 le réseau des Jardins de Cocagne.

Un apprenti jardinier reste en moyenne dix mois au jardin d'insertion de Sevrans. Sur les seize sorties en 2010, trois personnes ont trouvé un contrat à durée indéterminée, une un contrat de plus de six mois, deux ont commencé des formations et trois ont pu résoudre un autre problème (logement, santé, administration).

En 2009, on compte plus de cinquante jardins d'insertion en Ile-de-France sur environ cinquante hectares au total, dont quinze jardins d'insertion par l'activité économique. Les principaux réseaux nationaux des jardins d'insertion par l'activité économique sont ceux de Cocagne (110 jardins en 2011) et du Cœur (44 en 2011) reliés aux Restos du Cœur.

### Dense en main-d'œuvre

Pour accueillir le plus grand nombre de jardiniers à l'hectare, les jardins d'insertion limitent volontairement la mécanisation et produisent eux-mêmes leurs plants. Outre son intérêt intrinsèque, le choix de la conduite en agriculture biologique entraîne un fort besoin en main-d'œuvre.

En complément à leur travail au potager, les apprentis jardiniers suivent une formation horticole qui inclut vingt séances de deux heures et quatre demi-journées. Ils bénéficient aussi de cours d'alphabétisation et de formations à la recherche d'emploi et à la tenue d'un budget. Mais malgré toutes ces compétences nouvellement acquises, et alors même que le maraîchage manque de main-d'œuvre en Ile-de-France, ceux qui obtiennent un emploi agricole suite à leur passage au jardin restent l'exception.

L'analyse du fonctionnement de ces jardins révèle des structures très liées aux mondes associatif, administratif et politique, mais sans doute pas encore assez au monde professionnel agricole. En outre, nombre de personnes en insertion peinent à retrouver un rythme soutenu et régulier de travail physique, ce qui explique aussi en partie leurs difficultés à intégrer le milieu professionnel du maraîchage. C'est notamment pourquoi le jardin d'insertion de Sevrans mise désormais aussi sur les possibilités d'embauches dans la manutention et le conditionnement des fruits, légumes ou fleurs, notamment en grandes et moyennes surfaces.

Autre point certainement améliorable : pratiquement aucun adhérent-consommateur des paniers du jardin d'insertion de Sevrans n'habite le quartier. Cela est dû à leur coût (9 ou 15 euros) et à une culture d'achats de

produits alimentaires précis pour préparer des plats bien connus à l'opposé du désir de se laisser surprendre par le contenu d'un panier « surprise ».

A Sevrans, le choix a été fait de proposer les paniers à moitié prix aux jardiniers, et non de les donner, afin de respecter la valeur du travail et de la production. Environ la moitié d'entre eux en achètent. Ramener le fruit de son travail à la maison participe aussi de la fierté retrouvée de ces apprentis jardiniers.

### D'autres quartiers sensibles sont demandeurs de jardins

#### Dense en échanges

L'action sociale des jardins d'insertion va souvent bien au-delà de la seule insertion. En région

francilienne, quelque 40 % de ces jardins sont couplés à d'autres types de jardins : parcelles pédagogiques et/ou jardins familiaux ou jardins partagés. Ce voisinage de jardins aux publics diversifiés décloisonne et facilite les liens entre écoliers, familles qui fréquentent les jardins partagés ou familiaux et salariés des jardins d'insertion.

Le jardin pédagogique de Sevrans (1 hectare) qu'anime une salariée du jardin d'insertion reçoit des classes chaque semaine. Chacune a son carré de cultures qu'elle observe et travaille une semaine sur deux. Or, le jardin d'insertion et le jardin pédagogique de Sevrans jouxtent un troisième jardin, partagé celui-là, que gèrent 28 familles là encore sous l'égide de l'association Aurore. L'ensemble constitue ainsi un nœud de liens sociaux, notamment intergénérationnels.

L'étude du collectif Jardins d'insertion en Ile-de-France le résume bien : « Certes, les jardins d'insertion interviennent dans le travail de restructuration de la personne, mais ils participent aussi à la restructuration urbaine. » Ils aident à humaniser les grands ensembles et à changer la mauvaise image d'un quartier comme celui de Pont-Blanc.

L'action des bandes secoue régulièrement la commune de Sevrans. En 1997, au début du chantier, elles menaçaient de saccager le jardin d'insertion. L'apport d'emplois par la

structure et les liens avec les écoles primaires grâce aux jardins pédagogiques ont inséré l'ensemble dans le tissu social. Au point que les émeutes en 2005 ont épargné tous les jardins. « On connaît tout le monde », résume le directeur de l'association Aurore. Conséquence : les autres quartiers sensibles de la commune sont depuis demandeurs de jardins.

Il se trouve qu'il y a justement, à Sevrans, une réserve foncière d'une trentaine d'hectares en bordure du jardin d'insertion à la destination encore indéfinie. Le choix de privilégier telle ou telle utilisation de cet espace devenu très rare est un véritable choix de société. L'expérience plaide pour qu'on garde sa nature agricole et qu'on en fasse une utilisation « dense » – en main-d'œuvre, en échanges, en capacité nourricière, en apport écologique et paysager – la plus ouverte et accessible possible aux populations les plus modestes de Sevrans. ■

#### POUR ALLER PLUS LOIN

CÉRÉZUELLE D. ET JARDINS D'AUJOURD'HUI. *Jardinage et développement social : du bon usage du jardin comme outil d'insertion sociale et de prévention de l'exclusion, guide méthodologique*, Editions C.L., Paris, 1999

COLLECTIF JARDINS D'INSERTION EN ÎLE-DE-FRANCE. *Les jardins d'insertion en Ile-de-France : acteurs, enjeux et perspectives*, 2004.

GUIOMAR X. *Les collectivités locales à la recherche d'une agriculture de proximité*, POUR n° 209-210, juin 2011.

GUIOMAR X. *Les utilisations sociales de l'agriculture aux marges de la ville : les jardins d'insertion en Ile-de-France*, Innovations agronomiques, INRA, 2009.

HENCKEL, J-G. *Dans un pays de Cocagne*, Editions Rue de l'échiquier, 2009.

Site de l'association Aurore : <http://aurore.asso.fr/insertion>

Blog des jardins : <http://auroreasso.blogspot.com>

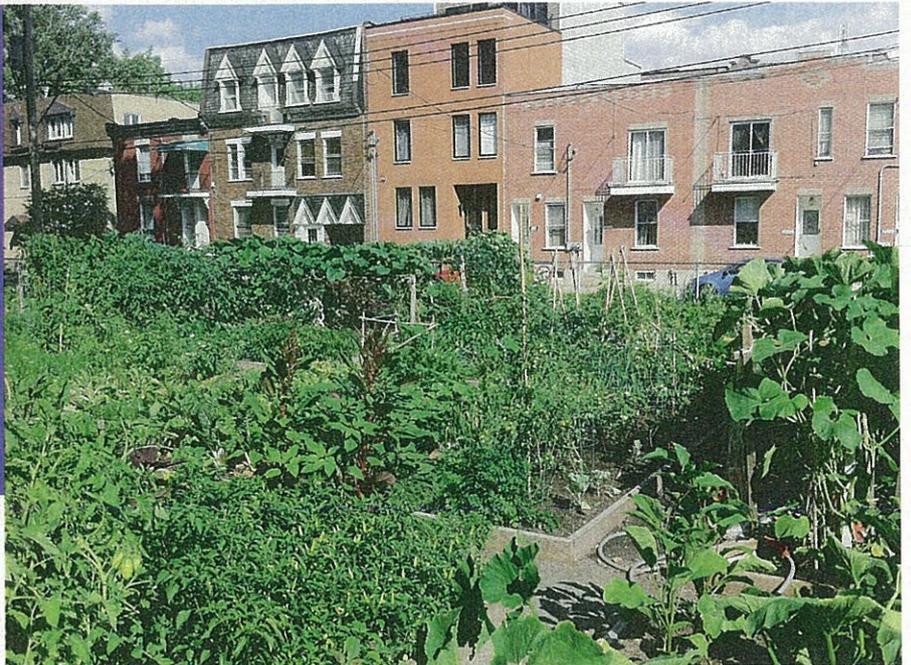


Jardin pédagogique en bordure du jardin d'insertion

Eric Duchemin\*

# Montréal, porte d'entrée des jardins partagés en terres francophones

44 Les jardins partagés ou communautaires sont nés dans les grands centres urbains d'Amérique du Nord. Parmi eux, la Ville de Montréal a fait office de trait d'union entre le Nouveau Monde et le Vieux Continent francophone. Coup de projecteur sur ce haut lieu de l'agriculture urbaine et ambassadeur de cette pratique auprès des Français.



Jardin de la Pointe Verte ; en bas, muret autour de la zone décontaminée

Montréal a toujours été une ville agricole. Des quartiers urbains comme Pointe-Saint-Charles et Notre-Dame-de-Grâce ont été des terres fertiles qui ont nourri la cité jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Des photos des années 1940 montrent la présence de jardins maraîchers au cœur de la ville. Mais c'est certainement avec l'essor de ses jardins communautaires, dans les années 1970, que cette deuxième plus grande ville francophone du monde après Paris devient aussi l'une des capitales mondiales de l'agriculture urbaine.

## La ville des trois jardins

### Jardins communautaires

Un jardin communautaire est un ensemble de lopins individuels qu'un groupe de jardiniers gère collectivement, chacun s'acquittant d'un modeste loyer annuel. Certains de ces jardins réservent en outre une superficie de la parcelle occupée à des activités de production collective : plates-bandes de fleurs ou buttes à courge, par exemple.

Ces jardins font l'objet d'un programme de la Ville de Montréal qui a connu trois phases. La première s'inscrit dans la crise énergétique

des années 1970. La sécurité alimentaire est alors la motivation première pour pratiquer le jardinage. Un mouvement populaire lance le premier jardin communautaire en 1974, point de départ d'un essor rapide du phénomène qui, en 1981, s'étend déjà à 43 jardins de ce type.

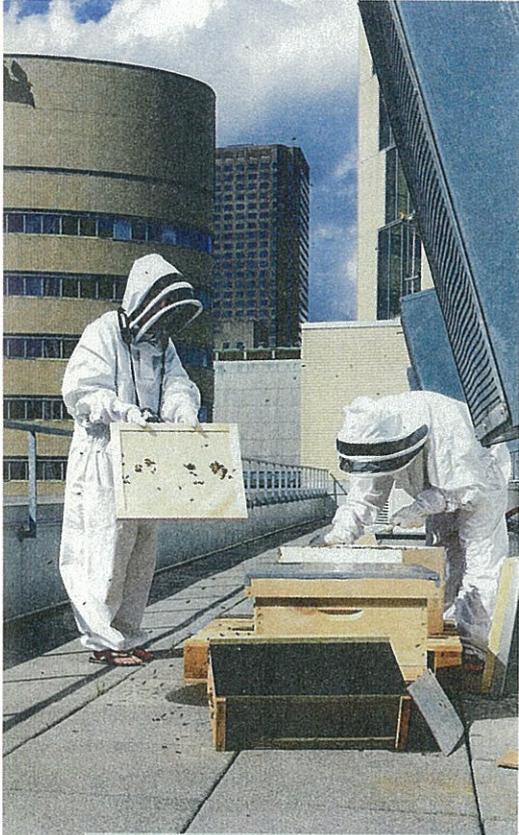
La deuxième phase démarre en 1985, lorsque la Ville de Montréal remanie son programme pour définir une politique claire d'établissement et de réalisation de jardins communautaires. Le programme des jardins communautaires fait dès lors partie du Service des sports, des loisirs et du développement social de la ville.

Une troisième phase se dessine depuis 1997. Elle voit la ville ne plus développer de jardins communautaires et, en conséquence, leur nombre stagner. En 2011, le programme regroupe 98 jardins communautaires pour un total de 8459 parcelles. On estime à environ 12 000 à 15 000 les personnes impliquées, directement ou indirectement, dans le programme des jardins communautaires de Montréal.

De 2006 à 2009, suite au constat que certains jardins sont situés sur des terrains contaminés, la Ville de Montréal procède à une évaluation des dommages. Sur les 98 jardins, certains sols sont réhabilités pour la production maraîchère, mais d'autres sont fermés et plusieurs sont en attente. Le programme parvient toutefois à résister et à conserver ses acquis. Pour ouvrir de nouveau les jardins à la culture maraîchère, plusieurs solutions sont mises en place, dont le rehaussement du sol et l'ajout d'une membrane géotextile afin de couper le nouveau sol de l'ancien, qui a été contaminé.



\* Eric Duchemin est professeur associé à l'Institut des sciences de l'environnement, à l'Université du Québec, à Montréal et membre de Crapaud, Collectif sur l'aménagement paysager et l'agriculture urbaine durable.



### Ruches urbaines

A l'été 2011, plusieurs initiatives de mise en place de ruches ont été initiées à Montréal. Le Collectif de recherche sur l'aménagement paysager et l'agriculture urbaine durable (Crapaud) gère le rucher du Complexe des sciences Pierre-Dansereau, de l'Université du Québec à Montréal. Il servira à la formation universitaire, à la sensibilisation et à la recherche.

ED

### Jardins collectifs

Des associations très différentes les unes des autres, mais ayant toutes pour objectif la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'engagement pour l'éducation et l'empowerment constatent, dans les années 1990, que les jardins communautaires ne répondent pas à tous les besoins des Montréalais. De ce constat émerge la mise sur pied d'un autre type de jardins maraîchers, les jardins collectifs.

Les jardins collectifs sont des parcelles uniques qu'exploite un groupe de personnes. Apparus à la fin des années 1990, ils sont une création purement montréalaise et rejoignent le programme des jardins communautaires

de la ville. Cette forme d'agriculture, que portent des organismes communautaires locaux, est en plein essor. De 2008 à 2011, le nombre de jardins collectifs à Montréal est passé de 42 à 75.



*Intense activité au jardin collectif Nutri-Centre Lasalle*

### Jardins communautaires et collectifs

Les jardins du programme de la Ville de Montréal sont semi-autonomes. En début de saison, chaque jardin élit un comité de citoyens-jardiniers qui l'anime et sera coresponsable de sa gestion avec des représentants de la ville.

Les jardins sont divisés en jardinets de 12 m<sup>2</sup> à 64 m<sup>2</sup> et mis à disposition de jardiniers qui

peuvent les cultiver en famille ou en cojardinage de deux personnes. Le programme de la ville dicte les règles de jardinage et de gestion que les représentants de la ville et du jardin appliquent. Tous les jardins ont la même structure et appliquent la même réglementation, mais ils ne sont pas liés entre eux et il n'y a aucun réseautage.

Les jardins collectifs sont en revanche regroupés dans le réseau appelé regroupement des jardins collectifs du Québec, mais il n'existe pas de programme structuré et homogène pour l'ensemble des jardins collectifs situés sur l'île de Montréal.

ED

Sur l'île de Montréal, au minimum 25 associations animent aujourd'hui 75 jardins collectifs. Ensemble, ils représenteraient une superficie d'environ 1,5 hectare et regrouperaient 1400 participants. Chaque association est autonome et détermine son mode de fonctionnement et sa structure associative.

Certaines sont liées à des organismes de dépannage alimentaire, de cuisine collective, de santé ou font partie intégrante d'un organisme qui offre un éventail de services sociaux. Action Communterre, par exemple, distribue 27 % de la récolte de ses jardins à des organismes de services sociaux.

En plus d'encadrer la production de fruits et légumes par des citoyens, ces organismes animent de nombreux ateliers d'éducation sur l'horticulture, l'alimentation et la cuisine. Par exemple, en 2007, Nutri-Centre Lasalle a animé 432 ateliers.

Le nombre de personnes avec des revenus modiques ou vivant dans l'insécurité alimentaire est variable d'un jardin collectif à l'autre. Les données disponibles indiquent que l'insécurité alimentaire concerne de 20 à 60 % de leurs adhérents.



### Poulaillers communautaires

Rosemont-La-Petite-Patrie est le premier arrondissement de Montréal à autoriser la réintroduction des poules en milieu urbain. Des organismes communautaires gèrent les poulaillers à des fins éducatives.

ED



Geneviève Gignac

### Jardins institutionnels

On observe à Montréal, depuis quelques années, l'apparition de jardins institutionnels. On les trouve sur les campus de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université McGill, et sur les toits de la Caisse populaire de Mont-Royal, du Palais des congrès de Montréal et de l'hôtel Fairmont-Reine-Elizabeth. Située en plein cœur de la ville, l'Université du Québec à Montréal accueille même une école d'été sur l'agriculture urbaine depuis 2009.

### Politique officielle

Mises ensemble, toutes les initiatives de jardins maraîchers à Montréal couvrent une surface de 25 hectares. Et les autorités locales reconnaissent pleinement la pertinence de cette agriculture intra-urbaine au point que c'est même l'une des clefs du premier plan stratégique de développement durable de la communauté montréalaise des années 2007-2008.

La Ville de Montréal considère l'agriculture urbaine comme un outil privilégié pour promouvoir la sécurité alimentaire, pro-

poser des aliments frais et sains à faible coût, contribuer au verdissement du milieu urbain, diminuer les émissions de pollution liées au transport et promouvoir des formes d'interactions sociales.

C'est notamment par son programme des jardins communautaires qu'elle vise à atteindre ces buts, en se donnant comme objectif premier le maintien des jardins existants. ■

### POUR ALLER PLUS LOIN

La revue en ligne Vertigo a publié en septembre 2010 un dossier très riche sur l'agriculture urbaine dans la francophonie : <http://vertigo.revues.org/9848>

Le réseau francophone sur l'agriculture urbaine et périurbaine : <http://agriurbain.ning.com>

Le réseau des jardins collectifs : [www.rjqc.ca](http://www.rjqc.ca)

L'École d'été sur l'agriculture urbaine : [www.agricultureurbaine2011.org](http://www.agricultureurbaine2011.org)

LRD

# Des lapins et des poules mettent de la vie en ville

Il est très facile d'élever des lapins ou des poules en ville. C'est un excellent moyen de se procurer des protéines de très bonne qualité et de lutter contre le gaspillage. Associé à un jardin potager et à un compost, cela permet de boucler les cycles et de réduire fortement les ordures ménagères. Les petits élevages urbains ont aussi d'évidentes vertus pédagogiques pour les enfants – qui les adorent – et sont de magnifiques vecteurs de lien social. Autre point positif : manger sa propre production de viande invite et incite à consommer de façon responsable.

Il y a les urbains adeptes du jardin potager. Il y a les citadins fans de l'élevage. Pour ceux qui sont prêts à s'y lancer, les intérêts sont multiples. Une première motivation, pour Pascale Waelti, qui élève depuis cinq ans des lapins, c'est de pouvoir « boucler les cycles » de la vie végétale et animale. En clair, les animaux ingèrent de grandes quantités de déchets organiques issus du jardin potager et de la cuisine et, en retour, procurent de l'engrais pour le potager... et de la viande pour la famille.

Ingénieure agronome, collaboratrice scientifique à la Haute Ecole suisse d'agronomie de Zollikofen, près de Berne, Pascale Waelti vit à Fribourg, en Suisse (35 000 habitants, capitale du canton), avec son époux microélectronicien et leurs deux enfants, Samuel (4 ans), Magalie (un an)... et quelques lapins.

Pourquoi des lapins ? « J'ai un oncle fermier qui a un gros élevage à Rüssikon, dans l'Oberland zurichois. D'où une certaine familiarité avec cet élevage. Ensuite, j'ai vécu trois ans à Sarh, au Tchad, en tant que conseillère auprès d'un réseau de paysans. Et là, il n'y a rien de plus banal que d'élever des animaux en ville. Tout le monde le fait. Et tous possèdent ou louent des champs qu'ils cultivent à l'extérieur de la ville.

» Dans la cour intérieure de notre maison, nous cultivons un potager et élevons des lapins, des poules et des cochons. Il nous plaisait beaucoup d'avoir des produits frais. Et les déchets des animaux servaient à faire le compost pour fertiliser les terres. »

Retour en Suisse, la famille Waelti s'installe en appartement en centre-ville. « J'ai tout de suite installé des lapins sur notre grand balcon. Cet animal herbivore mange beaucoup de déchets de cuisine : épluchures des fruits et légumes, pain sec, etc. Il suffit d'ajouter à ce régime de l'herbe et des « mauvaises herbes » ramassées en promenade. Et, pour les femelles allaitantes et les jeunes en croissance, un peu de céréales. »

Depuis deux ans, la famille Waelti a emménagé au Schoenberg, quartier résidentiel au nord de la cité des Zaehringen, où les maisons

et les immeubles des années 1960-1970 éparpillés sur une colline qui surplombe la ville profitent de très nombreux espaces verts.

« Nous sommes deux familles locataires qui ont la chance de bénéficier d'un grand jardin de 1000 m<sup>2</sup>, avec un potager, comme au Tchad, se félicite Pascale Waelti. Ce qui nous procure tous les fourrages nécessaires pour nourrir les lapins l'été. L'hiver, il faut acheter des fourrages en plus. Et grâce au jardin potager, je recycle tout mon fumier : le compost de déchets végétaux mélangé au fumier de lapin mûrit très vite. L'élevage complète à merveille le jardin potager. »

Un potager qui fait monter la salive. On y trouve tomates (roses de Berne, petites rouges de Bâle), courges, courgettes, arroche, salades, radis, herbes aromatiques, divers types de choux, fraises (maras des bois), framboises, mûres, cassis, mini-kiwis, raisinets (groseilles), myrtilles et pommiers, le tout bien sûr exclusivement en bio.

Comparé au travail qu'engendre un tel potager, nourrir des animaux d'élevage est un jeu d'enfant. « Cela rythme la journée, relève Pascale Waelti. Nous le faisons le soir, avec



les enfants. Nous « chassons » les lapins dans leur enclos pour qu'ils rentrent dans leur cage. Nous ramassons ensuite de quoi les nourrir et remplissons les mangeoires. » En cas d'absence ? « Les voisins nous remplacent : c'est très rapide et leurs enfants adorent ! »

### D'où vient la viande ?

Deuxième grande motivation de Pascale Waelti : l'alimentation. « Nous obtenons une viande de très grande qualité pour un prix modique, témoigne cette jeune mère de famille. C'est en outre une production locale et nous avons la garantie que les animaux ont été élevés dans de bonnes conditions, en plein air, qu'ils ont pu se promener et creuser un peu. Le lapin suisse est difficile à trouver dans le

commerce et il est cher. On trouve plutôt du lapin hongrois. Or, les lapins qui fournissent la viande importée ont le plus souvent été élevés en batterie. »

Le lapin, c'est bien connu, se reproduit beaucoup et très vite. Ce qui peut poser des problèmes de place. Un couple de lapins produit cinquante lapins par an, voire plus. Pascale Waelti limite sa production annuelle à environ vingt lapins.

Un autre facteur la pousse à limiter son élevage : si l'on veut préparer de bons civets, il faut d'abord tuer les lapins. « Je fais cela dans les règles de l'art, en suivant l'ordonnance sur la protection des animaux. Mais c'est tout de même assez pénible et j'aimerais trouver un

boucher qui accepte de prendre cette étape en charge », admet l'agronome.

Mais à petite épreuve grande vertu : « En tant que consommatrice de viande, cela me place face à ma responsabilité. Je me rends mieux compte de la valeur de la viande. Je réalise que c'est là quelque chose de très précieux, d'exceptionnel même. Derrière un morceau de viande, il y avait un être vivant. Du coup, nous achetons bien moins de viande qu'auparavant. Et si on le fait, il est rare qu'on achète de bons morceaux. On choisit plutôt de la charcuterie ou de la viande hachée. »

### Cueillir des framboises

Pascale Waelti aimerait ne pas en rester là. « J'adore la viande de canard, lâche-t-elle, et j'apprécierais aussi avoir des poules pondeuses... et des chèvres ! » Ce qui la retient ? D'abord le surcroît de travail : il faudrait engraisser les chèvres du printemps à l'automne et ensuite les abattre. Si on veut les garder l'hiver, cela devient plus compliqué. Elles sont en outre assez destructrices. Et puis, des poules, des canards et des chèvres, cela fait du bruit. Et nous sommes en ville... »

Tous les témoignages concordent cependant : les poules sont des animaux très discrets. Anna Peccoud en fait tous les jours l'expérience. Elle aussi vit en centre-ville, à Saint-Julien-en-Genevois, en France (11 000 habitants, Haute-Savoie). Avec son mari bio-informaticien et leurs deux filles, Camille (9 ans) et Alice (3 ans), cette consultante en management environnemental y élève douze poules pondeuses depuis trois ans.

Pourquoi des poules ? « Mes grands-parents avaient des poules et des lapins en ville, à Annecy, d'où je suis originaire. Les parents de mon mari ont aussi des poules, à la campagne. Il y a donc un héritage familial. Mais c'est un élevage chez des amis et un reportage à la télévision qui nous ont donné envie d'avoir le nôtre. Ce qui a pu se faire avec l'acquisition de notre maison. Auparavant, nous vivions en appartement. »

Ce qui séduit la famille Peccoud, c'est d'abord la dimension éducative de cet éle-

### Hygiène de la poule et du lapin

« Le poulailler doit être lavable, explique Anna Peccoud. Pour les petits maux, nous traitons les poules aux huiles naturelles. Nous leur appliquons un mélange de lavande et d'huiles essentielles pour lutter contre les puces et les poux, et nous plaçons du pyrèthre végétal en poudre dans la litière. Les sites internet spécialisés proposent toutes sortes d'informations en la matière.

« Les poules doivent aller dehors tous les jours. Il faut qu'elles puissent courir. Les poulaillers fermés me font mal au cœur. Le soir, elles rentrent au poulailler. Nous fermons la trappe pour éviter qu'un renard ne vienne en chiper une. Les chats et les corbeaux ne s'approchent pas d'elles. »

« Les lapins sont des animaux très actifs, précise Pas-



cale Waelti. Ils doivent donc avoir suffisamment d'espace dans la lapinière, et aussi pouvoir gambader et creuser à l'extérieur, ce que nous leur permettons de faire grâce à l'enclos que nous leur avons construit dans le jardin. Nous recouvrons l'intérieur de la lapinière d'une litière que nous changeons une fois par semaine et qui enrichit le compost du jardin.

« La nuit, nous rentrons les lapins dans leur cage pour éviter que des animaux ne les attrapent, en particulier les chats des voisins qui aiment chaparder les jeunes. En quatre ans, nous n'avons jamais eu de problème de maladie ou de parasites chez nos bêtes ni aucun décès suspect. »

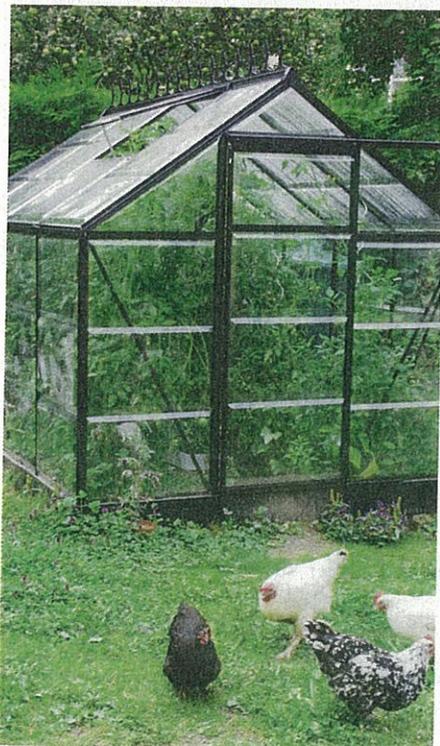
LRD

vage. « Je voulais que nos filles comprennent le lien qui relie les humains à ce qu'ils mangent, explique Anna Peccoud, leur montrer d'où vient la nourriture. Les poules pondent des œufs. Et mes filles vont les chercher en rentrant de l'école. Elles sont ravies de le faire, souvent avec leurs amis, et aussi de cueillir des framboises et des mûres qui poussent dans le jardin et des tomates qui mûrissent dans la serre. »

Pascale Waelti confirme le caractère hautement pédagogique de son élevage de lagomorphes : « Cela est très stimulant pour les enfants : lorsque je sers du lapin à table, mon fils Samuel sait très bien d'où provient ce plat. De nombreuses personnes sont choquées quand on leur dit que nous mangeons nos lapins. Samuel, en revanche, n'a pas de réaction particulière à ce sujet. Cela lui paraît naturel. »

### Facteur écologique

La famille Peccoud, elle, se contente de manger les œufs : « Nous ne mangeons pas



nos poules. Nous ne les tuons donc pas. Elles meurent naturellement. Deux sont mortes l'année dernière », raconte cette spécialiste de l'environnement qui soigne chaque parcelle de son jardin de 450 m<sup>2</sup> carrés qu'une barrière en bois sépare en deux.

La partie loisirs inclut le potager biologique, un jardin de fleurs, trois pommiers colonnaires idoines pour la ville (ils ne poussent qu'à la verticale et très lentement), une cabane en bois dans un buis pour les enfants et un coin tonnelle. Les framboisiers et les mûriers, la serre avec ses plants de tomates (noires de Crimée, cœurs de bœuf, roses rustiques, etc.) font partie du domaine des poules. Elles sont de plusieurs races : Wyandotte, Pékin lisse, Pékin frisée, Marans, Soie.

« L'esthétisme de ces petits animaux d'ornement nous paraît correspondre au milieu urbain », commente Anna Peccoud. De fait, elles sont une attraction pour des publics très différents. « Des enfants font une halte sur le chemin de l'école. Des grands-mères viennent en groupe les admirer le dimanche. Des passants s'arrêtent volontiers devant la grille d'entrée et conversent... » Bref, ces poules créent du lien avec les autres habitants de la ville.



« Elles se chargent en partie de tondre la pelouse fleurie, continue Anna Peccoud. Au grand bonheur des abeilles. Leurs fientes vont dans le compost fermé pour créer l'engrais de la serre et du jardin. Les épluchures de cuisine sont mises sur le compost ouvert. » C'est la seconde raison forte derrière cet élevage : le facteur écologique. Omnivores, les poules sont des usines à recycler une grande partie des déchets organiques.

Selon l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (Ademe), un Français jette en moyenne 7 kg par an de produits alimentaires encore emballés non entamés (Campagne nationale de caractérisation des ordures ménagères, Ademe, 2009). Ajouté aux restes de cuisine, au pain rassis et aux fruits et légumes avariés, les déchets alimentaires atteignent en France 20 kg par personne par an. Au total, les Français jettent à la poubelle environ 1 300 000 tonnes de denrées alimentaires par an. De quoi nourrir quelques poules et lapins.

Anna Peccoud témoigne : « Les gens du quartier nous donnent du pain dur et leurs aliments secs arrivés en dépassement de date. En plus de manger du pain, de tondre la pelouse et d'exploiter le compost ouvert,



## Lombricompostage à tous les étages

En l'absence de jardin, et même sans balcon, une option pour diminuer ses déchets organiques de cuisine tout en participant aux cycles de la vie est le lombricompostage. Il consiste à placer des vers composteurs dans un dispositif ad hoc, un « lombricomposteur », pour qu'ils y transforment les déchets organiques en engrais.

Cette méthode très propre – les vers adaptés à cette tâche restent dans le lombricomposteur et autorégulent leur population selon l'espace disponible – supprime les odeurs de fermentation, réduit le nombre

de sacs poubelle nécessaires pour évacuer les déchets, abaisse en proportion la taxe d'ordures ménagères à payer et, au final, produit de l'engrais.

Condition : il faut évidemment prendre soin de l'équipement afin de préserver la vie des vers, notamment éviter les viandes et trop de déchets acides. Le produit de la digestion des vers est un engrais qui ressemble à un terreau. Le lombricomposteur produit aussi le thé de vers, engrais liquide issu de l'humidité contenue dans les déchets, qui percole en se chargeant de nutri-

ments, minéraux et oligo-éléments, et qu'il faut diluer avant d'arroser ses plantes.

Pratique encore assez nouvelle (LaRevueDurable, 2006), le lombricompostage se popularise peu à peu à la faveur de la reconnaissance de sa pertinence par les pouvoirs publics. En particulier, en France, par l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (Ademe). Cofondateur en 2005 et responsable de la petite entreprise Vers la terre, basée à Pézenas, près de Béziers, dans l'Hérault, Jean-Paul Nourrit est, avec sa collègue Agnès Allart, pionnier de la diffusion du lombricompostage en France.

« Nous avons dépassé les 11 000 clients », informe Jean-Paul Nourrit. Un gros coup de pouce vient des Smictom (Syndicats mixtes de collecte et de traitement des ordures ménagères et assimilées) et des collectivités qui subventionnent l'achat de lombricomposteurs pour encourager leurs administrés à réduire leurs déchets. C'est le cas d'Angers, du Havre, de

Chambéry, d'Annecy, de Dôle, etc. Des dizaines de collectivités prouvent désormais l'usage de lombricomposteurs en France.

Revers de la médaille, avec cet essor, toutes les expériences ne sont pas positives. « Nous sommes très sensibles aux mauvais usages qui pourraient créer une contre-référence », indique Jean-Paul Nourrit. En particulier, il recommande de n'utiliser que les vers de fumier *Eisenia andrei* ou le mal nommé *Eisenia fetida*. Et surtout pas l'espèce proche *Eisenia hortensis* (ou *Dendrobena veneta*), très appréciée des pêcheurs, mais qui composte moins bien et tend à fuguer...

Encore peu pratiqué en Suisse, le lombricompostage devrait bientôt faire des adeptes. Notamment parce qu'à l'instar de nombreuses collectivités françaises, l'Agenda 21 de la Ville de Vevey vient d'instaurer une subvention de 50 francs pour tout Veveysan ou entreprise établie sur la commune qui achèterait un lombricomposteur.

LRD

les poules grattent le sol et capturent des insectes volants. Cela ne suffit toutefois pas. Nous leur donnons en plus des céréales : pois, blé, daris, peu de maïs. On commence à trouver des céréales bio pour les poules. Nous sommes très à cheval sur la traçabilité. »

Tout comme Pascale Waelti, Anna Pecoud s'inquiétait des voisins. « Même sans coq, nous avions peur des plaintes à la mairie. » A tort : « En trois ans, il n'y en a pas eu une seule. Une poule chante en moyenne deux minutes après chaque ponte. Multiplié par six œufs, cela fait douze minutes de chant par jour. Mais cela ne commence pas avant 9h-9h30 du matin. Et comme les poules vont dans le poulailler pour pondre, cela atténue leur chant. En outre, les voisins ont du double vitrage. »

## Surproduction

Mieux : les poules sont de formidables vecteurs de lien social. Surtout lorsqu'on en a un peu trop ! « Nos poules pondent moins qu'une grande poule rousse – un œuf par jour en moyenne –, mais notre production excède tout de même largement notre autoconsommation. Nous comptons nous limiter à quatre ou cinq poules, pas grimper jusqu'à douze ! Mais nous nous sommes laissés attendrir : elles sont petites, très mignonnes.

» En général, nous récupérons quatre à cinq œufs par jour. En saison de ponte, de janvier à Pâques, cela monte jusqu'à dix œufs par jour. Petits et de toutes tailles, ils pèsent de 35g à 60g. Cette diversité inhabituelle fait d'ailleurs beaucoup rire les enfants.

» Du coup, nous échangeons des œufs contre des prunes et des cerises dans notre voisinage. Et surtout, nous donnons le surplus à la famille et aux voisins, une fois les uns, une fois les autres. Lorsque nous nous absentons, une voisine est ravie de les nourrir... et de récupérer les œufs. Il faut leur donner de l'eau et des céréales une fois par jour. Et changer la paille de temps en temps. C'est très facile. »

Pour créer du lien social, les lapins n'ont rien à envier aux poules : « Je place beaucoup de lapins « en pension » chez des amis, notamment pour des questions de place, raconte Pascale Waelti. Leurs enfants – comme tous les enfants ! – adorent la compagnie des petits lapins. Ils les engraisent pendant un temps, puis je les récupère avant de les abattre.



En tout, je les engraisse quatre à six mois, ce qui est peu intensif.

» J'ai aussi fourni des lapins à une personne qui a commencé un élevage du côté de Neuchâtel. Elle m'en a ensuite rendu quelques-uns. Et j'en ai donné à d'autres. » C'est ainsi que la famille Waelti mange environ la moitié de sa production. Et distribue l'autre moitié notamment à ceux qui ont nourri des lapins « en pension » chez eux.

### Roboratif

En ville ou à la campagne, un regain d'intérêt pour les petits élevages se manifeste depuis deux-trois ans. C'est le constat de Jean-Claude Periquet, auteur de nombreux ouvrages sur les poules, les faisans, les lapins, etc., qui préside la Fédération française des associations d'éleveurs de gallinacés et de palmipèdes. Cette fédération regroupe les associations d'éleveurs amateurs et familiaux, qui soignent des espèces rares et d'ornement (poules, canards, pintades, oies, dindes, faisans) et les présentent à des expositions.

Depuis son village de Grincey, près de Verdun, dans la Meuse – « 63 habitants quand tout le monde est là ! » –, Jean-Claude Periquet identifie trois causes à ce phénomène : « Une volonté de retour à la terre, l'obten-

tion de quelques œufs à manger dont la provenance est connue, et le fait que ce sont des animaux familiers beaucoup moins contraignants qu'un chat ou un chien. »

Il est impossible de quantifier cet essor, mais deux indices permettent à Jean-Claude Periquet d'en sentir les effets : le nombre de journalistes qui l'appellent à ce sujet et les demandes plus fréquentes de renseignements pour savoir comment acquérir des poules.

Reste que tout le monde n'a pas la chance d'avoir un grand jardin, surtout en centre-ville. Et s'il est à douter que l'aspiration à la cuniculture, à l'élevage de poules ou à tout

autre élevage de gallinacé ou de palmipède gagne tout un chacun, il y a tout de même une raison de plus de s'y intéresser de près : la pression fiscale pour réduire le poids des sacs poubelle qui va, notamment en France, s'exercer avec l'application de la loi Grenelle.

Cette loi a notamment pour objectif de réduire de 7 % la production de déchets ménagers par habitant d'ici 2014 et d'atteindre un taux de recyclage de déchets organiques de 35 % en 2012, de 45 % en 2015. Pour que ces nobles intentions légales ne restent pas au stade des vœux pieux, la piste la plus fiable est la sobriété dans ses achats quotidiens, un

changement de mentalité dans la population. Mais l'expérience prouve aussi que lapins, poules et quelques autres animaux sont sur les rangs pour aider à faire respecter la loi.

En Belgique, à Mouscron (province du Hainaut, 54 000 habitants), les autorités communales l'ont bien compris et ont pris les devants : elles offrent aux foyers volontaires un couple de poules pondeuses prêtes à faire un sort aux déchets organiques. Pour recevoir ce cadeau, les Mouscronnois candidats doivent suivre une formation sur l'élevage des poules et s'engager à « ne pas manger les poules avant deux ans, à ne pas les céder à des tiers et à autoriser la ville à effectuer des contrôles ».

C'est bien la moindre des choses, mais qui sera assez stupide pour vouloir se débarrasser d'un animal qui transmute une partie de ses rebuts en délicieux et roboratifs œufs frais ? ■

Les poules  
sont des usines  
à recycler

### BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *Le compostage dans tous ses états*, LA REVUE DURABLE n° 22, octobre-novembre 2006, p. 49.

### POUR ALLER PLUS LOIN

Sur le lombricompostage : [www.verslaterre.fr](http://www.verslaterre.fr)

# Genève et Lille tissent la ville agricole

52

Pour une bonne partie de la biodiversité, la ville et ses abords constituent souvent un mur infranchissable. Impossible d'y pénétrer. Aussi les agglomérations lilloises et genevoises travaillent-elles sur une parade : elles tissent de grandes rocadés de contournement pour la nature. Avec l'aide précieuse des agriculteurs, elles mettent en place des réseaux d'espaces naturels et cultivés : faune et flore, qualité des sols et de l'eau, paysages et loisirs pour les urbains sont les grands gagnants de ces opérations de régénération des campagnes périurbaines.

Depuis les années 1990, des programmes de connectivité paysagère et écologique apparaissent dans les régions urbaines d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Valence, Lisbonne, Barcelone, Vienne, l'Île-de-France, Montpellier, Lille, Genève, Ottawa et Montréal ont engagé une telle démarche. Lille et Genève affichent en outre la particularité d'intégrer les agriculteurs périurbains pour construire ces projets de territoire qui tissent de nouveaux liens entre la ville et la campagne.

Une variété de dispositifs (nationaux et cantonaux à Genève, de la communauté urbaine à Lille) ont établi une nouvelle manière de gérer les périphéries urbaines grâce à une gouvernance territoriale démocratique qui décline les principes de connectivité paysagère, de l'écologie du paysage, de l'architect-

ture du paysage et de l'écologie urbaine. Dans les deux cas, ces démarches écopaysagères sont parties d'une alliance entre les partis vert et socialiste.

## Conte de deux cités

Le minéral a longtemps dominé la ville de Lille, héritière d'une forte activité industrielle. A la fin des années 1980, avec 15 m<sup>2</sup> d'espaces verts par habitant, c'est l'une des villes les moins vertes de France. Friches industrielles et canaux en déshérence ternissent son image. Cette situation devient une faiblesse lors de la création d'Eurallille, grand projet de transformation de la ville qui doit profiter de la mise en service du tunnel sous la Manche et de la nouvelle ligne de TGV que dessert la capitale du Nord-Pas-de-Calais.

Sous l'égide de Pierre Mauroy, qui préside la communauté urbaine et est maire de Lille à l'époque, est créé, en 2002, le Syndicat mixte Espace naturel Lille Métropole. Son mandat : déployer, à l'horizon 2015, un projet cohérent de préservation des milieux naturels et agricoles autour de la métropole. Il s'agit de changer l'identité lilloise, de sortir du seul minéral, d'y intégrer des espaces verts.

En 2011, l'Espace naturel Lille Métropole assure la gestion et la mise en valeur de plus de 1200 hectares d'espaces verts. Il réunit dans une entité commune tous les sites naturels et tous les espaces ruraux à conserver dans quarante des 85 communes qu'inclut la communauté urbaine. Sur 350 hectares au sud de l'agglomération, le parc de la Deûle est l'une des quatre zones géographiques qui composent cette ceinture verte. Les trois autres sont le Val de Lys-Basse Deûle au nord et au nord-ouest, le canal de Roubaix-la Marque Urbaine au nord-est, et le Val de Marque-la Chaîne des lacs à l'est et au sud-est.

Quelques années plus tôt, une opération similaire a démarré à Genève : réhabiliter et tisser un réseau qui renforce la connectivité écologique et paysagère entre les derniers espaces forestiers, agricoles et naturels du canton. Haies, vergers, prairies et jachères forge-

ront l'armature de ces voies vertes. Un réseau agroenvironnemental baptisé Colver voit le jour en 1999 dans la région de Collex-Bossey-Versoix, sur la rive nord du Léman. A ce jour, cinq réseaux de ce type, aux objectifs variables, ont vu le jour : Colver, Trois Nants, Compsières, Bernex et Champagne.

La renaturation des rivières et les réseaux agroenvironnementaux genevois sont la déclinaison locale des politiques fédérales sur le paysage, la protection de la biodiversité, la qualité de l'eau et la désintensification de l'agriculture. Paysans, paysagistes, biologistes et agronomes ont combiné tous ces éléments pour recouvrer, dans le périmètre de Colver, une riche tradition paysagère et les écosystèmes sous-jacents que deux siècles d'urbanisation et d'agriculture intensive ont durement éprouvés.

## Pression humaine

L'enjeu de la qualité de l'eau est commun aux deux agglomérations. Le parc de la Deûle abrite des captages d'eau qui fournissent 30 % des réserves de la métropole. De la bonne gestion des sols (auparavant pollués) dépend la bonne qualité de l'eau.

A Genève, des aménagements et l'urbanisation du bassin du Léman menacent tous les cours d'eau. Cette situation amène les autorités cantonales compétentes à s'accorder sur un ambitieux plan de renaturation des rivières. De 1998 à 2008, 15 kilomètres de cours d'eau et de rives sont rendus à la nature, 14 hectares de zones humides ou de plans d'eau sont reconstitués, 100 hectares de milieux naturels sont réhabilités. Coût : 45 millions de francs (37 millions d'euros).

Mais avec sa petite taille (289 km<sup>2</sup>) et la condition transfrontalière d'une population de 770 000 habitants, la forte pression humaine sur les ressources naturelles préoccupe beaucoup les autorités genevoises. La campagne est très fréquentée : lors des week-ends estivaux, près de 150 000 personnes y pratiquent une quarantaine d'activités. A Lille, la

*L'afflux de promoteurs stimule la vente directe*

\* Carolina Solar est architecte et soutiendra en 2011 une thèse à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles, en France, sur la connectivité paysagère.



A gauche, prairie du bassin de la Versoix, Genève ; à droite, parc de la Deûle, Lille

surface de la région urbaine est trois fois plus grande, soit 870 km<sup>2</sup>, pour une population, en proportion moins importante, de 1,2 million d'habitants.

## Deux réseaux en chiffres

Au début du projet, sur un total de 25 hectares, le réseau Colver repose sur la création de 69 surfaces de compensation écologique, c'est-à-dire de milieux semi-naturels diversifiés qui recréent les éléments traditionnels du paysage de la région. Aujourd'hui, il subsiste de cet effort de reconquête 33 prairies qui couvrent 13,4 hectares, trois jachères qui occupent 0,6 hectares et quinze haies qui représentent 2,5 hectares. Soit, au total, 16,5 hectares de milieux pains bénits pour la biodiversité (LaRevueDurable, 2010a) qui donnent droit à des subventions fédérales.

Ces aménagements relient 1200 hectares de surfaces boisées qui protègent le bassin versant de la Versoix. Le tout est arpenté d'itinéraires qui combinent randonnée, vélo et cheval.

Au parc de la Deûle, 24 millions d'euros ont été investis depuis 2004 : 65 000 arbres ont été plantés, 40 km de chemins piétonniers

restaurés ou créés. Sur la commune de Wavrin, la Tortue a retrouvé des allures de rivière vivante sur plus de huit kilomètres. Cent vingt hectares de champs, pâtures et bois y ont été restaurés. Sur le territoire de Santes, 150 hectares ont fait l'objet de travaux considérables : création d'étangs et de pâturages pour chevaux rustiques, plantation de plus de 16 000 arbres.

## Agriculture périurbaine

Environ vingt agriculteurs participent à la réintégration et à la connectivité des formes paysagères vernaculaires du réseau Colver. Ce sont les mêmes qui, en 1999, ont sollicité le bureau de conseil In situ Vivo pour les aider à matérialiser des « prestations écologiques requises » afin de bénéficier des paiements que prévoit la législation agricole qui venait alors d'entrer en vigueur. Le projet a séduit et vite trouvé des bailleurs. Il a inspiré, en 2001, un deuxième réseau agroenvironnemental, celui des Trois Nants, à Meinier, sur la rive sud du Léman.

Pour retrouver les éléments traditionnels du paysage, In situ Vivo est remonté dans le temps. Données archéologiques, cartes, plans

cadastraux, baux, dessins, gravures, peintures : les sources qui décrivent le paysage et les pratiques d'antan sont abondantes. Parmi les plus précieux témoignages du passé paysager, le plan de Céligny, dressé en 1544, révèle l'extrême densité du bocage. Une telle source est très utile pour identifier des paysages vernaculaires à même de briguer des prestations écologiques requises.

Quelques toiles dont *Lac Léman vu de Saint-Prex* (1901), du peintre bernois Ferdinand Hodler (1853-1918), et *Le Faucheur* (1886), d'un peintre inconnu, illustrent la beauté passée des prairies typiques de la région. *La Bergère sous les pommiers* (1896), d'Eugène Burnand (1850-1921), rend compte de la magie et des splendeurs des chemins de campagne à l'ombre des haies.

Colver est aussi l'occasion pour les paysans de trouver un terrain d'entente avec l'Association des cavaliers de Versoix. Finis les conflits d'usage : d'un commun accord, de nouveaux itinéraires sont définis et des contrats de rémunération pour les paysans signés. L'afflux de cavaliers, de cyclistes et de promeneurs stimule en prime la vente directe en appui à la vocation productive de

cette région périurbaine très réputée pour ses pommes et ses poires.

### Chartes des fermes

Sur les 1200 hectares que gère l'Espace naturel Lille Métropole, vingt-trois agriculteurs accueillent le public : sept sur le parc de la Deûle, douze dans le Val de Lys, quatre dans le Val de Marque. A Lille, la Chambre d'agriculture du Nord est l'interlocuteur de la métropole pour concevoir un dispositif original : le circuit des fermes.

Les agriculteurs qui signent la Charte du circuit des fermes s'engagent à se conformer à sa charte paysagère. Ce qui signifie essentiellement maintenir et développer les espèces et les paysages caractéristiques de la région – autrement dit, la biodiversité (LaRevueDurable, 2010b) – et embellir leurs exploitations afin d'améliorer le – leur – cadre de vie.

En échange, ces agriculteurs profitent des retombées de la communication officielle de la communauté urbaine pour faire connaître leur offre d'accueil à la ferme, les projets de fermes pédagogiques, de vente directe ou de cueillette. Ils reçoivent aussi des plantes indigènes pour aménager des formes paysagères

agroenvironnementales : haies, vergers et alignements d'arbres fruitiers. Ils sont en outre rétribués pour les entretenir dans leur périmètre.

### La ville, organisme vivant

Les réseaux agroenvironnementaux genevois et les espaces naturels de Lille Métropole sont d'excellents exemples de territoires ruraux multifonctionnels qui améliorent la gestion de la nature et la durabilité des activités agricoles périurbaines tout en créant de nouveaux espaces publics particulièrement bienfaiteurs.

Lille et Genève concrétisent ainsi une nouvelle vision urbaine : la ville n'est plus un concentré de béton déconnecté du reste, elle forme un tout avec les territoires adjacents : c'est un organisme vivant qui dépend des ressources naturelles et des espaces agricoles qui l'entourent. La ville et ses trames vertes et bleues constituent un ensemble écologique et paysager cohérent et solidaire. ■

### BIBLIOGRAPHIE

LA REVUE DURABLE. *La perdrix grise, symbole d'une riche biodiversité en milieu agricole*, LaRevueDurable n° 39, septembre-octobre 2010a, pp. 31-36

LA REVUE DURABLE. *Eloge de la biodiversité commune*, LaRevueDurable n° 33, 39, septembre-octobre 2010b, pp. 14-58.

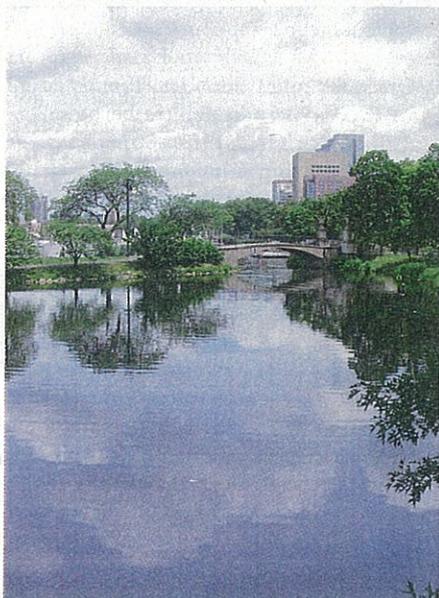
### POUR ALLER PLUS LOIN

SOLAR C. *Principes théoriques et tendances politiques de la connectivité paysagère*, Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles, Thèse de doctorat, 2011.

BISCHOFBERGER Y, VIOLLIER-SCHAERRER S. *Colver. Dessin d'un paysage*, Editions Suzanne Hurter, Genève, 2006.

L'espace naturel Lille Métropole : [www.enm-lille.fr](http://www.enm-lille.fr)

Les cinq réseaux agroenvironnementaux de Genève : <http://etat.geneve.ch/dt/nature/accueil.html>



### Aux origines de la connectivité paysagère

Que serait New York sans Central Park ? Cette tache verte de 341 hectares au milieu d'un océan de béton rend certainement cette ville un peu plus vivable. Un peu plus humaine. Son concepteur, Frederick Law Olmsted (1822-1903), est un précurseur en matière d'intégration de promenades, d'espaces naturels (bords de rivières, marais et bois) et publics (parcs, places) dans l'armature de la ville. L'invention de la notion de « parkway », qui relie la ville à son territoire via la continuité paysagère d'Olmsted donne lieu à

une pensée qui renoue les liens entre ville et campagne.

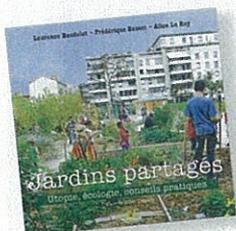
C'est à Boston qu'Olmsted signe son chef-d'œuvre : l'Emerald Necklace y relie cinq parcs urbains comme cinq émeraudes sur un collier. Les écologues du paysage le considèrent comme une réussite exemplaire de corridor biologique urbain. Grâce à ses talents de paysagiste, Olmsted a transformé une zone peu accueillante en parcours au long d'un cours d'eau et en réserve d'eau pour la consommation de la ville.

Les aménagements paysagers de l'Emerald Necklace, qui combinent des objectifs de qualité de l'eau aux demandes d'une société en plein essor industriel au XIX<sup>e</sup> siècle, reviennent dans les politiques d'aménagement durable du territoire. Sur le plan social, le but principal est de créer des espaces ouverts aménagés et mis en réseau, où tout le monde peut s'y détendre tout en protégeant la nature et le paysage régional.

CS

# Guide sur l'agriculture urbaine

## A AJOUTER À SA BIBLIOTHÈQUE



### Eden sur Seine

*Jardins partagés* respire la vie. Celle des plantes qui s'enracinent dans des jardins aux noms poétiques : potager aux oiseaux, Leroy Sème, charmante petite campagne urbaine, le jardin des soupirs. Celle des jardiniers, de tous âges et origines, qui s'y épanouissent. Ses trois auteures ont fréquenté les jardins partagés partout dans l'Hexagone. Elles s'efforcent surtout de révéler leur potentiel social.

Un jardin accueille ici des personnes en difficulté, là les enfants d'une crèche pour leur goûter. Tout un quartier se mobilise pour commencer un jardin. D'autres se partagent ses fruits sous la forme d'une soupe collective. Un jardinier laisse libre cours à son inventivité avec une « horloge florale » dont les fleurs s'ouvrent à différentes heures de la journée. Des sculpteurs ou des musiciens égayent eux aussi les jardins.

Magnifique ouvrage qui mêle technique et gestion – comment trouver un terrain, solliciter les pouvoirs publics, faire le compost, etc. – et histoires et témoignages sur la richesse humaine de ces lieux.

LAURENCE BAUDELET, FRÉDÉRIQUE BASSET, ALICE LE ROY. *Jardins partagés*, Mens, Editions Terre vivante, 2008.



### Conversations avec mon jardinier

La collection Conversations écologiques de la jeune maison d'édition Rue de l'Echiquier consacre plusieurs titres aux jardins. Des livres courts et efficaces qui font parler des personnalités pivots du jardinage engagé en France.

Paysagiste, Sylvie Cachin décrit dans *Je jardine ma ville* l'expérience de plusieurs communes du Val-d'Oise, au nord-ouest

de Paris, qui ont sollicité leurs citoyens pour fleurir les espaces publics. Discussions publiques, conseils personnalisés pour concevoir les massifs de fleurs, commandes de plants. Et puis, le jour J, des dizaines d'habitants plantent trottoirs et bords de routes. Modeste et pourtant essentielle contribution à la réappropriation de l'espace commun.

ECHANGE AVEC SYLVIE CACHIN. *Je jardine ma ville*, Paris, Rue de l'Echiquier, 2011.



Jeune agronome bordelais, Eric Prédine rêve de lancer et d'animer des jardins d'autosuffisance en Afrique. Au chômage comme lui, des amis lui rétorquent : « Pourquoi aller si loin quand il y a tant de boulot ici ? » Un an plus tard, il réunit une petite équipe et s'installe sur une exploitation agricole pour pratiquer l'autosuffisance et démarcher en parallèle des habitants des cités bordelaises.

De cet élan naît, en 1987, le premier jardin collectif au Grand Parc de Bordeaux. Depuis, avec son bureau Salu Terre, Eric Prédine ne cesse, via des jardins partagés, familiaux et pour personnes handicapées, de planter les graines du jardinage social, de semer solidarité et coopération. Dans *Des jardins en partage*, il raconte vingt-cinq ans d'aventures du jardinage collectif en France.

ECHANGE AVEC ERIC PRÉDINE. *Des jardins en partage*, Paris, Rue de l'Echiquier, 2009.



### Horizons alimentaires

Pour donner une idée du bouillonnement d'initiatives originales de jardinage et d'agriculture à vocation sociale, l'association toulousaine Bleue comme une orange a produit le DVD *Horizons alimentaires*. Il documente cinq expériences de relocalisation et d'économie solidaire autour de l'alimentation : l'espace test agricole, les jardins parta-

gés, l'atelier cuisine, la restauration collective biologique et locale et le compostage collectif de proximité. Excellent support pour essayer ces pratiques.

Disponible en ligne :

[www.bleuecommeuneorange.org](http://www.bleuecommeuneorange.org)

## PETITE TYPOLOGIE DES JARDINS POTAGERS

### Jardins partagés

Un jardin partagé est un ensemble de parcelles individuelles que des jardiniers gèrent de façon collective. Pour lancer un tel jardin ou en rejoindre un, la meilleure adresse est le réseau Le jardin dans tous ses états. Il regroupe une dizaine de structures régionales – dont Salu Terre en Aquitaine, Le passe-jardins en Rhône-Alpes, le Chênelet dans le Nord-Pas-de-Calais et Graine de Jardins en Ile-de-France – qui accompagnent et soutiennent les porteurs de projet de jardins partagés dans une démarche participative.

Ce réseau anime des ateliers pédagogiques autour du jardin, propose des formations au jardinage écologique et des événements conviviaux, et met à disposition des outils de jardin et des ouvrages sur le jardinage.

<http://jardins-partages.org>

En Suisse romande, le jardin partagé est appelé « potager urbain ». A l'initiative de l'association Equiterre, un premier potager est sorti de terre au Grand-Saconnex en mai 2011. Un deuxième est en préparation dans la même commune pour le printemps 2012. D'autres devraient éclore, toujours dans le canton de Genève, à Thônex et à Meyrin en 2012.

A Lausanne, la Ville promeut des potagers partagés en bas des immeubles appelés « plantages ». Il en existe huit et le Service des espaces verts en prépare cinq autres. Pour qu'ils se multiplient, la Ville offre conseils techniques, premier labour, mise à disposition d'un règlement aux propriétaires, gérances et coopératives d'habitation qui souhaitent le reprendre à leur compte.

[www.potagersurbains.ch](http://www.potagersurbains.ch)



Jardin collectif à Rosemont, Montréal

Estimé Bérubé le mer / www.rjq.ca

### Jardins familiaux

Apparus à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les jardins ouvriers ont pour mission d'améliorer les conditions de vie des ouvriers en leur procurant équilibre social et autosubsistance alimentaire. Ces jardins sont divisés en parcelles louées aux jardiniers qui en bénéficient de manière individuelle. Après la Seconde Guerre mondiale, les jardins ouvriers sont renommés familiaux.

Pour s'inscrire sur la liste d'attente – souvent longue de plusieurs années – d'un jardin familial, le plus simple est de s'adresser directement à l'association qui le gère. En Suisse romande, les coordonnées de ces associations sont faciles à trouver sur les sites internet des communes.

En France, la bonne adresse pour lancer un jardin, en réhabiliter un, déléguer sa gestion ou trouver une place dans un jardin familial en Ile-de-France est la Fédération nationale des jardins familiaux et collectifs.

[www.jardins-familiaux.asso.fr](http://www.jardins-familiaux.asso.fr)

La Fédération suisse des jardins familiaux regroupe une cinquantaine d'associations, dont la grande majorité en Suisse allemande. Elle défend les terrains toujours menacés par l'urbanisation et aide les jardiniers membres à pratiquer un jardinage écologique.

[www.jardins-familiaux.ch](http://www.jardins-familiaux.ch)

### Jardins d'insertion

Un jardin d'insertion favorise la réintégration de personnes en situation d'exclusion ou en difficulté sociale ou professionnelle. Le Collectif des jardins d'insertion en Ile-de-France fédère la Fnars Ile-de-France (150 associations qui agissent pour l'inclusion sociale), le Chantier-Ecole Ile-de-France (45 associations à vocation pédagogique), Graine de jardins et le réseau Cocagne. Il propose un annuaire de ces jardins.

Cet annuaire distingue les jardins d'insertion par l'activité économique des jardins d'insertion sociale et identifie quelques autres

modalités d'insertion par le jardinage.

<http://insertion.jardinons-ensemble.org>

### Jardins d'insertion par l'activité économique

Un jardin d'insertion par l'activité économique est un jardin collectif aménagé en exploitation agricole qui accueille des demandeurs d'emploi. Ces personnes sont salariées de l'association et titulaires d'un contrat de travail de type « contrats aidés ». Des professionnels encadrent la production dans ces structures dont la production maraîchère ou horticole est aux normes agrobiologiques ou naturelles. Les fruits et légumes sont vendus dans des paniers ou donnés à des associations caritatives.

### Jardins d'insertion sociale

Un jardin d'insertion sociale est un jardin collectif support d'ateliers de remobilisation qu'animent une association, une collectivité

Nous cherchons un informaticien qui puisse également s'occuper du potager à mi-temps...



ou un établissement public. Les personnes accompagnées dans ces jardins ne sont pas rémunérées. Du personnel salarié ou bénévole les encadre et leur propose un suivi individualisé. Les participants consomment les fruits et légumes et/ou les donnent. Un tel jardin rompt l'isolement, favorise l'activité physique, renforce l'estime de soi, aide à se resocialiser.

### Et encore...

Des établissements et services médico-sociaux d'aide par un travail ayant une composante agricole sont destinés à des personnes ayant un handicap.

Certains groupes de jardins familiaux offrent des parcelles à des personnes en difficulté, voire exclues et leur demandent de payer une cotisation réduite.

Des chantiers de formation ou éducatifs qui accueillent et accompagnent des personnes en difficulté : jeunes, publics sous main de justice, personnes bénéficiant d'un suivi éducatif. Ils apportent un encadrement technique à ces personnes qui ont un autre statut que celui de salarié.

### Programme autoproduction et développement social (Pades)

« Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson. » Ce vieux proverbe inspire l'association Programme autoproduction et développement social (Pades) pour apporter une aide technique et sociale à des personnes défavorisées, leur apprendre à réhabiliter elles-mêmes leur logement, préparer un repas, fabriquer un meuble ou un vêtement, cultiver des légumes. Au fil de ses actions, le Pades a acquis un énorme savoir-faire et une riche documentation sur le rôle social et économique des jardins familiaux.

[www.padesautoproduction.net](http://www.padesautoproduction.net)

### Jardins éducatifs

Les jardins éducatifs ou pédagogiques sensibilisent les citoyens à l'environnement, l'alimentation, l'art, la culture, les sciences. Ils favorisent aussi les rapports sociaux par l'apprentissage et la pratique du jardinage.

L'association Graine Ile-de-France partage ses expériences et conseils dans le guide *Jardiner avec les enfants* à l'intention des enseignants, animateurs et toute personne désireuse de faire découvrir la nature aux enfants grâce à un jardin pédagogique.

[www.graine-idf.org](http://www.graine-idf.org)

L'association canadienne Des jardins sur les toits met en ligne le guide pédagogique *Des racines autour du monde*. Il présente une série d'activités éducatives pratiques, critiques et créatives pour aborder l'agriculture urbaine à l'école primaire. Le fin du fin consiste à impliquer l'école dans un jardin pédagogique.

[http://rooftopgardens.ca/files/racines\\_FR\\_final\\_web.pdf](http://rooftopgardens.ca/files/racines_FR_final_web.pdf)

### Jardins nomades ou éphémères

Un jardin nomade ou éphémère met à profit de manière temporaire des surfaces desti-

nées à la construction, les places publiques qui accueillent des événements, les terrains au sol contaminé ou encore les toits, terrasses, balcons, espaces qui bénéficient souvent d'un grand ensoleillement. Un tel jardin prend forme grâce au mariage entre culture hydroponique, permaculture et agriculture biologique dans des bacs à réserve d'eau, des bouteilles en pet ou des caisses à pain.

A Lyon, l'association Brin d'Guill en fait sa spécialité.

[www.brindguill.org](http://www.brindguill.org)

Le passe-jardin va bientôt lancer un autre jardin éphémère, le P'tit à Oullins.

[www.lepassejardins.fr](http://www.lepassejardins.fr)

Dimanche 17 avril 2011, lors de la Journée internationale des luttes paysannes, 200 personnes ont investi, à l'instigation de la Plateforme pour une agriculture socialement durable, le Champ des filles, friche de trois hectares dans le canton de Genève, pour y installer des jardins potagers. Un accord pour laisser ce potager s'épanouir en attendant l'arrivée des bulldozers est en négociation. La plateforme milite en outre pour interdire

l'importation de denrées alimentaires hors saison et dans de mauvaises conditions sociales. Et il combat l'implication d'entreprises suisses dans l'accaparement des terres.

[www.agrisodu.ch](http://www.agrisodu.ch)

### Gilles Clément

Jardinier, paysagiste, botaniste, entomologiste et écrivain, Gilles Clément est une source d'inspiration pour le mouvement des jardins partagés et pour beaucoup de jardiniers engagés en France. Il est l'auteur de plusieurs idées qui ont marqué les acteurs du paysage depuis quelques années, dont le jardin planétaire, le jardin en mouvement et le jardin de résistance. Son travail mêle passion de la nature et de la biodiversité, amour des gens de toutes origines et souci de la planète. Pour suivre l'actualité de ses interventions et publications :

[www.gillesclement.com](http://www.gillesclement.com)

### FLORILÈGE

#### A grands coups de fleurs

Tout à la fois activistes qui rêvent d'une ville submergée de fleurs, opposants à la banalisation des paysages urbains et citoyens qui croient à l'action collective par le travail de la terre, les guérilleros du jardin sillonnent la ville à l'affût de friches, de terrains vagues pour les cultiver. Ils marchent dans les pas de *L'homme qui plantait des arbres* qu'imagina Jean Giono en 1953. Et s'inspirent du mouvement « Guerrilla Gardening » qu'initia l'artiste Liz Christy en 1973, à New York, en jetant dans son quartier autant de couleurs que sur ses toiles.

Depuis peu, des groupes de Guerrilla Gardening travaillent en France à la végétalisation de Blois, Lille, Lyon, Grenoble, Paris, Toulouse et de villes de Bretagne.

[www.guerilla-gardening-france.fr](http://www.guerilla-gardening-france.fr)

Le mouvement n'a pas encore atteint les reliefs de la Suisse. Mais on trouve dans les épiceries bio des « Seeds Bombs », graines à lancer sur les espaces délaissés.

#### Ruches urbaines

Le contexte urbain recèle assez de nectars et de pollens pour qu'on puisse installer des ruches sur les toits, les terrasses ou les espaces verts. Dans les campagnes, les abeilles ont la vie très dure. En ville, par contraste, l'absence d'insecticides et une grande diversité florale en font des lieux hautement pertinents pour leur bon développement.

L'Union nationale de l'apiculture française aide collectivités publiques et entreprises privées à installer des ruches sur leurs édifices.

[www.abeillesentinelles.net](http://www.abeillesentinelles.net)

Le programme européen Urbanbees vise à maintenir, voire augmenter la diversité et l'abondance des abeilles sauvages en milieu urbain. Un guide de gestion, à destination des autorités publiques et des habitants, propose différentes actions qui favorisent la présence des abeilles sauvages et pour entretenir les espaces fleuris.

[www.urbanbees.eu](http://www.urbanbees.eu)

#### Composts collectifs urbains

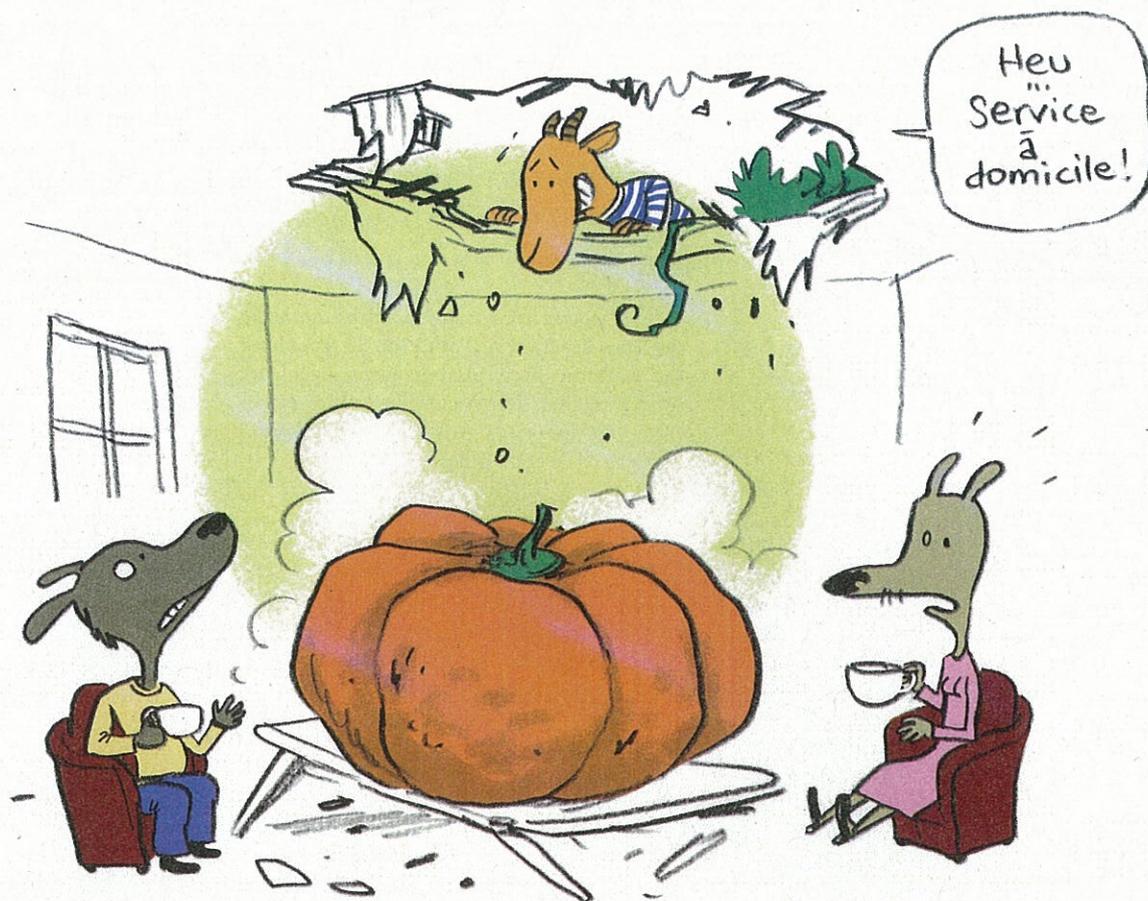
Les composts collectifs transforment les déchets organiques de cuisine et de jardin en humus dans des conditions contrôlées et par des processus naturels.

« Nos épluchures ne sont pas des ordures ! » C'est le mot d'ordre de l'association Les composteurs, qui promeut le compostage dans le Grand Lyon. Composts de quartier ou d'immeuble et lombricomposts collectifs : l'offre est large pour boucler les cycles en ville.

<http://lescompostiers.org>

Après avoir initié et mis en œuvre voilà quelques années l'un des premiers com-





posts collectifs en pied d'immeuble à Paris, le consultant et formateur Jean-Jacques Fasquel propose désormais aux collectivités, bailleurs, associations de locataires, syndicats et jardins partagés une formation et un accompagnement dans la mise en place de compostages collectifs urbains.

<http://compostproximite.blogspot.com>

### **Panier plein à Grenoble**

Jardins partagés, composts collectifs, vergers urbains, microjardins de trottoir, ruches et poulaillers urbains. Tout y est. L'association Brin d'Grelinette met en avant toutes les formes d'agriculture urbaine à Grenoble pour que chacun puisse retrouver ses liens avec la terre nourricière.

<http://brindgre.org>

### **Circuits courts**

On n'explique plus ce qu'est l'agriculture contractuelle en Suisse ni les Amaps en France. Cependant, il reste encore souvent des places dans les associations ou les coopératives d'agriculture de proximité. Et si l'Amap ou la coopérative locale est pleine, une bonne idée est d'en lancer une nouvelle. Pour rejoindre ce mouvement social ou comprendre comment monter une nouvelle initiative :

En France :  
<http://miramap.org>  
ou [www.reseaucocagne.asso.fr](http://www.reseaucocagne.asso.fr)  
En Suisse :  
[www.acpch.ch](http://www.acpch.ch)

En Bretagne, il est désormais possible de connaître toute l'offre en producteurs, artisans ou restaurateurs de qualité qui travaillent avec les produits locaux grâce à la société Ma planète alimentaire. En plus de recenser ces professionnels, elle les accompagne pour les aider à perfectionner leur savoir-faire en circuits courts.

[www.maplanetealimentaire.fr](http://www.maplanetealimentaire.fr)

### **Rats des villes, souris de campagne**

Chaque année, près de 2500 jeunes de 16 à 25 ans font un stage Agriviva. Ils partagent pendant un temps le quotidien d'une famille paysanne et participent aux travaux de son exploitation. L'association établit des ponts entre la ville et la campagne, les urbains et les ruraux. Et rapproche Alémaniques et Romands avec un programme de stages linguistiques à la ferme.

[www.agriviva.ch](http://www.agriviva.ch)

### **ERRATUM**

Une fausse manœuvre en page 65 du numéro 42 de *LaRevueDurable* a conduit à réimprimer un paragraphe entier issu du numéro 41. Sous l'intertitre *Les limites du jus de fruits*, il fallait lire :

« Son aspect naturel et plein de vitamines est trompeur. Le jus de fruits n'est pas toujours la meilleure alternative aux sodas. Les fruits qui servent à les fabriquer viennent de loin et sont souvent cultivés et cueillis dans des conditions sociales et écologiques peu reluisantes.

Point de vue santé, un verre de jus de fruits (ou de légumes, d'ailleurs) est à l'évidence plus intéressant qu'un verre de soda sur le plan nutritionnel, mais pas autant qu'un « vrai » fruit. Car le pressage élimine une partie des fibres, qui sont contenues pour l'essentiel dans la pulpe et la peau des fruits.

Ainsi, rien ne vaut un bon fruit frais bien juteux. Ou un jus de fruit maison. Ou, à défaut, un jus de pommes ou autres fruits de saison produits dans la région. Pour le jus d'orange, ou des jus de fruits exotiques, ceux issus du commerce équitable sont un compromis. »

Nous adressons toutes nos excuses à nos lecteurs et à *Mes courses pour la planète*.

